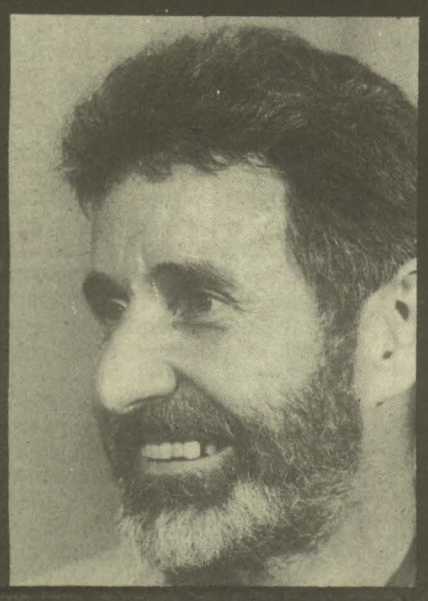
l'unité

M 2805 - N° 562 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 8 juin 1984

UN INEDIT DE BREYTEN BREYTEN-BACH

Note sur la relation entre le détenu et l'interrogateur



JACQUES DELORS: "QU'IMPORTE QUE DELORS PERDE SON PARI, SI LA FRANCE GAGNE LE SIEN"

(page 6)

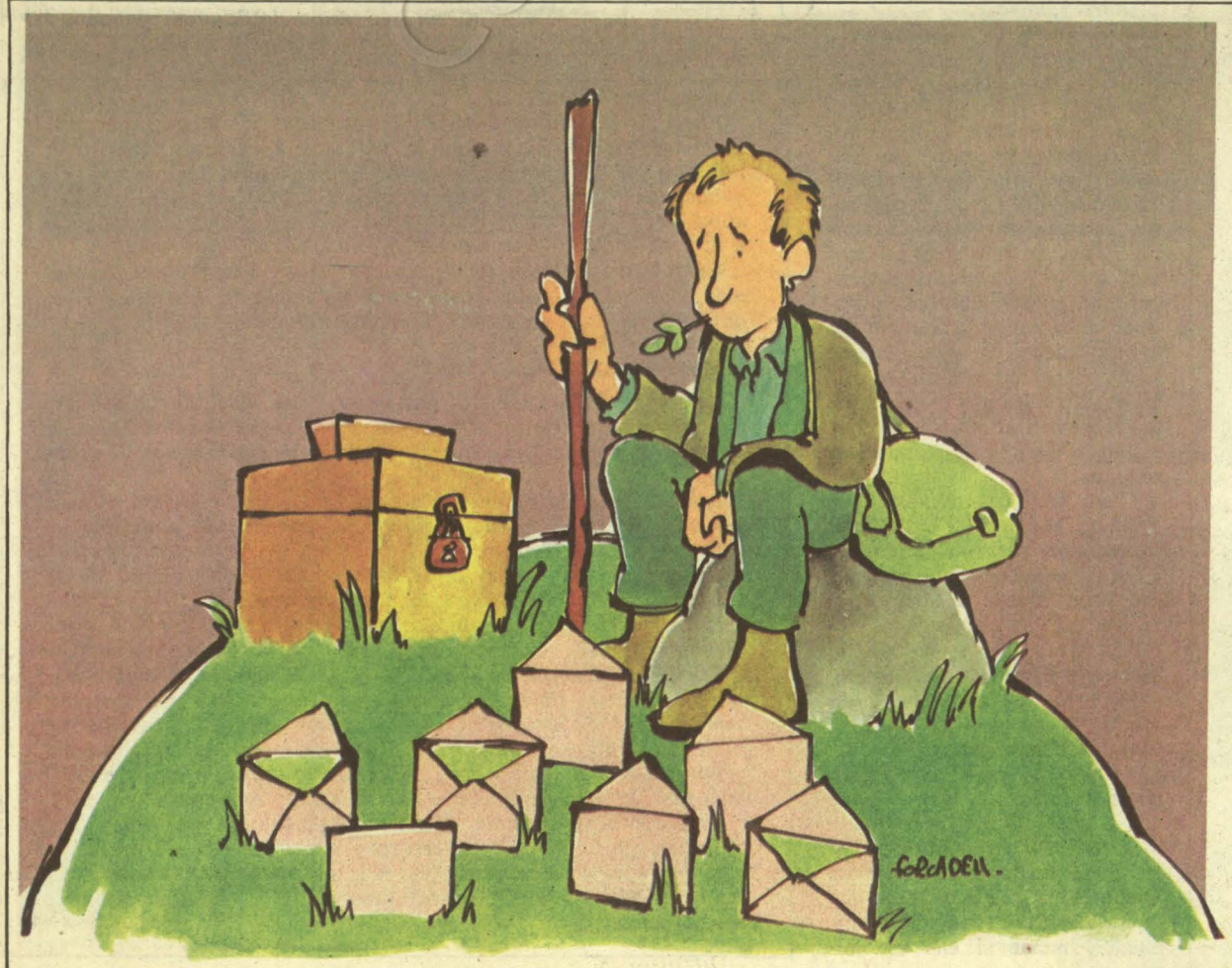
FRANCIA ES MÀS

La France c'est plus. Edith Cresson le dit au Mexique comme partout. Et c'est un peu la clé du redressement de nos échanges

(page 11)



Sygma



SPECIAL 17 JUIN

CULTURE: TOUTE L'EUROPE QUAND MEME

QUE SONT LES ECOLOS DEVENUS ?

La mouvance écologique bouge tellement qu'il est souvent difficile d'en cerner les bords. Les Européennes arrivent, la compétition est lancée. Même chez les verts où "pastèques", "concombres" et autres petits légumes s'affrontent

(pages 14-15)

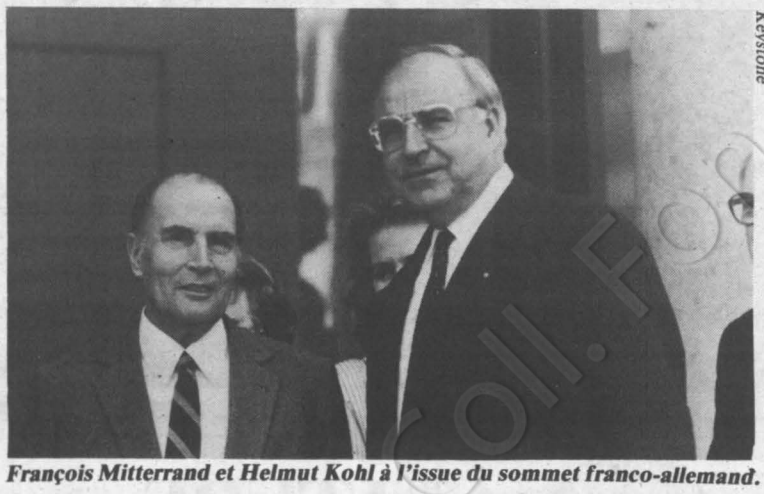
LA CAUSE DE LA PAIX

En allant à Moscou, malgré l'affaire Sakharov sur laquelle il n'entend pas se taire, François Mitterrand est convaincu que la cause de la paix et celle des droits de l'homme ont plus à gagner qu'à perdre

PAR CLAUDE ESTIER

Y a-t-il un « bon moment » pour aller en Union soviétique ? C'est la question que l'on peut se poser à la lecture des premiers commentaires de presse qui ont suivi l'annonce officielle, lundi après-midi, du prochain voyage de François Mitterrand. Passons sur les appréciations inspirées par la seule haine portée, quoi qu'il fasse, au président de la République, comme celles de Philippe Tesson dans « le Quotidien de Paris ».

D'autres, avec l'apparence de plus de sérieux mais aussi avec davantage d'hypocrisie admettent qu'il est nécessaire de maintenir le dialogue avec l'U.r.s.s. mais que, compte tenu du sort réservé aux époux Sakharov, ce n'est pas le moment d'y aller. C'est aussi la réaction de Simone Veil qui fait décidément flèche de tout bois dans sa campagne électorale mais qui, dans le même temps se met en contradiction avec Jacques Chirac lequel vient de répéter que les relations diplomatiques entre les Etats ne sauraient dépendre de problèmes de droits de l'homme.



Keystone

François Mitterrand et Helmut Kohl à l'issue du sommet franco-allemand.

Au-delà des polémiques médiocres, il convient de revenir à la véritable signification de ce voyage et d'abord d'en rappeler la génèse. C'est en février 1983, lors de l'audience accordée au Kremlin par Youri Andropov à Claude Cheysson que l'idée d'une reprise des rencontres au sommet franco-soviétiques avait été évoquée. La dernière de ces rencontres, devenues quasiment annuelles depuis 1970, avait eu lieu en mai 1980 entre Valéry Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev à Varsovie. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir au printemps 1981, François Mitterrand avait décidé d'interrompre ce rythme régulier, soulignant que l'occupation de l'Afghanistan, la situation en Pologne et la position soviétique sur les armements nucléaires en Europe ne permettaient pas la poursuite de « relations normales » entre Paris et Moscou. Pour autant la diplomatie française ne s'est à aucun moment interdit le dialogue avec les dirigeants soviétiques. Depuis trois ans de nombreuses visites ministérielles ont eu lieu dans les deux sens et le ministre des Relations extérieures, outre son propre voyage à Moscou, a rencontré à plusieurs reprises son collègue Andrei Gromyko.

C'est d'ailleurs au cours d'une de ces rencontres, à l'ouverture de la conférence de Stockholm à la mi-janvier, que l'invitation faite à François Mitterrand a été précisée sans qu'aucune date n'ait encore été officiellement retenue. La mort d'Andropov, son remplacement par Constantin Tchernenko ont un moment bloqué les pourparlers entrepris. Ce n'est que vers la fin avril que les deux parties s'étaient mises d'accord sur un calendrier situant la visite à Moscou dans les derniers jours de juin, entre le sommet des pays industrialisés réunis cette semaine à Londres, et le sommet européen de Fontainebleau prévu pour les 25 et 26 juin. L'annonce officielle du voyage devait elle-même être faite aux alentours du 20 mai.

Mais entre-temps on apprenait que dans sa résidence surveillée de Gorki, Andrei Sakharov avait entrepris, le 2 mai, une grève de la faim pour tenter d'obtenir des autorités soviétiques que son épouse Elena Bonner puisse aller se soigner à l'étranger. Alors que le sort fait aux époux Sakharov n'est pas nouveau — et à cet égard, il y a déjà plusieurs années que tous ceux qui se préoccupent sincèrement des droits de l'homme ont exprimé leur légitime indignation — l'affaire a pris cette fois des dimensions considérables donnant lieu, particulièrement en France, à une campagne visant à empêcher le voyage du président de la République, et à laquelle, bien évidemment les élections européennes du 17 juin ne sont pas étrangères.

Devant la situation ainsi créée, François Mitterrand a réagi comme il convenait. D'abord sur le cas des Sakharov en exprimant clairement — en particulier lors de son voyage en Scandinavie — son refus d'admettre la violation des libertés dont ils sont victimes. C'est également à son initiative qu'une démarche a été faite au nom des Dix auprès du gouvernement soviétique. Cette démarche est demeurée sans réponse et la vérité oblige à dire que Moscou n'a donné aucune autre assurance que la dépêche de l'agence Tass diffusée lundi, une heure après l'annonce faite également par Tass de la visite du président de la République, dépêche indiquant qu'Andrei Sakharov et sa femme « se portent bien et ne jeûnent pas ».



Andrei Sakharov, vu par Daullé.

Sans doute cette information, qui apporte au moins un démenti aux bruits qui circulaient dimanche sur la mort de Sakharov, est-elle impossible à vérifier. Tout au plus peut-on estimer que les dirigeants soviétiques ne prendraient pas le risque, à la veille d'un voyage officiel auquel ils attachent une particulière importance, d'une telle affirmation si une issue fatale pour l'un ou l'autre des exilés de Gorki était vraiment à redouter.

C'est avec ces données que François Mitterrand a dû lundi prendre sa décision définitive. En maintenant les dates prévues pour son voyage à Moscou, il savait qu'il s'exposait à des critiques mais les arguments ne manquent pas pour y répondre.

D'abord, en quoi la renonciation à ce voyage permettrait-elle d'améliorer le sort des Sakharov. N'est-ce pas au contraire en allant dire à Moscou même ce que l'on en pense — et on peut être assuré que le président de la République ne manquera pas de le faire — que l'on peut avoir la meilleure chance, même si elle est minime, d'infléchir les Soviétiques. L'ajournement du voyage à l'automne, suggéré par certains, n'avait à cet égard pas grand sens. La situation des Sakharov serait-elle différente à ce moment et, de toute façon, n'y a-t-il pas, hélas, en U.r.s.s. beaucoup d'autres Sakharov dont on parle moins mais qui vivent également dans des conditions de privation de liberté, évidemment en contradiction avec les dispositions, signées par l'Union soviétique, de l'acte final d'Helsinki. Cette logique-là conduirait en fait à renoncer définitivement à toute relation de haut niveau avec Moscou ce que personne, en France ou ailleurs, ne demande ni ne souhaite.

Persuadé au contraire qu'un dialogue peut être utile ne serait-ce que pour mettre clairement sur la table les divergences qui séparent la France et l'U.r.s.s., François Mitterrand ira donc à Moscou dans quinze jours. Non pas dans une position de faiblesse comme le prétendait l'autre jour l'ancien ministre des Affaires étrangères giscardien Jean-François-Poncet qui, en l'occurrence aurait mieux fait de se taire. La position prise il y a quelques mois par le président de la République dans l'affaire des euromissiles a suffisamment prouvé qu'il n'est pas homme à se laisser troubler par les arguments du Kremlin. C'est bien un dialogue sans concession qu'il entend mener à Moscou à la fois en tant que représentant de la France et porte-parole de la Communauté européenne dont il assume la présidence jusqu'à fin juin. François Mitterrand ne pense pas un instant que ce voyage à Moscou va changer la face du monde mais il est convaincu, et va s'efforcer de le démontrer, que la cause de la paix comme celle des droits de l'homme ont plus à y gagner qu'à y perdre. ●

Pierre Bercis, président de Droits socialistes de l'homme a adressé le 25 mai 1984 la lettre dont le texte suit à François Mitterrand, président de la République, pour lui demander de proposer la publication d'une déclaration commune sur la liberté, suivie d'un appel humanitaire en faveur d'Andrei Sakharov, par tous les chefs d'Etat présents aux cérémonies du 6 juin 1984, en Normandie.

Cette lettre a été signée depuis par 55 personnalités de premier plan, originaires de différentes parties du monde, leurs signatures ont été déposées au Palais de l'Elysée le lundi 4 juin 1984.

Monsieur le Président,

Le 6 juin, l'ensemble des chefs des Etats alliés de la dernière guerre vont se trouver réunis en Normandie pour célébrer le 40e anniversaire du Débarquement qui libéra la France et l'Europe du joug nazi.

Aucune discussion politique n'aura lieu à cette occasion. Seul le souvenir, les symboles de la liberté seront évoqués pour que les nations n'oublient pas.

Cependant, ce rappel de l'Histoire est-il dissociable de la situation des droits de l'homme à l'heure actuelle ?

Nul ne le croit. C'est pourquoi, au nom de Droits socialistes de l'homme, je vous demande, cher Président, le 6 juin, de proposer à l'ensemble des Chefs d'Etat présents de signer une déclaration commune sur la liberté ; déclaration qui s'achèvera par un appel solennel à l'U.r.s.s., qui a tant contribué à la libération de l'Europe, à libérer Andrei Sakharov. Non point que son cas soit plus tragique que celui de tant de torturés ou prisonniers d'opinion, mais pour le frêle symbole dressé contre un système totalitaire qu'il incarne aux yeux du monde, lui qui aurait pu vivre en privilégié.

Je pense que vous ne resterez pas insensible à notre demande, vous qui avez consacré votre vie à la défense et à l'extension des droits de l'homme et qui avez désormais la possibilité de faire entendre très loin votre voix.

LE STYLE JOSPIN

Lionel Jospin c'est l'antidémagogue, le pédagogue aussi qui ne supporte pas de ne pas être compris, un battant d'une honnêteté intellectuelle peu commune, un leader qui est en train d'imposer un nouveau style au paysage politique français

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

SIMONE Veil fulmine. Elle est contrainte d'attendre dans sa voiture la fin de l'intervention de Lionel Jospin sur les ondes de Radio J-Shalom, pour répondre à son tour, devant quelques centaines de spectateurs aux questions des journalistes de la radio de la communauté juive de Paris. Nerveuse, en colère, elle ne mâche pas ses mots aux organisateurs de ce forum politique.

Lionel Jospin, lui, sort souriant du vaste hangar du Bourget servant de cadre à l'émission, sous les applaudissements du public.

En ce dimanche 3 juin, en plein cœur de la campagne, Simone Veil ne peut que se sentir crispée, coincée, exaspérée. Elle sait qu'elle sera sommée de s'expliquer devant la communauté juive sur la présence d'Hersant sur sa liste... avant d'aller supporter, à Vincennes, l'ovation que recevra Chirac au cours d'un meeting dont elle devait être la vedette. En un après-midi, elle se trouve confrontée à la double difficulté qui paralyse sa campagne : justifier les boulets qu'elle traîne sur sa liste, et s'affirmer face au leader du R.p.r.

Lionel Jospin n'a pas tous ces problèmes. Il n'a honte d'aucun des candidats qui l'entourent, et personne ne lui fait de l'ombre depuis les coulisses. C'est pourquoi sa campagne a trouvé progressivement son rythme de croisière. Revigoré, libéré par son débat télévisé avec Simone Veil, Jospin a pris ces élections européennes à bras-le-corps. Il s'y investit totalement. Avec même de plus en plus de plaisir. Dimanche, la fatigue d'une journée-marathon, qui l'a conduit d'Alençon à Bordeaux en passant par le Bourget et Montpellier, ne semblait pas avoir de prise sur lui. Lui qu'on présentait comme contraint et résigné de se lancer dans la bataille européenne, il apparaît tout à fait à l'aise, saisissant cette opportunité pour asseoir son image dans l'opinion. « On ne gagne jamais à ne pas être soi-même », a-t-il lancé à l'adresse de Simone Veil, à Floirac dans la banlieue bordelaise. Etre soi-même, ce vieux principe rousseauiste, Jospin s'efforce de l'appliquer. Et il y réussit. Par nature, il préfère « la franchise » à « la volonté de séduction ». C'est pourquoi il n'a

(suite en page 4)



Pascal Lebrun

Lionel Jospin, ovationné par ses supporters après un meeting à Floirac.



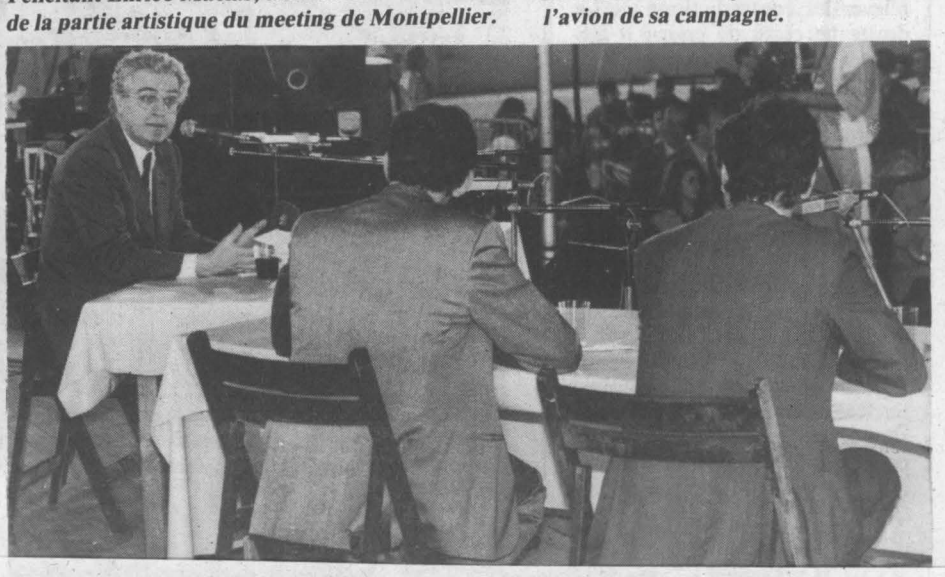
Accueilli par les militants à Montpellier.



Félicitant Enrico Macias, animateur de la partie artistique du meeting de Montpellier.



Bavardant avec les journalistes dans l'avion de sa campagne.



A Radio J. Shalom.

(suite de la page 3)

pas hésité à déclarer devant la communauté juive qu'il n'était pas « utile » de fermer le bureau de l'O.l.p. à Paris.

Jospin c'est l'antidémagogue. Il ne vole pas de ville en ville pour agiter les vieux mythes, répéter les mêmes slogans, ou les vieux clichés historiques. Non, à Alençon, il parle de la politique agricole commune, à Montpellier de l'élargissement, et à Floirac de la défense de l'Europe. Sujets techniques, discours ardus mais argumentés et précis. Il ne verse pas dans le lyrisme et l'incantatoire. A Floirac, « ville socialiste depuis 65 ans », il a évité de tomber dans la facilité. Le terrain était propice pour faire jouer la vieille fibre socialiste enracinée dans le terroir. Il a préféré parler de la sécurité en Europe et de la défense des intérêts de la C.e.e. Expliquer la politique économique et monétaire des Etats-Unis et ses répercussions sur la crise en Europe ne relève pas d'un exercice stylistique propre à emballer les foules et à se tailler un succès personnel. Qu'importe ! Pour Jospin l'essentiel est de faire comprendre la réalité, la politique menée actuellement. Inlassablement il démonte les mécanismes ; il explique, il répète.

C'est Jospin le pédagogue. Il ne supporte pas que son interlocuteur ou son public reste sur une interrogation, une incertitude, un doute, une incompréhension. Une honnêteté intellectuelle des plus rigoureuses. Parfois emporté par son débit et son souci de ne rien omettre, le lapsus surgie, la phrase s'alourdit ou s'étire interminablement. Mais la chaleur et la conviction du discours entraînent l'adhésion du public. Car, précis et technique, le propos n'est jamais austère. Jospin a le sens de la formule : « Je ne suis pas sûr que Mme Veil ait fait le bon choix en acceptant de conduire une liste commune. Elle avait un crédit : elle l'use. Elle avait une conviction : on la cherche. Elle avait une image : elle s'est écornée. » Sans oublier l'humour caustique des coups de patte à ses adversaires des petites listes : « Fizsbin ne pense qu'au P.c., Mme Gomez ne pense qu'à Mme Veil, Stirn à la droite qu'il a quittée. Doubin à la gauche qu'il boude, Lalonde à l'écologie qui l'abandonne, Le Pen à ses fantasmes et ses obsessions d'extrémiste, les listes socio-professionnelles à leurs problèmes catégoriels. »

Il n'oublie pas, bien sûr, Simone Veil, quelque peu ballottée sur l'échiquer politique de droite, dans la perspective des prochaines échéances nationales : « Giscard est trop loin de Veil, Chirac est trop près de Veil, Barre est trop au-dessus de tout le monde... »

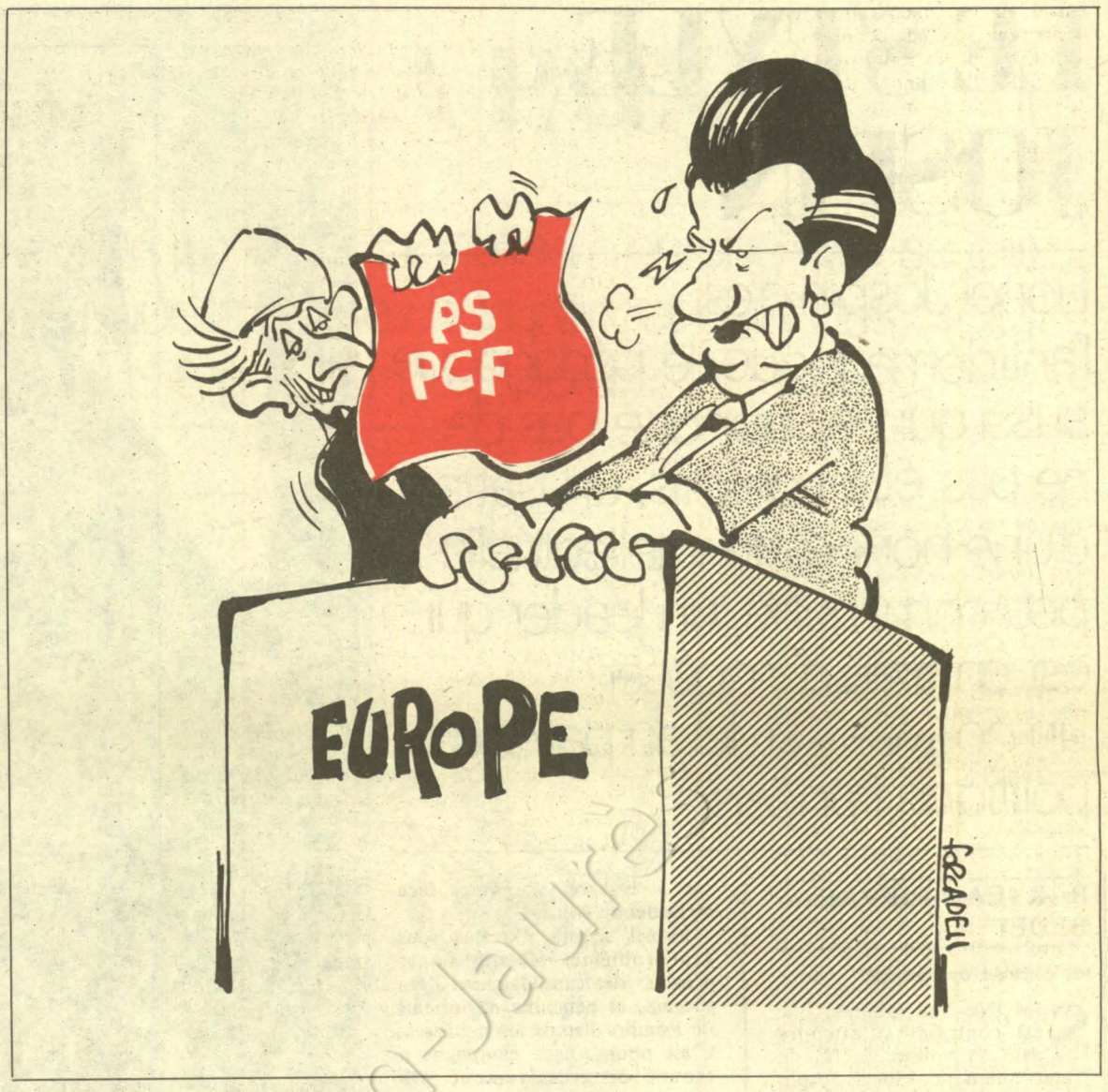
Sa rigueur intellectuelle et politique ne tolère pas le double langage. D'où les mises en garde en direction du P.c. : « Il se préoccupe moins de l'Europe que de son retard sur le P.s. Si le P.c. veut peser plus qu'il soit plus solidaire, s'il l'est moins il pèsera moins. »

De même il est prompt à relever les contradictions : « La droite ne cesse de crier : « Défense européenne » mais la Grande-Bretagne ne veut pas coupler sa force nucléaire avec la France car elle préfère tourner ses yeux vers les Etats-Unis. Faut-il partager l'arme nucléaire avec l'Allemagne ? C'est ce qu'a proposé Chirac en Allemagne avant de démentir en France. De toute façon, la R.f.a. ne veut pas, car elle est liée par un engagement international issu de la guerre. Pourrait-on remplacer le parapluie nucléaire américain par le parapluie français ? Non. » Et de conclure par une formule qui fait mouche : « On ne fait pas de la politique en fonction des sondages. En matière de sondages, Munich aurait fait un tabac. »

Etre soi-même pour Jospin c'est continuer à parler de l'Europe — véritable enjeu du scrutin du 18 juin — alors que ses principaux adversaires ramènent le débat au niveau de la politique intérieure. Notamment des rapports avec le tiers monde, de l'espace social européen, de l'élargissement. Etre soi-même, c'est aussi, pour Jospin, défendre les socialistes : « La droite voudrait nous faire croire que la France est coupée de la C.e.e. parce qu'elle est gouvernée par les socialistes. La présidence de la Communauté par François Mitterrand prouve le contraire. » A propos de l'élargissement, devant un public montpelliérain concerné au plus haut degré par le sujet, il insiste sur la cohérence des positions socialistes : « Le P.s. est le seul parti à maintenir sa fidélité envers le Midi et les démocraties portugaise et espagnole. Depuis le rapport Sutra de 1979, il y a eu un seul discours et une seule pratique. Contrairement à Giscard, à Veil et à Chirac... Les préalables du P.s. ont été traduits au pouvoir par le gouvernement. L'entrée de l'Espagne est possible. C'est un enjeu majeur pour l'Europe. Pour la France, si l'on sait négocier en défendant nos intérêts pied à pied, elle peut provoquer un rééquilibrage vers le Sud qui obligera la C.e.e. à intégrer à ses préoccupations économiques et financières ces régions méditerranéennes. C'est parce que la France est européenne qu'elle demande un dossier sur le vin, et la pêche, et qu'elle refuse la fuite en avant qui lui serait préjudiciable. Une attitude réaliste s'opposant à ceux qui disent « oui sans condition » avant un « oui mais pas maintenant ». »

Cet appel à un « élargissement négocié et sérieux » ne pouvait être que favorablement entendu par les 3 000 Montpelliérains auxquels s'adressait la tête de liste socialiste. Que ce soit dans l'Hérault, à Alençon, au Bourget, ou bien dans le Bordelais, le style Jospin passe bien auprès du public. Il ne déclenche pas la frénésie propre aux « grandes messes politiques » mais plutôt des applaudissements « réfléchis » traduisant une certaine maturité de l'auditoire. Reste que Jospin est animé d'une certitude : « Cette campagne portera ses fruits à moyen terme. »

En attendant les socialistes découvrent un leader qui impose un nouveau style dans le paysage politique. Et sans aucun doute le style, c'est l'homme... ●



CETTE GAUCHE DONT VIENT TOUT LE MAL !

Comme toujours à chaque veille d'élections les éditorialistes – objectifs bien sûr – se penchent sur l'avenir de la gauche pour y déceler l'apocalypse. Mais ont-ils jamais pronostiqué autre chose ?

PAR CLAUDE ESTIER

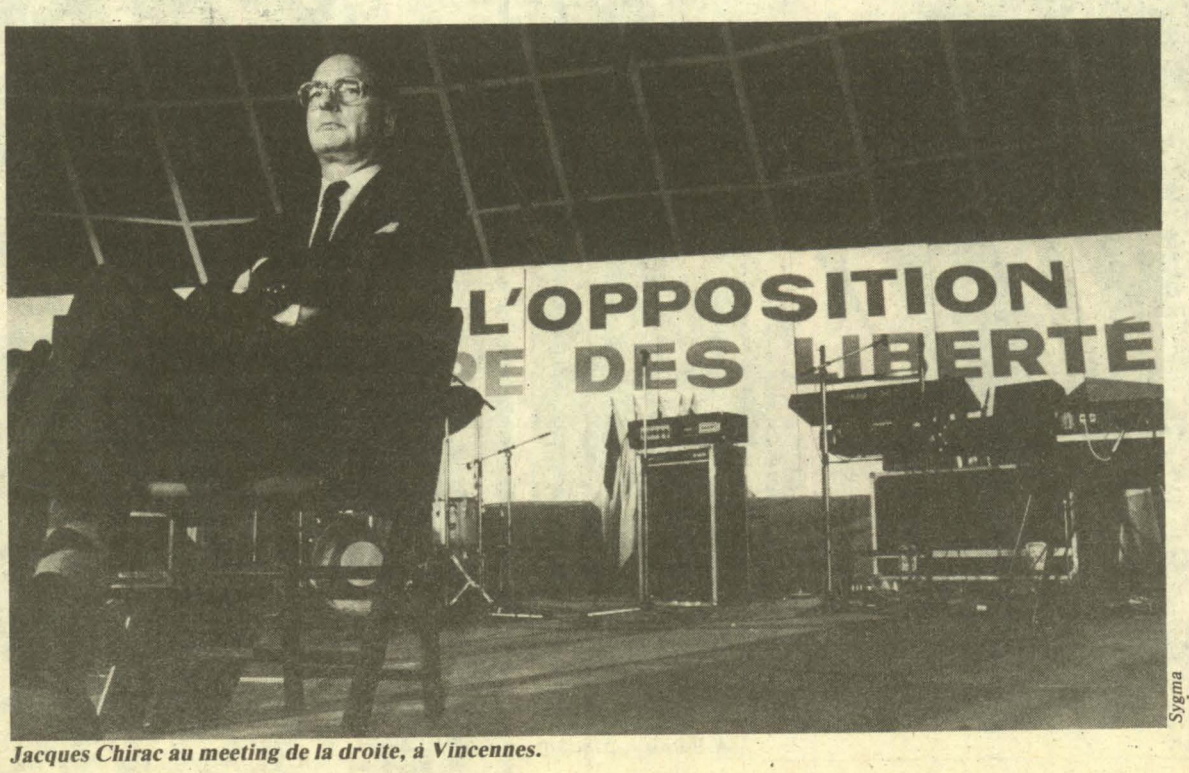
ILS se sont tous donné le mot : du « Nouvel Observateur » à « l'Express » en passant par « le Point », les hebdomadaires politiques de cette semaine, sous la signature, interchangeable, de Franz-Olivier Giesbert, Noël-Jean Bergeroux ou Denis Jeambar, franchissent d'un bond les quinze jours précédant les élections européennes.

A qui mieux mieux, ils imaginent les scénarios qui suivront la défaite de la gauche sur laquelle, avec les certitudes qui les caractérisent — lequel d'entre eux avait prévu la victoire de François Mitterrand en 1981 ? — ils n'ont évidemment pas le moindre doute : « Le pouvoir se prépare au pire », annonce l'un. « Zone de tempête », prédit le deuxième, tandis que le troisième, liant le scrutin du 17 juin à la manifestation pour l'école privée pour laquelle il voit déjà un million de personnes défilant dans Paris, parle d'un « double choc » qui fera de juin, pour la gauche « le mois de tous les dangers ».

Nous ne nous risquerons pas à un pronostic sur les élections européennes qui, de toute façon, comme l'a observé Raymond Barre, vont permettre à un certain nombre de Français de se « défouler » ; la présence de nombreuses « petites listes » aidant ces élections ne traduiront donc pas le véritable rapport de force entre la droite et la gauche : les sondages ne donnent guère à celles-ci plus de 40 % des voix alors que toutes les élections partielles de ces derniers mois, particulièrement celles de ces dernières semaines, même quand elles ne lui sont pas favorables, montrent qu'elles se situent nettement au-dessus de ce chiffre.

Au lieu de s'acharner ainsi sur la gauche comme à la veille de toutes les consultations électorales — faut-il rappeler l'affaire Lucet en 1982 dont on ne parle plus, comme par hasard, depuis que l'on sait que le gouvernement avait quelque raison de se méfier d'un personnage pour le moins douteux ? — nos chroniqueurs désabusés pourraient avantageusement jeter un coup d'œil dans le camp de la droite où ils découvriraient peut-être également des idées de scénario pour l'après-17 juin.

Ils pourraient remarquer d'abord que, sur les résultats même de l'élection, la liste prétendument unie de l'opposition a changé d'objectif. Au départ, il était question d'atteindre la majorité absolue des suffrages. Aujourd'hui, Simone Veil limite son ambition à faire



Sygma

Jacques Chirac au meeting de la droite, à Vincennes.

entrer au Parlement européen, à elle seule, plus de députés que socialistes et communistes réunis. Pour ce combat douteux, elle aura sérieusement terni son image : qu'auront pensé, par exemple, les téléspectateurs en la voyant dimanche soir vociférer pour défendre devant un public de militants juifs la présence sur sa liste de Robert Hersant, dont elle va faire un élu à Strasbourg. On dira que c'était le prix à payer pour rassembler toute l'opposition derrière elle. Mais cet objectif-là n'est pas atteint. D'abord parce que des personnalités connues de l'opposition se trouvent sur d'autres listes. Ensuite parce que chaque jour apporte une preuve nouvelle que le couple R.p.r.-U.d.f. réuni autour d'elle n'est que de pure façade. Le rassemblement de dimanche dernier à Vincennes — où l'affluence était d'ailleurs très loin de ce qu'espéraient les organisateurs — a montré quel parti Jacques Chirac savait tirer d'une pareille situation. Le meeting de Lyon, le lendemain, où Raymond Barre n'avait accepté de paraître qu'à condition que Bernard Pons n'y soit pas, a réuni trois fois moins de monde que l'ancien Premier ministre en avait rassemblé seul quelques jours plus tôt à Valence en parlant de l'Europe sans prononcer une seule fois le nom de Simone Veil.

C'est bien d'ailleurs parce que sa campagne ne lui apporte pas les résultats escomptés — son score s'effrite de jour en jour dans les sondages — que l'ancienne présidente durcit le ton et dénonce le « sectarisme » des socialistes, ce qui ne manque pas de piquant au moment où son colistier Bernard Pons n'hésite pas à dire qu'il faut « faire la guerre » à ces mêmes socialistes *(voir l'article de Pierre Carrier)*.

Cette violence de ton cache en fait le néant idéologique. Car coincée entre les composantes contradictoires de sa liste, Simone Veil ne peut plus exprimer aucune idée sur l'Europe ou, quand elle le fait, c'est pour se renier elle-même. Par exemple, sur l'élargissement à l'Espagne et au Portugal qu'elle refuse aujourd'hui comme le R.p.r., après l'avoir soutenu depuis des années, ou encore sur le rapport Spinelli proposant une union politique européenne qu'elle a voté à Strasbourg, mais qu'elle ne défend plus depuis que Chirac y a vu « un florilège de toutes les utopies ».

Si l'on ajoute que les députés élus sur la liste de Simone Veil iront siéger à l'Assemblée européenne dans au moins trois groupes différents, on voit bien que « l'union de l'opposition » n'aura été que le support éphémère — pas forcément payant d'ailleurs — d'une opération politicienne qui n'a pas grand-chose à voir avec l'Europe. C'est d'ailleurs le « grand Européen » Jean Lecanuet qui a vendu la mèche, dimanche, à Vincennes en affirmant que le scrutin du 17 juin ne ferait que préparer la grande manifestation du dimanche suivant pour l'école privée. Ce qui pose peut-être un problème à Mgr Lustiger et à la hiérarchie catholique. Mais qui donne raison à François Mitterrand lorsqu'il affirme dans son interview à « Elle » : « La passion que montrent nombre de dirigeants de l'opposition politique pour dénoncer l'école publique est révélatrice de leur véritable objectif. Ce sont de dangereux alliés pour l'enseignement privé. »

Voilà, en tout cas, d'intéressants sujets de réflexion pour les prochains articles des chroniqueurs du « Nouvel Observateur », de « l'Express » et du « Point ». ●

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

M. PONS S'EN VA-T-EN GUERRE

Il y a des mots qu'on aimerait voir bannis du langage politique. Guerre est de ceux-là

AINSI certains à droite parlent de « guerre ». Bernard Pons, secrétaire général du R.p.r. numéro deux de la liste de Simone Veil, est de ceux-là. Foin de la « guérilla », c'est la « guerre » qu'il lui faut. Oh, je n'en doute pas, il s'agit pour l'instant d'une « guerre » de mots, d'un langage martial à usage électoral. Et comme la campagne en cours ne se déroule pas tout à fait comme il l'avait pensé, espéré, Bernard Pons a oublié la civilité un peu raide qui lui est habituelle pour utiliser un langage musclé, réservé le plus souvent à l'extrême droite. Mais, puisqu'il s'agit de mots, je n'ai pas résisté à mettre les siens et les nôtres en parallèle. Point besoin de long catalogue pour mesurer les différences. Deux mots suffiront. Pour parler de « guerre », le mouvement ouvrier depuis très longtemps parle, lui, de « lutte ». Entre ces deux expressions il y a plus qu'une nuance : la guerre c'est une lutte armée...

Il suffit de feuilleter un livre d'histoire, de faire remonter du fond de la mémoire commune le lent cheminement des idées qui ont façonné la gauche pour prendre la mesure de ce que la « lutte » représentait pour la gauche. Lutte pour imposer les syndicats, lutte pour réduire le temps de travail, lutte pour augmenter les salaires, lutte pour le droit de vote, lutte pour l'instruction publique et obligatoire, lutte pour la laïcité, lutte pour une loi, lutte contre une autre.

Longues, longues années de « lutte » au quotidien contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre l'aliénation. Lutte pour que droit après droit les salariés deviennent des citoyens à part entière. Pour que telle ou telle minorité ait les mêmes droits que la majorité. Luttes difficiles — ce ne fut pas simple, évident, de pouvoir faire grève —, ingrates lorsque l'idéologie dominante et la violence symbolique entrent dans la danse ou lorsque l'intérêt national semble en contradiction avec l'intérêt de classe (ou de couche sociale). La lutte, les luttes ? A gauche, on connaît. Et ces luttes mêlées portaient toutes une exigence de plus grande liberté, d'un humanisme qui a marqué notre société.

Faut-il parler de la « guerre » ? Je ne pense pas que Bernard Pons puisse être traité de « versaillais ». Pourtant souvenons-nous. Chaque fois que la droite a parlé de faire la guerre à la gauche, le sang a coulé. Il n'y a jamais eu très loin entre les mots et l'acte. je sais, je sais que les temps ont changé...

Pourtant il est des mots que j'aimerais voir bannis du langage politique. Car, lorsque par glissements successifs — ou orateurs différents — on passe de l'« ordre moral » que les socialistes auraient, selon la droite, « la prétention de faire régner », à la « guerre », en ajoutant que « la politique menée par les socialistes justifie que l'on fasse la guerre », j'ai beau savoir que c'est l'urbain M. Pons qui a déclaré cela, c'est à quelques autres que je pense. A M. Thiers, je sais, on est en période électorale et la chaleur d'un meeting, la volonté de « donner des armes à ses partisans », de les « mobiliser » peuvent expliquer quelques dérapages. Elles les expliquent mais ne les excusent pas.

D'autant que, chaque fois qu'à gauche on a parlé de lutte des classes — nous ne l'avons jamais proclamé mais toujours constaté — que n'avons-nous pas entendu ! Il suffisait qu'un économiste de gauche tente de l'analyser, de s'y référer à propos du partage salaire-profit par exemple pour qu'il soit accusé de vouloir fomenter une guerre civile. Décrire un phénomène de masse, confus mais réel, la contradiction entre intérêts divergents pour ce qu'elle était, c'est-à-dire une « lutte », c'était vouloir défaire la France, la couper en deux, en trois, en douze. C'était dresser les Français contre les Français. Au point que bon nombre d'entre nous ont parfois choisi d'oublier la contradiction décrite et tenter de se persuader que la lutte des classes n'existait pas.

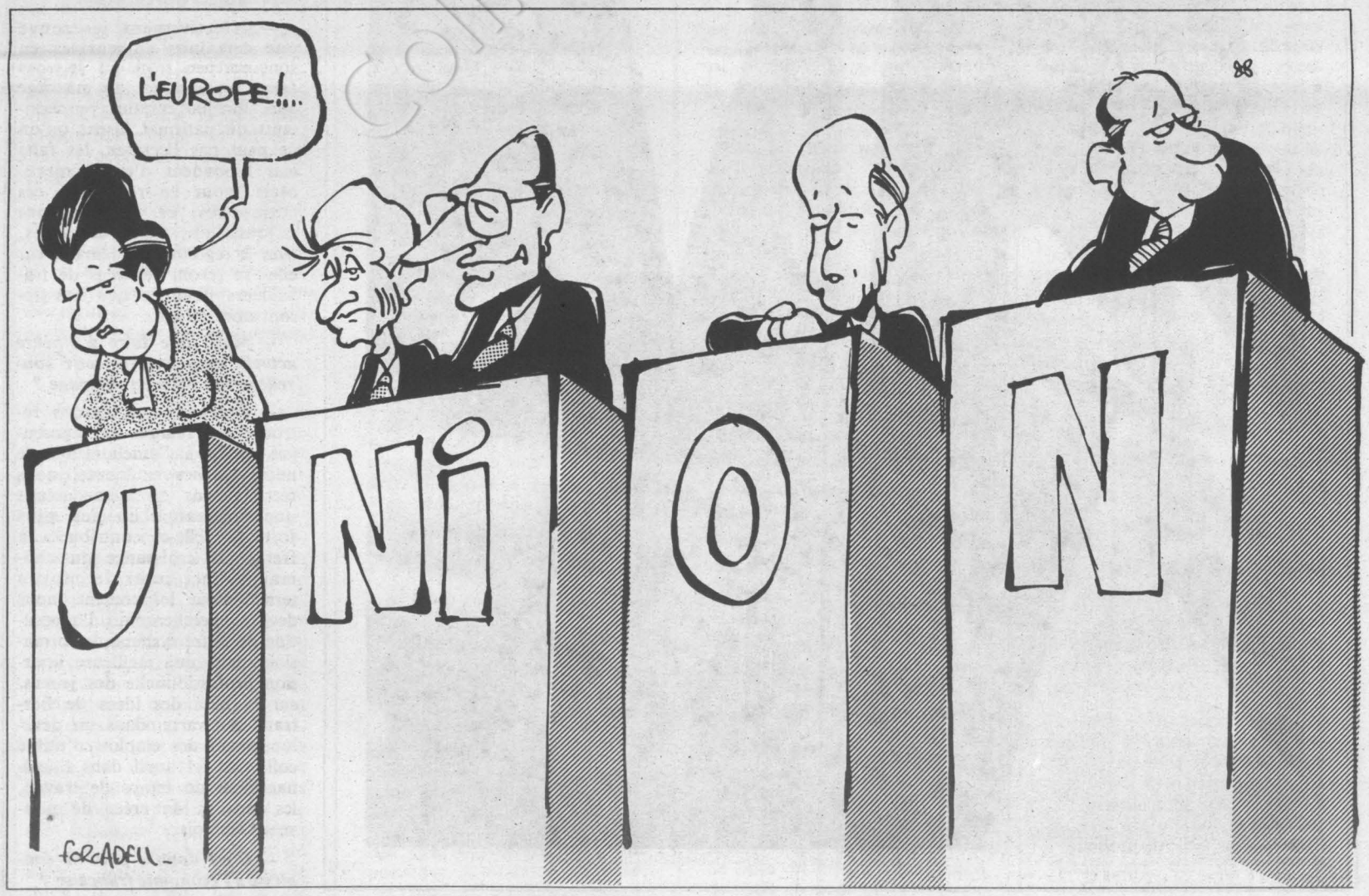
Et eux parlent de la « guerre ». Comme d'une chose normale. Oubliant le poids que ce mot a pris dans l'Histoire, oubliant ce qu'il implique, l'appel aux instincts les plus bas, à la revanche. Ce ne doit pas être mal, l'alternance vue du côté de M. Pons, si un discours dominical lui fait monter de tels mots au bord des lèvres. Puis les lui a fait dire. Haut et fort.

Mais au fait, pourquoi cette « guerre » ? Comment la justifie-t-il ? C'est « la politique menée par les socialistes » qui à ses yeux nécessite l'emploi de tels mots. Et sous-entend leurs conséquences. Intéressant, non ? Le secrétaire général du R.p.r. appelle-t-il à la guerre à cause de la décentralisation, des nationalisations, des lois Auroux, de l'effort de reconstruction industriel ? Parle-t-il de faire la guerre à cause d'un peu plus de solidarité ? Parce que des espaces de liberté — mais oui, mais oui — ont été ouverts ? Parce que les radios locales privées peuvent émettre ? Parce qu'une loi sur l'audiovisuel a mis un écran entre le pouvoir et le service public ? J'aimerais tant que le cher M. Pons nous explique, avec précision quels sont les griefs pouvant justifier l'emploi de tels mots ?

Est-ce parce que ses amis ne sont plus au pouvoir ? Est-ce parce qu'il a perdu l'espoir d'y revenir très vite ? D'où proviennent de tels accidents ? D'une haine trop longtemps contenue, d'un espoir déçu, de la crainte d'un échec ? On aimerait savoir. Et j'aimerais que les Français s'arrêtent sur ce mot. Qu'ils le soupèsent, qu'ils en mesurent les conséquences.

Certes, depuis trois ans, la droite a largement utilisé les excès de langage. L'abus de formules outrancières avait marqué les campagnes électorales de 1981. Depuis cela n'a pas cessé, les parlementaires peuvent en témoigner. Au point que certains plus lucides, ou moins pressés, aient choisi de se démarquer. Raymond Barre est de ceux-là. Il a décidé de ne plus se montrer aux côtés de Bernard Pons. Ils se font la « guéguerre », un coup je te vois, l'autre je t'oublie. Mais au total une fois les discours terminés que reste-t-il ? Une droite chaque jour plus à droite, attirée par les thèmes les plus réactionnaires, utilisant des slogans « durs », hésitant — à peine parfois — devant les formules à la Le Pen. Une droite pour qui le mot alternance a pris le sens de revanche, une droite qui se considère toujours comme unique propriétaire de la légitimité nationale. Ou qui fait comme si...

Le plus drôle — si drôlerie il y a — c'est qu'ils reprochent en même temps à la gauche de vouloir jouer les professeurs de morale. Peut-être tout simplement parce qu'à gauche on a effectivement une morale ! Le détournement de mots, l'excès de langage serait-il tout simplement l'hommage que le vice rend à la vertu ?



EXCLUSIF

JACQUES DELORS "QU'IMPORTE QUE DELORS PERDE SON PARI, SI LA FRANCE GAGNE LE SIEN"

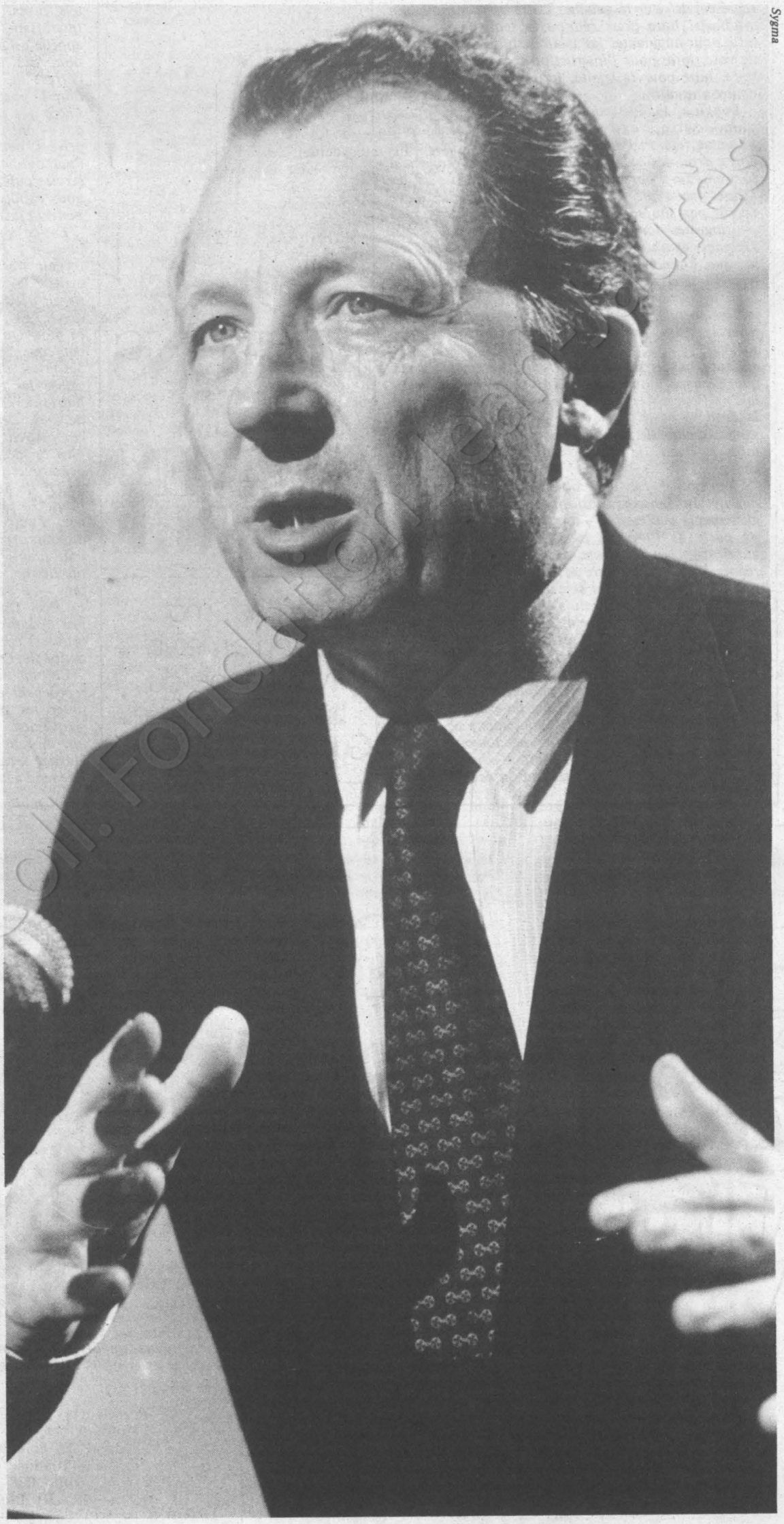
C'EST au moment où la presse de droite cesse de croire à l'étoile de Jacques Delors — il ne serait plus « matignonable » — que la gauche commence à accorder plus de crédit au pragmatisme du ministre des Finances. La société d'économie mixte prônée l'autre jour par François Mitterrand, il s'en est fait depuis toujours le champion. Et comme pour contredire ceux qui disaient, il y a peu, et qui pensent encore, en le taisant cette fois, que la gauche est incompétente, Jacques Delors développe l'idée qu'elle est seule capable de moderniser l'économie et la société française. A la veille du « sommet » des pays industrialisés son interview à « l'Unité » prend un relief particulier.

— « L'UNITE » : Jacques Delors, une partie de l'opinion de gauche vous reproche une politique trop favorable au patronat. Qu'en dites-vous ?

— JACQUES DELORS : Je crois que c'est l'honneur de la gauche de reconnaître l'entreprise pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une cellule créatrice de richesses. C'est aussi le mérite des hommes de gauche et des syndicalistes que de ratifier cette appréciation dans un climat où l'on ne peut pas dire que les partisans déclarés de la libre entreprise se comportent toujours selon les principes qu'ils proclament. Ma conviction a toujours été qu'on ne peut gouverner un pays que dans l'équilibre social et politique entre les forces du travail et celles du management. Là-dessus, je n'ai jamais changé d'avis et n'en changerai jamais. Or, cet équilibre, nous tentons de le réaliser par des compromis dynamiques : encourager la négociation sociale et la politique contractuelle (ainsi que le montre le bilan positif des lois sur les nouveaux droits des travailleurs) ; développer l'initiative économique (dernier exemple : projet de loi voté par l'Assemblée nationale).

— Est-ce à dire que vous estimez la situation des entreprises et celle des salariés toutes deux en amélioration depuis que vous occupez vos fonctions ?

— Au-delà de la polémique, on peut d'abord constater que, sur les années 1981 à 1983, la croissance de l'économie française a été de l'ordre de 4 p. 100 — nous ne sommes plus dans l'âge d'or des années soixante — alors que les autres pays européens n'ont fait, en moyenne, que 2 p. 100. Et pendant ces trois années, le pouvoir d'achat des Français s'est amélioré. Or, n'oublions pas qu'il est plus difficile de faire progresser l'économie dans un environnement international stagnant — ce qui était le cas de 1980 à 1983 — que dans un environnement international dynamique. Quant aux résultats des entreprises, ils s'améliorent progressivement depuis les mesures prises en juin 1982 et mars 1983, ce qui était absolument nécessaire pour l'investissement et la modernisation de l'appareil de production.


Sygma

— Enfin, tout de même, la gauche a été élue contre la droite et principalement contre le chômage. Or de 1,8 million de chômeurs en 1981, on est passé aujourd'hui à 2,3 millions. On ne peut pas considérer que ce soit un bilan positif...

— Il est vrai que nous ne pouvons pas échapper à la loi d'airain du monde moderne, de la nouvelle révolution technologique, qui introduit un nouveau « comment produire » avec, dans un premier temps, des machines plus efficaces et une organisation de travail qui fait appel à moins de main-d'œuvre. Alors, la question angoissante qui se pose est de savoir s'il s'agit d'un passage, comme lors des autres révolutions industrielles, ou d'une donnée permanente. A mon avis, ce n'est qu'un passage. Dès que les économies industrielles se seront adaptées à ce nouveau « comment produire », elles fabriqueront des richesses qui, elles-mêmes, induiront de nouvelles activités et créeront des emplois par le canal d'un pouvoir d'achat en progression et d'un modèle de développement fondé sur de nouveaux besoins à satisfaire, un mode de vie différent, plus riche en potentialités humaines. Dans ces conditions, on ne peut pas considérer la tendance forte à l'augmentation du chômage comme devant se poursuivre.

— Il n'y aurait pas, en plus, une espèce de mode du dégraissage dans les entreprises ?

— Effectivement je trouve que certaines entreprises en font un peu trop. Et je vous ferai remarquer, au passage que, lorsque certains représentants du patronat disent qu'on ne peut pas licencier, les faits leur répondent d'eux-mêmes... Mais, pour en revenir à ces entreprises, ce qu'elles font aujourd'hui, pour certaines, elles le regretteront demain, car elles se seront séparées de travailleurs qualifiés qui leur feront alors défaut.

— Mais, que faire à l'heure actuelle pour enrayer cette nouvelle progression du chômage ?

— Dès que nous aurons retrouvé des marges de manœuvre, grâce à l'amélioration de notre balance extérieure, nous retrouverons en même temps une croissance un peu plus forte et celle-ci contribuera à freiner la croissance du chômage. Ceci pour le moyen terme. Pour le moment, nous devons chercher dans l'adaptation de notre système de formation, dans une meilleure insertion professionnelle des jeunes, sur la base des idées de Bertrand Schwartz, dans un développement des emplois d'utilité collective, et aussi dans l'aménagement du temps de travail, les moyens de créer de nouveaux emplois.

— C'est donner plus de souplesse à l'économie française ?

Coll. Fondation Jean Jaurès

— Oui, et aussi plus de souplesse pour les hommes et les femmes qui travaillent. La grande idée de l'aménagement du temps de travail, c'est de rendre toute sa valeur au temps, de le considérer comme aussi important que le revenu, tout au moins quand les besoins essentiels sont assurés. Il faut donner à chacun la maîtrise de son temps et, ainsi, aboutir à un mode de vie différent de celui d'aujourd'hui mais créateur d'emplois, par le partage du travail, à condition bien entendu de le faire sans alourdir ni les charges des entreprises, ni les contraintes administratives. Il faut au contraire les alléger.

— Vous n'estimez pas que la rigueur est responsable de l'aggravation du chômage ? Auquel cas on peut vous opposer que c'est payer cher l'amélioration de quelques indices ?

— Il est vrai qu'une partie de l'accroissement du chômage est due à la politique de rigueur, mais avions-nous le choix ? Nous ne pouvons pas vivre constamment avec un taux d'inflation élevé et surtout avec un déficit important de la balance commerciale et de la balance des paiements. Après le deuxième choc pétrolier, les Anglais et les Allemands ont connu ces déficits. Ils se sont efforcés de les résorber. Ils l'ont fait comment ? Par une politique que l'on peut qualifier d'austérité, puisque le pouvoir d'achat a sérieusement baissé dans ces deux pays. Nous, nous le faisons sans récession et dans la justice sociale. Chacun peut ainsi apprécier la manière dont l'effort est réparti : équitablement. La rigueur n'est pas une fin en soi, mais la condition indispensable pour un retour à une croissance durablement plus forte.

— Question de choix, dites-vous. Une partie des militants socialistes se demande toujours si on ne peut pas essayer une autre politique, centrée sur une dévaluation compétitive, par exemple ; que leur répondez-vous ?

— Pourquoi est-ce que je répète sans cesse qu'il faut changer le modèle de base de l'économie française ? Pendant la période de retour aux grands équilibres, tout au moins, il faut limiter la demande intérieure, donner la priorité à l'investissement et à l'exportation et, bien entendu, avoir une monnaie stable, sinon forte. Pourquoi ? Parce que les temps ont changé. Il fut une époque où l'économie française pouvait se moderniser à l'abri du protectionnisme et en pratiquant des dévaluations compétitives. Oui, mais aujourd'hui, une baisse de 10 p. 100 du franc signifie 30 milliards de francs de déficit supplémentaire de nos échanges extérieurs. Aux cours actuels du pétrole et du dollar, nous n'avons pas le choix. Il ne s'agit pas là de dogmatisme, mais de réalisme. Les faits sont comme ils sont, il faut les respecter. Et, si l'on a de l'ambition pour son pays, il faut lui donner les moyens politiques et économiques d'être présent dans ce monde nouveau en train d'émerger.

— Revenons à la rigueur. Après une nette amélioration en 1983, le commerce extérieur semble de nouveau se dégrader. Cela confirme-t-il l'opinion selon laquelle le redressement de l'an dernier doit davantage à une contraction de nos importations et à la reprise à l'étranger qu'à une amélioration de la compétitivité de nos entreprises ?

— La reprise à l'étranger est un élément favorable, nous aurions bien tort de ne pas l'utiliser. Cela n'enlève rien au mérite de la politique qui est conduite. Pour le reste, jusqu'à présent, le redressement de notre commerce extérieur a été davantage dû à une poussée de nos exportations qu'à une diminution de nos importations. Certes, celles-ci ont diminué parce que nous avons stabilisé le pouvoir d'achat, mais l'effort essentiel a été fait à l'exportation. Cela doit être poursuivi et développé si l'on veut gagner la bataille. Quant à une « dégradation » du commerce extérieur, il est prématuré de porter un tel jugement. Sur la base actuelle de nos exportations, les ventes de produits industriels seraient supérieures de 30 milliards de francs à celles de l'an dernier qui, elles-mêmes, avaient progressé de 45 milliards par rapport à 1982. Quel sursaut réconfortant !

Alors, il faut avoir de la patience et résister à la tentation de « faire l'état de l'Union » c'est-à-dire le bilan de l'économie française, à partir d'un indice. Les Français doivent comprendre qu'on ne se redresse pas du jour au lendemain par un coup de baguette magique, mais seulement avec du temps, de la persévérance et de l'effort. Entre temps, il faut garder l'esprit serein, et, surtout, bien interpréter les tendances et non les indices.

— A propos, de tendance, une qui doit vous satisfaire, c'est celle de la décélération des prix. Vous nous aviez promis 5 p. 100, si vous faites 6, est-ce que vous pensez qu'on vous reprochera d'avoir échoué ?

— Pour persuader les Français que l'inflation n'était pas une maladie incurable, il fallait se donner des objectifs tout en agissant, bien entendu, sur tous les éléments de l'économie : une politique des prix fondée sur une concurrence accrue et des engagements contractuels (entre l'Etat et les professions), une nouvelle philosophie pour la détermination des salaires et des prestations sociales, une politique monétaire sérieuse, des finances publiques maîtrisées et au service de la préparation de l'avenir. Si je n'avais pas fixé un objectif permettant de mettre en œuvre ces principes, on se serait laissé aller. Alors, je suis bien conscient qu'on pourra dire : « Delors a perdu son pari » et on ne s'en privera pas, de tous côtés. Mais si la France a gagné le sien, c'est-à-dire dominer une inflation congénitale et reprendre ainsi confiance en soi-même, c'est l'essentiel.

— Les prix ont beaucoup bénéficié de la désindexation des salaires. Estimez-vous que les salaires des Français soient au-dessus des moyens des entreprises ?

— Les situations sont très diverses selon les entreprises, mais il y a une idée, qu'une certaine propagande veut accréditer et qui est fausse, c'est que les salaires français seraient trop élevés. Quand on fait une comparaison des coûts salariaux — C'est-à-dire les salaires directs et les charges sociales — entre la France et les pays étrangers, au taux actuel des monnaies, on s'aperçoit que les coûts de production français sont parmi les moins élevés d'Europe. Ça aussi, c'est donc une fausse bataille. N'en déduisez pas qu'on peut augmenter les salaires à tout va ! Mais qu'on ne prétende pas que les coûts salariaux empêchent de vendre à l'étranger. Ce n'est pas vrai ! Il faut sortir d'un raisonnement manichéen et regarder les faits en face.

— La presse, qui a remarqué un très net changement de stratégie depuis le 10 mai estimait l'autre jour que le président de la République dans une interview à « Libération » cautionnait officiellement ce qu'elle appelait « votre ligne ». Qu'en pensez-vous ?

— Oh ! C'est me faire trop d'honneur. Le président de la République a sa ligne, elle n'a pas changé depuis que je le connais. Simplement, lui aussi, il tient compte des faits, de l'état de notre économie et des perspectives de l'économie mondiale dans laquelle la France doit obligatoirement s'insérer pour être prospère à l'intérieur et écoutée à l'extérieur.

— Il y a tout de même une différence d'appréciation entre le président et vous. L'autre jour, François Mitterrand parlait de croissance, vous parliez, vous, de maintenir un cycle décalé par rapport à des pays dont la croissance n'excédera pas 3 p. 100.

— Si nous avions trouvé, en 1981, un appareil de production parfaitement adapté aux exigences des années quatre-vingt, nous aurions pu pratiquer une croissance plus forte. Mais, dans une période de mutations rapides il est absolument vital de faire cet effort d'adaptation de notre économie à la nouvelle donne internationale. Tant que nous ne seront pas capables de « jouer durablement en première division », nous avons intérêt à ce que notre taux de croissance soit un peu moins fort que celui des autres pour pouvoir vendre davantage. Ensuite, quand nous serons très compétitifs, et pourquoi pas les premiers au monde dans certains domaines, nous retrouverons des marges de manœuvre pour une croissance plus forte. Mais il convient de souligner que même les pays les plus prospères ne peuvent faire abstraction de l'environnement international lorsqu'ils se fixent des objectifs de croissance. Par conséquent, même lorsque nous aurons réalisé cet effort d'adaptation — plus tôt nous l'aurons fait, mieux ce sera — nous serons toujours obligés de tenir compte des données de l'économie internationale. Il n'y a donc pas de décalage entre les deux discours, puisque l'objectif de la politique de rigueur, comme celui de la politique de modernisation de l'appareil de production, c'est bien le retour à la croissance la plus forte possible. J'ai indiqué tout à l'heure que cette croissance n'aurait pas la même physionomie que celle des années soixante, parce que le monde a changé, de même que les aspirations des gens. Par exemple, dans les années soixante, il fallait faire beaucoup d'équipements collectifs mais on se préoccupait peu de la manière dont les gens géraient leur temps. Demain, on s'en préoccupera davantage et il en résultera des besoins nouveaux qui seront une des locomotives du développement.

— Mais cet effort d'adaptation, dans quelle proportion, estimez-vous qu'il est déjà réalisé ?

— En ce qui concerne l'ajustement à court terme, c'est-à-dire l'équilibrage des comptes extérieurs et la désinflation, je pense que nous avons fait la moitié du chemin. Et pour l'inflation ce sera une grande victoire car, tout de même la France a toujours vécu, hormis deux ou trois années, avec la drogue de l'inflation. Je vous rappelle que, depuis 1973, la hausse des prix n'a jamais été inférieure à 9 p. 100. Alors à la fin de l'année, vous mesurez le chemin parcouru... Il ne faudra évidemment pas s'arrêter là mais déjà les Français se seront prouvé à eux-mêmes qu'ils sont capables de s'attaquer à l'inflation.

En ce qui concerne la préparation de l'avenir, nous n'en avons fait qu'un tiers parce que là, il faut davantage de temps. Le développement de l'épargne, son orientation vers les investissements productifs, le rôle moteur des entreprises publiques, le développement de la recherche, tous ces éléments porteront leurs fruits. Je vous rappelle que la politique financière que je mène depuis trois ans a permis de transférer un point et demi de Produit national en plus vers l'appareil productif et l'investissement. Mais il faut du temps. C'est comme quand on plante un arbre, on n'en recueille pas les fruits du jour au lendemain.

— Un tiers en combien de temps ? En trois ans ? Depuis l'an dernier ?

— Non, un tiers en trois ans !

— Ça veut dire qu'il nous faut encore six ans pour retrouver un taux de croissance ?

— Ah, non ! La croissance, nous la retrouverons dès que nous serons capables de vendre autant que nous achetons à l'étranger. Cela dit, soyons précis : je vous ai cité au début de cette conversation des chiffres qui montrent bien que nous n'avons jamais été en récession. L'année dernière nous avons fait près d'1 p. 100 de croissance. Mais nous serons encore meilleurs lorsque nos échanges extérieurs seront équilibrés.

— L'investissement était cassé depuis 1974, il semble repartir puisqu'on prévoit 11 p. 100 d'augmentation en volume. Les prix ont l'air de jouer durablement au ralentis-

(suite en page 9)



Le ministre des Finances à l'Assemblée nationale



Jacques Delors vu par Daullé.

Une banque ouverte à nos idées.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres, se concerter, s'entraider.
Crédit Mutuel, une banque ouverte aux projets des uns, aux idées des autres.

Crédit Mutuel
Les uns les autres.

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

(suite de la page 7)

sement. Etes-vous en train de réussir où vos prédécesseurs ont échoués ? Et comment faites-vous ?

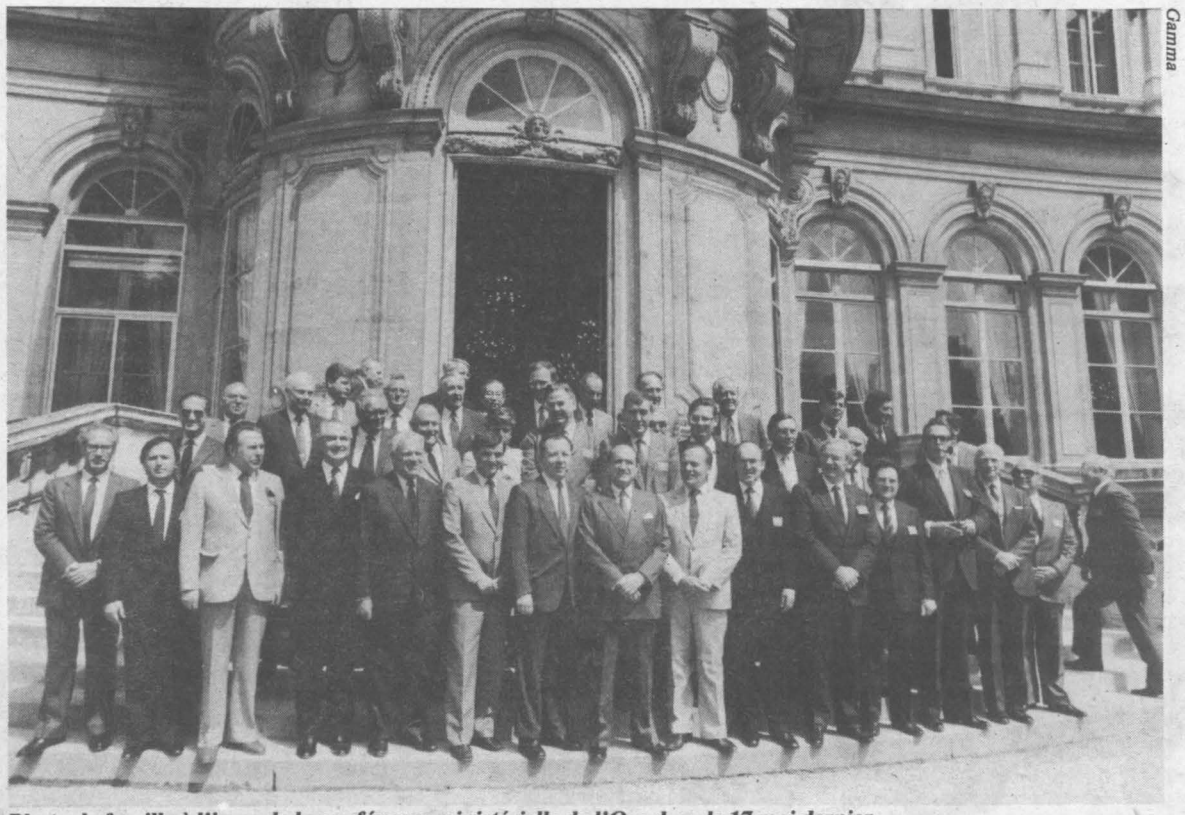
— S'il se révèle effectivement que nous réussissons vite la deuxième phase de ce que j'ai appelé l'assainissement à court terme, nous le devrons, à mon avis, à un mélange subtil que seule la gauche peut apporter. A cet égard, la technique économique est secondaire. Je serais tenté de dire qu'une technique économique est bonne lorsqu'elle tient compte des faits et qu'elle est adaptée aux comportements, tout en s'efforçant de faire évoluer ces derniers. L'essentiel, c'est ce qu'apportent la gauche et le peuple de gauche. Même s'il y a parfois du mécontentement, il y a la certitude que l'effort qui est demandé est réparti équitablement et sous-tendu par la volonté d'améliorer la société. C'est ce qui explique que le nombre de journées perdues pour fait de grève soit faible, c'est ce qui explique la grande sagesse des salariés, à laquelle je tiens à rendre hommage. Mais je vous pose la question : est-ce que cette sagesse du peuple français en général, nous l'aurions obtenue si, en 1981, nous n'avions pas tenu les promesses que nous avions faites ? Et c'est là qu'il est ridicule de polémiquer et d'opposer la première année du septennat aux deux suivantes. Ce que nous avons fait depuis trois ans forme un tout. C'est ce mélange subtil qui permettra à la gauche de réussir là où la droite a échoué. C'est surtout ce qui démontrera aux Français qui étaient sceptiques que la gauche est non seulement capable d'être généreuse et juste, mais encore qu'elle sait gérer l'économie. Si nous apportons cette démonstration, la gauche est pour longtemps au pouvoir...

— Est-ce à dire que vous pensez que seule la gauche pouvait réussir la modernisation de la société et de l'économie française ?

— Oui, je le crois, pour des raisons de fait, et pas seulement parce que je milite dans ce sens, depuis quarante ans. Ce qui m'a frappé, c'est que de 1976 à 1981, Raymond Barre et son gouvernement ont eu presque cinq ans pour appliquer une politique. Or, au bout de ces cinq années, la hausse des prix « tangentait » les 14 p. 100, l'investissement était insuffisant. Telles sont les réalités qu'il convient de rappeler de temps en temps.

— Vous parlez des résultats du gouvernement de Barre... Puisqu'on juge souvent votre politique, comment vous jugez, vous, les propositions de Jacques Chirac ?

— Jacques Chirac, je l'ai vu changer dix fois d'idées. Sur l'Europe, sur l'économie et sur le reste. Il cherche un nouveau « look », pour parler comme aujourd'hui, et il a cru le trouver en empruntant aux théories américaines. En attendant qu'il change encore d'avis, disons simplement que la politique dont il semble s'inspirer est peut-être adaptée à la société américaine, encore qu'elle se soit traduite par beaucoup d'injustice en plus, mais sûrement pas à l'état de la société française. Et d'ailleurs la France n'a pas, comme les Etats-Unis, le privilège d'émettre une monnaie acceptée par tous et ainsi de financer un énorme déficit budgétaire et le déséquilibre croissant de leurs échanges extérieurs. Nous, comme les autres pays, nous devons vendre de quoi acheter ce dont nous avons besoin. En tout cas, la politique de droite ne se fonde pas sur ce que j'ai dit au début, et qui montre bien à l'inverse le caractère non revanchard de la gauche, c'est-à-dire la recherche d'un équilibre patient, dynamique, entre les forces du travail et du management. Quant à moi, même si cela perturbe certains de mes amis, je crois qu'il est de mon devoir de tendre constamment vers cet équilibre, de faire reconnaître l'entreprise pour ce qu'elle est, de lui fournir les moyens de travailler, de se développer et de donner à chacun, de l'ouvrier au cadre supérieur, des raisons d'apporter sa pierre à l'œuvre commune. Et, simultanément, de donner aux travailleurs l'égalité des chances par la formation, la possibilité de s'épanouir dans leur travail, la capacité de négociation à leurs représentants syndicaux.



Gamma

Photo de famille à l'issue de la conférence ministérielle de l'O.c.d.e., le 17 mai dernier.

— Elargissons le débat. A l'heure où l'on accuse la gauche d'être « liberticide », comment vous personnellement définissez-vous la liberté ? En en annexe, comment vous représentez-vous la liberté économique ?

— Il me semble difficile de parler de la liberté en quelques phrases. Mais enfin, on peut dire deux ou trois choses que l'on veut d'elle. Tout d'abord, c'est la démocratie, c'est-à-dire la possibilité de l'alternance et la séparation des pouvoirs. La gauche les respecte. Ensuite, il y a un compromis à établir entre les droits de l'individu et les droits de la société où, si vous préférez, les devoirs de l'individu dans la société. Ce compromis est difficile à trouver. Il dépend de plusieurs paramètres, mais je crois que la pensée socialiste doit s'attacher davantage, pour contribuer au monde de demain, à corriger les excès qu'a provoqués, dans les années passées, bien avant 1981 mais aussi après, une pesée excessive de la culture dominante de la société et une emprise trop grande de l'Etat. Je souhaiterais qu'on exploite davantage, de ce point de vue, le filon du socialisme autogestionnaire. Ceci nous amène, d'ailleurs, à la liberté économique, car la liberté est toujours « en situation ». Pour moi, la formule d'Olof Palme reste toujours valable pour l'idéal socialiste et pour la liberté : « La société doit être plus douce pour les faibles et plus exigeante pour les forts. »

J'ajouterai volontiers que cela ne doit pas aller jusqu'à ne pas récompenser le mérite, jusqu'à négliger la promotion individuelle ou la promotion collective. Au fond, je crois que l'idéal commun des socialistes de tous les pays, c'est de consolider la démocratie politique et de tenir bon sur la démocratie sociale. Quand je pense aux conquêtes sociales des cent dernières années, je m'insurge contre ceux qui, sous prétexte de modernisme, jettent l'enfant avec l'eau du bain. Et puis, aujourd'hui, il faut passer à la démocratie économique, celle qui permet de se lever chaque matin en se disant : « Je vais faire un travail qui m'intéresse et je suis utile à la société, j'ai mon mot à dire. » Donc l'épanouissement des libertés passe par la consolidation des libertés existantes, le maintien des droits sociaux chèrement acquis, et la découverte de ces deux espaces nouveaux de liberté que sont, d'un côté, la possibilité de participer à l'œuvre collective dans la production et, de l'autre, une plus grande maîtrise de son temps, la possibilité aussi de contribuer à une vie sociale plus conviviale et plus créative. Si l'on ajoute à cela qu'il reste beaucoup à faire pour réaliser l'égalité des chances, — notamment par une profonde réforme des systèmes d'éducation et de formation — qui est le socle de toutes ces libertés, on voit que notre idéal est toujours vivace et doit nous mobiliser et nous enthousiasmer, comme aux premiers jours de notre engagement.

— Venons-en à l'Europe. Pour vous qui êtes un ancien député européen, quel est l'enjeu principal des élections du 17 juin ?

— Leur principal enjeu, c'est de persuader les Européens que si chaque pays doit faire l'effort pour s'adapter aux exigences du monde moderne, cet effort ne sera véritablement couronné de succès que s'il bénéficie de l'effort de dimension qu'apportera une Communauté européenne ayant retrouvé le dynamisme de ses premières années. Autrement dit, c'est la hantise d'un déclin relatif de l'Europe, déjà perceptible dans les faits, qui est aujourd'hui la justification la plus élémentaire du besoin d'Europe. Et si la campagne électorale permet d'en convaincre les citoyens de toute l'Europe, je pense que les historiens pourront dire que nous avons contribué à éviter ce déclin et à faire que, dans dix ou quinze ans, l'Europe ait toujours sont mot à dire dans les grandes affaires internationales, politiques, économiques ou financières. Il faut que les Français sachent que, compte tenu des changements intervenus dans le monde, l'Europe est plus que jamais nécessaire.

— Vous avez souvent plaidé en faveur d'un nouvel équilibre économique international. Quelles solutions préconisez-vous aujourd'hui pour que le Sud sorte de son sous-développement ?

— La solution est d'abord philosophique : il faut cesser de considérer que les pays du Sud sont tout juste destinés à ramasser les miettes du festin de ceux du Nord. Le Sud doit participer pleinement à la vie économique et aux échanges... dans un monde de plus en plus interdépendant. Cette idée de base a inspiré le président de la République dans ses propositions diverses pour améliorer les relations Nord-Sud. Mais il est difficile de faire avancer de telles propositions. Tout d'abord, parce que les pays du Sud ne sont pas toujours raisonnables, pas plus dans leurs aspirations que dans leurs revendications ou dans leur gestion intérieure. Ensuite, parce que nos pays sont devenus plus égoïstes avec la crise. La France s'efforce de sensibiliser les pays industrialisés à tous ces problèmes avant que ne survienne une catastrophe. Actuellement, le principal point d'appui de cette pédagogie, tel que je l'ai développé à la session ministérielle de l'O.c.d.e., est que l'endettement pèse comme une épée de Damoclès sur nos têtes. Je vous ferai remarquer que, depuis quelques semaines, hélas, les faits me donnent raison. Il est grand temps d'apporter les réformes, à la fois concrètes, progressives et prudentes, qui permettront de repartir sur la bonne voie : baisse des taux d'intérêt afin de ne pas alourdir la charge des pays en difficulté ; combinaison des prêts pour l'assainissement et des aides permettant à ces pays d'améliorer les structures de leur économie ; accroissement de l'aide publique et des crédits à taux modérés, sans négliger pour autant les concours au prix du marché ; suppression des entraves aux exportations des pays du Sud, car il vaut mieux, à tous égards, vendre davantage que trop emprunter... Et c'est là qu'on revient à l'Europe... Si la C.e.e. parlait d'une seule voix et agissait davantage, les affaires du monde iraient mieux. D'ailleurs, quand je vous ai parlé à l'instant du déclin de l'Europe, j'aurais pu employer une autre formule : le grand danger qui menace l'Europe, c'est la myopie — une double myopie. Celle qui consiste à ne pas regarder au-delà de ses frontières, et qui explique, par exemple, les inlassables querelles de famille de la Communauté, qui paralysent son développement et limitent son pouvoir d'agir dans le monde. Et puis, la myopie à l'égard de l'avenir, qui est encore plus grave, parce que si la hantise du déclin était un sentiment vraiment partagé par une majorité d'Européens, la construction européenne aurait été relancée depuis longtemps. La campagne menée par Lionel Jospin dénonce cette double myopie et propose des solutions concrètes. C'est ce qui fait son importance et son originalité. Et c'est ainsi que notre Premier secrétaire et ses camarades enrichissent le débat et servent la démocratie. ●

LOUIS MERMAZ

L'AUTRE VOLONTÉ

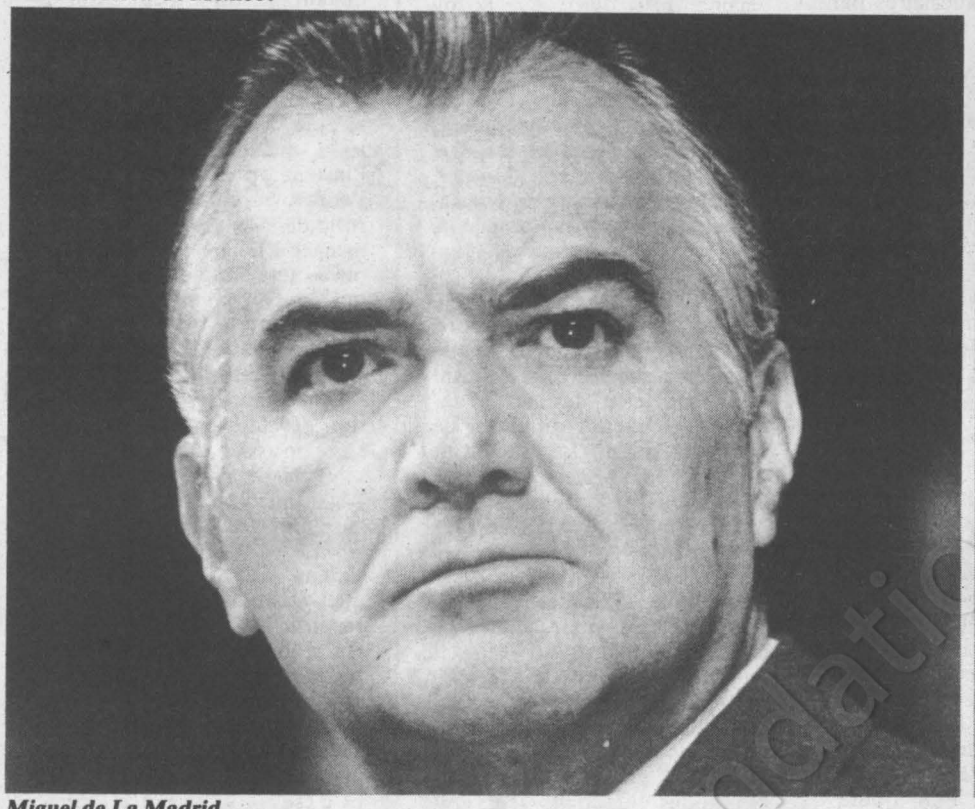
"A l'esprit d'abandon et de démission, opposons désormais l'autre volonté qui rendra confiance au pays et le rassemblera."

Collection "Franc-Parler"

ROBERT LAFFONT



Sur un trottoir de Mexico.



Miguel de La Madrid

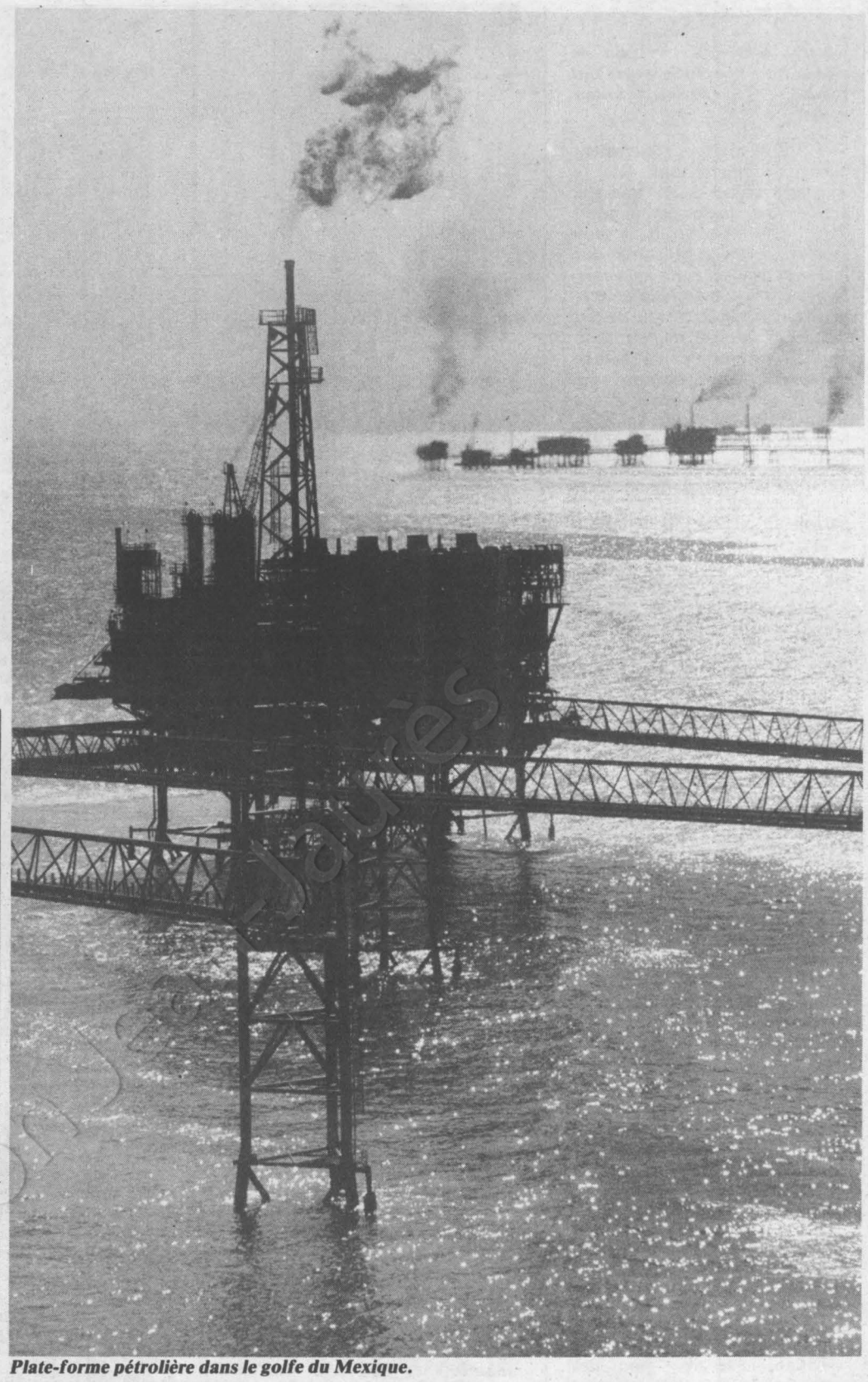


Plate-forme pétrolière dans le golfe du Mexique.

MEXIQUE: LE SERPENT PERD SES PLUMES

Seul exemple au monde de frontière Nord-Sud, le Mexique riche de ressources naturelles et d'hommes est l'un des pays les plus endettés du monde. Vieille démocratie, il est dominé par un parti quasi unique et décimé par la corruption...

PAR STEPHEN GERE

(de notre envoyé spécial)

LES Aztèques devaient s'établir là où ils verraient un aigle manger un serpent sur un cactus entouré d'eau. Ce fut Mexico. « Le Mexique est le seul exemple au monde de frontière Nord-Sud. » La pertinence de cette observation s'impose sitôt qu'on débarque à Mexico après escale à New York. Ici, selon les données officielles, le P.i.b. par tête dépasse tout juste les dix mille francs. En comparaison, un Américain produit, en moyenne, six à sept fois plus.

Et l'aigle tient toujours le serpent dans son bec. Fierté du Mexique, il est le seul pays à avoir porté la guerre sur le territoire américain. Mais l'aigle a pris la Californie.

Classiques maux des pays pauvres

Aujourd'hui les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial : ils importent des matières premières et exportent des produits manufacturés. C'est pourquoi les Mexicains ont épousé la cause de l'Amérique latine : les yankees sont des gringos qui exploitent éhontément les pays latins. C'est clair, au Mexique, on est de « l'autre côté ». Mais les Etats-Unis, ce sont aussi un niveau et un mode de vie auxquels on aspire. Sans doute parce que, Mexicains, on se sent appartenir au continent nord-américain.

Pays des deux mondes, Nord et Sud, ce n'est pas un paradoxe, car pays en développement, le Mexique n'est pas une terre aride. Côté ressources naturelles, il ferait plutôt figure de pays riche, à l'instar du Brésil. En outre, il est riche de sa jeunesse, 65 p. 100 de la population a moins de vingt-quatre ans. Seulement, il souffre des maux classiques des pays pauvres. Avec un endettement record de 82,5 milliards de dollars en 1983, le Mexique, qui subit de plein fouet la crise économique, a d'énormes et indispensables besoins en équipements. Un tableau économique dont l'amélioration semble mise en cause par une stratification politique et sociale non moins caractéristique des pays d'Amérique latine, en dépit d'une façade démocratique.

Une période de tension au Proche-Orient, comme celle que connaissent actuellement les riverains du golfe Persique, fait les affaires du Mexique : le pétrole est sa principale source de revenus. Sixième réserve prouvée au monde avec 72 milliards de barils, cinquième producteur avec 2,7 millions de barils par jour. La puissance de la Pemex, la compagnie nationalisée des pétroles, se mesure à l'importance de ses bâtiments administratifs à Mexico, autant qu'au rang de « superministre » qu'elle confère à son directeur général, M. Beteta. Les autres ressources minières ont quelque chose de paradoxal : si le sous-sol mexicain ne recèle rien de ce que tout le monde possède, comme du charbon et du fer, on y trouve en revanche ce que personne n'a : de l'argent, de l'or, du plomb, du zinc, de l'uranium.

Pour compléter ce tour d'horizon industriel, le Mexique dispose d'une sidérurgie datant de la dernière guerre (une époque où la production américaine ne parvenait pas à satisfaire la demande intérieure) qui coule de 6 à 7 millions de tonnes. En termes de balance commerciale, le Mexique est déficitaire d'environ trois millions de tonnes. Enfin une pétrochimie de base, dépendant de la Pemex, installe dans le pays une capacité de production de 15 millions de tonnes. Toutes ces activités, il faut le préciser, sont nationalisées. Phénomène curieux dans un pays se proclamant d'économie libérale mais qui se justifie par l'importance stratégique de ces industries.

Renault est au Mexique. La situation de l'industrie automobile est particulière. L'Etat exigeant que la balance

FRANCIA ES MÀS

La France c'est plus. Edith Cresson le dit au Mexique comme partout. Et c'est un peu la clé du redressement de nos échanges

PAR STEPHEN GERE

« AU commerce extérieur, cette femme est le meilleur ministre que la France se soit donnée. » Pour cet homme d'affaire philippin, qui loue en ces termes les qualités d'Edith Cresson, la France est peuplée de techniciens remarquables et de piètres commerçants. Une tradition dont cette ministre, ancienne élève d'H.e.c., entend bien guérir notre économie. Mais donner la bosse du commerce à ce pays n'est pas une tâche facile. A l'intérieur, il faut constamment exhorter nos industriels à sortir de leurs limites hexagonales. A l'extérieur, s'efforcer de modifier notre image : nous ne sommes pas seulement le pays des vins et des parfums...

Depuis toujours, le commerce extérieur est un des maillons faibles de l'économie française. Pourquoi ? Parce que nous avons vécu, jusque dans les années soixante, avec un réservoir presque inépuisable de matières premières, en même temps qu'un formidable marché captif : notre empire colonial. Après la décolonisation, notre commerce extérieur a conservé la même structure. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la répartition géographique de nos soldes commerciaux : positifs avec les pays en voie de développement, négatifs avec le pays industriels, à l'exception de la Suisse, et avec les producteurs d'hydrocarbures, U.r.s.s. comprise. A partir de 1974, la France a choisi d'amortir le choc pétrolier en développant sa politique de « grands contrats » avec les P.v.d. : notre déficit structurel s'en est trouvé accru. En 1982, lorsque le tiers monde connaît sa crise financière, alors que nos entreprises n'étaient pas aguerries à la compétition sur les grands marchés industriels, alors que notre relance accentuait encore les déficits, la balance commerciale française a vraiment été secouée par les vents du grand large.

Edith Cresson est arrivée au commerce extérieur avec la politique de rigueur et des idées pour redresser nos comptes commerciaux. Pas de redressement durable, répète-t-elle urbi et orbi, sans modification de la structure de nos échanges commerciaux. Il ne faut pas abandonner les « grands contrats », mais on sait que l'insolvabilité du tiers monde tarit quelque peu cette source de revenus. Il faut aller se battre sur les marchés porteurs, ne cesse-t-elle d'expliquer à nos industriels. Et, joignant le geste à la parole, elle « emmène » 250 entrepreneurs français à la conquête de l'Amérique. Croisade mémorable, car il s'agit bien de cela : mener une action spectaculaire, marquer les esprits. Fin 1983, les résultats sont là : une réduction du déficit commercial de 50 milliards, grâce à une contraction des importations, mais surtout grâce à une poussée record des exportations. Début 84, au forum de « l'Expansion », Jacques Delors appuie Edith Cresson : « L'économie française doit jouer en première division, dit-il, c'est-à-dire se lancer sur les marchés solvables. » Mais depuis quelques mois, le rééquilibrage de notre balance commerciale semble marquer le pas. Plus grave, le déficit d'avril, 4,4 milliards en données C.v.s. peut-être partiellement imputé à un tassement de 2,7 milliards de notre excédent industriel. Faut-il alors remettre en cause la stratégie adoptée ? Au contraire ! Plus que jamais le rééquilibre structurel de nos échanges s'impose. Et d'urgence. C'est le sens du voyage au Japon que fera à l'automne Edith Cresson avec, cette fois, 600 industriels.

C'est le sens de tous les voyages qu'elle entreprend, dans l'Asie du Sud-Est comme, tout récemment, au Mexique, même si leurs effets positifs sont quelquefois attendus à plus long terme. En présidant la commission mixte de coopération franco-mexicaine, elle venait manifester la volonté de la France d'entretenir avec ce pays des relations économiques privilégiées. Certes, le Mexique est actuellement en crise, mais les richesses de son sous-sol le rendent potentiellement solvable. Et quels besoins en équipements ! Installations portuaires, transports terrestres, équipements électriques... Selon son ministre de l'Energie, le Mexique aurait besoin de deux tranches de centrales nucléaires par an jusqu'à la fin du siècle !

« La France est un grand pays industriel, certaines de nos compétences sont mal connues. » Et d'énumérer le T.g.v., Ariane, Airbus, l'offshore. D'emblée, Edith Cresson s'efforce de donner une image plus exacte de la France. D'après une enquête réalisée par l'ambassade de France, notre image industrielle est très déformée. Pourtant, les réalisations françaises sont très visibles au Mexique, du Club Méditerranée au métro de Mexico. Un membre de l'ambassade raconte que tous les dimanches, toreros et spectateurs levaient le nez au passage de Concorde et applaudissaient le grand oiseau avant de se remettre à leurs activités. Et pourtant on ne nous considère pas comme une nation industrielle ! Ensuite, Edith Cresson est venue épauler une délégation d'industriels qui participaient à cette commission mixte et étaient susceptibles de réaliser des contrats dans des domaines aussi divers que le tourisme, les transports, l'ingénierie pétrolière, ou les télécommunications.

La France, qui accuse avec le Mexique un déficit commercial de 2 milliards — nous importons du pétrole — en est le second fournisseur, après les Etats-Unis. L'autre jour, des accords ont été passés dans des activités extrêmement pointues, comme la liaison par fibre optique, la réception de programmes de télévision transmis par satellite ou encore le stockage souterrain d'hydrocarbures. En signant ces accords, Edith Cresson présentait aux Mexicains une vitrine technologique de la France tout en montrant à nos industriels que des marchés leur étaient ouverts.

Quittant Mexico, la ministre allait en Guyane mettre à feu le premier vol commercial d'Ariane. Elle retrouvait à Kourou le ministre indonésien des Communications qu'elle avait invité à assister au lancement de la fusée européenne, après la mésaventure d'un de ses satellites, perdu par la navette américaine Challenger. A l'issue du tir, le ministre indonésien semblait décidé à faire confiance dans l'avenir à la technologie européenne.

Pas de révision des objectifs en matière de déficit commercial pour 1984. Le solde dépendra de la combativité de milliers d'entreprises sur les marchés solvables. C'est la conviction du gouvernement tout entier. C'est celle aussi d'Edith Cresson, dont la politique de rééquilibrage structurel de nos échanges doit être entendue à long terme. L'homme d'affaires philippin, peu soupçonnable d'idées de gauche, avait applaudi la combativité, la compétence et, ce qui n'est pas négligeable, l'aisance à s'exprimer en anglais ainsi que le charme de notre ministre du Commerce extérieur. A toutes ces qualités ajoutons sa capacité à définir une stratégie résolument ambitieuse.

On attendait de la gauche une générosité un peu dépensière et la droite se préparait à la canonner sur ce thème. Ce qu'on n'attendait pas, c'est cette volonté de gérer avec plus de rigueur et de modernité l'économie française. C'est ce changement-là qui surprend. Et de ce changement, Edith Cresson s'est faite une spécialiste. ●



Edith Cresson accueillant le Premier ministre chinois Zhao Ziyang, à Paris.

commerciale de l'automobile soit équilibrée, il n'est pratiquement pas possible d'être importateur de voitures au Mexique. Les constructeurs, et c'est ce que fait Renault, importent des CKD (collections de pièces) pour l'assemblage des modèles destinés au marché intérieur, et fabriquent en contrepartie des moteurs exportés aux Etats-Unis. Il s'établit ainsi une sorte de commerce triangulaire. Les Mexicains vouent un véritable culte à la voiture. A côté des Américaines, on voit circuler une nuée de Coccinelles et quelques Renault. Mais la crise a laminé les nouvelles « middle classes » qui avaient fait leur apparition à l'heure de l'industrialisation. En deux ans, les ventes d'automobiles ont chuté de 45 p. 100, pour s'établir à 287 000 unités en 1983.

La ville la plus polluée du monde

Par comparaison, deux millions de véhicules ont été immatriculés en France la même année. Pour les utilitaires, la dégringolade a été de l'ordre des deux tiers. Les Mexicains ont donc boudé des automobiles devenues trop chères, pour faire rouler tout ce qui pouvait rouler. Pourtant le délabrement des automobiles ne suffit pas à expliquer que Mexico soit la ville la plus polluée du monde. Il y a aussi l'industrie en ville.

Le fait est, qu'au-dessus de cette ville de très haute altitude, plus de deux mille mètres, plane un nuage jaunâtre que les vents ne parviennent jamais à balayer. Pour les dix-huit millions d'habitants de Mexico, ce nuage-là est synonyme d'infections des voies respiratoires. Mais les Mexicains souffrent également de malnutrition : un tiers de la populaion serait sous-alimenté. Une situation qui doit beaucoup au sous-investissement agricole et au manque d'infrastructures. Une carence manifeste d'unités de stockage des produits agricoles et un réseau ferré sous-développé font perdre environ 40 p. 100 de la production actuelle. En outre, les deux tiers seulement des terres cultivables sont exploitées.

Le serpent à plumes se mord la queue : le pays n'a pas les moyens des équipements qui seraient nécessaires à son développement agricole et industriel. Avec 82,5 milliards de dollars d'endettement, qui prendrait le risque de prêter encore au Mexique ? Il faut dire qu'on évalue ici les avoirs des particuliers aux Etats-Unis à 20 milliards de dollars. Le service de la dette représente, à lui seul, 16,5 milliards de dollars, ce qui oblige le pays à des excédents énormes de la balance des paiements.

Floraison de petits métiers

Une tâche entreprise par le nouveau président Miguel de la Madrid, à la faveur d'une politique d'austérité vivement « conseillée » par le F.m.i. Côté pile, grâce à un maintien des exportations — du pétrole pour 60 p. 100 — et à une contraction de l'ordre de 50 p. 100 des importations, la balance commerciale a dégagé, en 1983, un excédent de 13,7 milliards de dollars. Côté face maintenant, une baisse de 40 p. 100 du pouvoir d'achat selon les estimations officielles, de 70 p. 100 selon les syndicats indépendants. En d'autres termes, sur une population active

(suite en page 12)



Gamma

Marché à Mexico.

(suite de la page 11)

de 35 millions de personnes, 20 millions travaillent, 5 sont au chômage et 10 sont sous-employées.

Il existe une floraison de petits métiers, vendeurs à la sauvette, taxis « indépendants », orchestres de rue, cireurs ou encore gardiens de voitures en stationnement, qui s'intègrent dans une économie parallèle très vivante. Parallèle mais réglementée. Ainsi, il existe deux types de cireurs, les « officiels » qui possèdent un emplacement, une chaise, un uniforme et appartiennent à un syndicat et les autres qui vous abordent dans la rue, leur nécessaire sous le bras. Même les types qui surveillent votre bagnole en stationnement sont syndiqués et, à ce titre, portent l'uniforme.

« Ici, si quelqu'un se retrouve totalement démuni, il sera accueilli dans la famille d'un lointain cousin, le temps qui lui sera nécessaire pour repartir dans la vie », explique un Français établi de longue date à Mexico. Le peuple mexicain est extrêmement solidaire et donc extraordinairement résistant à la crise. Il n'est pas rare qu'une famille de quinze personnes vive sur le salaire d'une seule.

Prolifération urbaine

Les familles sont très nombreuses, sept enfants en moyenne, selon les statistiques officielles. C'est cette croissance démographique très élevée, de l'ordre de 3 p. 100, qui justifie une urbanisation anarchique. La ville, au sens européen du terme, de Mexico, n'est sans doute pas plus étendue que Paris.

Mais au-delà de ce qui constitue le centre de cette mégalopole, à perte de vue, une mer d'habitations grises à un étage, serrées les unes contre les autres, donne à Mexico l'aspect d'une cité horizontale, à plat. Cette prolifération urbaine s'est étendue sur deux décennies de matériaux bon marché. Les gens s'installaient sur des terrains inoccupés par l'industrie ou désertés par l'agriculture et construisaient, de leurs mains, une petite habitation en agglo recouverte de plaques de fibrociment. L'avancée tentaculaire de la cité sur les campagnes environnantes a marqué un sérieux coup d'arrêt en 1983, année où les prix des matériaux de construction ont doublé. Le ciment, par exemple, a fait une pointe à 160 p. 100, dans un contexte inflationniste à 80 p. 100, et alors que le S.m.i.c. ne prenait que 50 p. 100. Quoi qu'il en soit, Mexico abritera 30 millions d'âmes à la fin du siècle.

Avatars du P.r.i.

En dépit de cette chute sensible du pouvoir d'achat, le niveau de vie populaire au Mexique reste largement supérieur au seuil qui sépare la pauvreté de la misère. Beaucoup de Mexicains ont une voiture, en très mauvais état, certes, et pourtant elle roule... et stationne devant la petite maison en agglo sur le toit de laquelle on a planté une antenne de télévision. Il existe 111 zones économiques au Mexique ; chacune fixe tous les six mois le taux de son salaire minimal. A Mexico (district fédéral), il était de 680 pesos par jour de travail au 1er janvier, soit environ 650 francs par mois. Aux prix du marché mexicain, pas vraiment de quoi vivre dans l'opulence. Un tout petit marché, d'ailleurs, on ne trouve pas grand-chose dans les vitrines de Mexico. Quelques petits appareils électriques, postes à transistor, ventilateurs, d'une conception dépassée depuis vingt ans, au prix où on les trouverait aux Etats-Unis.

Des marchandises pour qui ? Pour des couches moyennes qui ont disparu avec la crise ? Alors, pour personne. Il y a deux populations au Mexique et aucune passerelle de l'une à l'autre : un peuple très pauvre et une bourgeoisie extrêmement riche qui tient tous les rouages de l'Etat. La vie politique mexicaine est dominée depuis 1910 par les avatars successifs de l'actuel P.r.i. Le Parti révolutionnaire institutionnel ! Tous les présidents de la République appartiennent au P.r.i., Miguel de La Madrid comme son prédécesseur Lopez Portillo. L'actuel président a été élu, conformément à la tradition, contre la corruption, c'est-à-dire contre l'ancien président.

« Rénovation morale » et corruption

Il faut savoir qu'un homme politique mexicain n'est pas rééligible : ce principe constitutionnel est un excellent rempart contre la dictature mais un encouragement à la corruption. Normal, on en profite. Et Lopez Portillo en a profité. Il a même exagéré : selon des sources informées, il aurait détourné un milliard de dollars par année de son sexennat. Alors Miguel de La Madrid lui a succédé, sur un programme de « rénovation morale ». Or, un président est toujours choisi au sein du P.r.i. par son prédécesseur. Donc Miguel de La Madrid a été choisi par Lopez Portillo pour être élu en critiquant son sexennat.

Incohérence ? Ultime subtilité politique par laquelle le P.r.i. se maintient au pouvoir depuis soixante ans ? Un pouvoir sans partage : l'opposition de droite, le Parti d'action nationale, représente 15 p. 100 de l'électorat, l'opposition de gauche, le Parti socialiste unifié mexicain, 5 p. 100. Dans un pays où le clientélisme est de règle, qui voterait pour l'opposition ? Alors bien sûr, il arrive qu'on veuille s'opposer à ce pouvoir. Est-ce parce qu'il était trop curieux, qu'un célèbre journaliste d'« Excelsior », le premier quotidien du pays, a été abattu l'autre jour en plein Mexico ?

Pays aux trois cultures superposées, trois cultures extrêmement prégnantes — indienne, espagnole et industrielle — le Mexique donne l'idée d'une société aux évolutions lentes. Tellement lentes qu'il semble aujourd'hui s'être mis politiquement à la traîne de l'Amérique latine. Naguère l'un des Etats les plus démocratiques au sud des Etats-Unis, le voici dépassé par l'Argentine, la Bolivie, le Costa Rica. Aujourd'hui, on sent qu'il faudrait faire bouger quelque chose, dégripper un levier quelque part, pour que le Mexique s'arrache à la torpeur économique et sociale dans laquelle il semble s'enliser. Ce levier, c'est peut-être la « rénovation morale ». Mais le « Washington Post » évaluait les sommes détournées en dix-huit mois de présidence par Miguel de La Madrid à 160 millions de dollars.

C'est moins que Lopez Portillo mais c'est encore beaucoup.

Toute la question est de savoir si l'on doit l'interpréter comme un progrès ou comme une persistance de la corruption... ●



Isabel Peron et le président Raul Alfonsin.

DETTE EXTERIEURE: UNE OCCASION EN OR POUR LES ARGENTINS

Grâce à sa spectaculaire réconciliation avec Isabel Peron, Raul Alfonsin peut montrer au monde occidental un peuple uni et mobilisé, pas décidé à faire d'autres sacrifices pour rembourser l'énorme dette... dont une grande partie dort dans les comptes secrets et suisses des militaires argentins

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LA « deuda », la dette extérieure, est devenue, du nord au sud du continent américain le principal sujet de conversation. Aux Etats-Unis le système financier mesure aujourd'hui avec effroi les conséquences d'une politique irresponsable et anarchique, fondée sur le profit sauvage et ne se souciant pas du destin des aides, des prêts et des crédits octroyés à certains pays du tiers monde.

L'exemple de l'Argentine est très clair. Les banquiers qui, pendant les années les plus dures de la dictature militaire, ont déversé sur ce pays un flot de milliers de dollars et qui savaient qu'un jour il faudrait obtenir le remboursement de la dette ne voyaient-ils pas l'état de délabrement de l'économie argentine ? Ont-ils prêté de l'argent sans s'assurer de la solvabilité du débiteur ? Un conseil, si vous trouvez des banquiers comme ceux-là, retirez-leur vos capitaux car, avec eux, ils seraient en danger.

L'arrivée du gouvernement démocratique d'Alfonsin a permis aussi de lever un coin du voile sous lequel se cache pudiquement la « deuda ». En effet les nouvelles autorités ont découvert, sans surprise d'ailleurs, qu'une partie considérable de cette dette monstrueuse n'était restée dans le pays que quelques heures, voire quelques jours. Il s'agit de transferts de banque à banque réalisés par un établissement étranger vers ses filiales à Buenos Aires, Cordoba, Rosario ou Mendoza (1). En jouant sur les taux de change, les spéculateurs pouvaient doubler la mise rapidement et « sortir » à nouveau les capitaux ainsi gonflés. Une réglementation des charges très flexible permettait tous ces types d'opérations qui, pendant quelques années, furent le sport national de certaines couches de la population.

Acheter des dollars, les revendre quelques jours plus tard ou partir faire des dépenses à Miami furent les activités qui conférèrent aux familles aisées du pays l'image d'une Argentine insouciante et prospère. Mais les banquiers, eux, connaissaient la réalité économique du pays. La débâcle de l'industrie nationale, l'augmentation du chômage et l'inflation à trois chiffres ne pouvaient pas passer inaperçues aux yeux d'économistes experts.

D'un autre côté, on sait aujourd'hui, depuis 1978 l'opposition démocratique l'avait dénoncé, qu'une grosse partie de la dette fut engloutie par les faramineuses dépenses militaires. Les officiers argentins voulaient un armement de qualité et ils s'engagèrent avec leurs compères brésiliens et chiliens dans une ruineuse course aux armements.

Ruineuse parce que chère et aussi parce que la défaite des Malouines vint apporter un cinglant démenti à la supposée

modernisation des forces armées argentines. Mais la clef de cette affaire ne verra le jour qu'à l'occasion du procès ouvert contre les officiers responsables de la malheureuse guerre dans l'Atlantique-Sud. Le mauvais équipement des troupes argentines et les carences notoires des moyens militaires employés seraient dus non seulement à l'imprévoyance stratégique des généraux, mais aussi au fait que certains crédits destinés à l'achat du matériel avaient été détournés de leur but.

A Buenos Aires, aujourd'hui, l'existence de comptes dans des banques suisses, appartenant à un certain nombre d'officiers supérieurs, est un secret de Polichinelle. Puisse la justice engager les procédures nécessaires pour faire toute la lumière sur ces affaires. En résumé, une grande partie de la dette n'a jamais été investie en Argentine, plusieurs milliards de dollars se sont évanouis dans les poches des « intermédiaires » ou des militaires et le montant des capitaux argentins déposés dans des banques à l'étranger est de l'ordre de 20 milliards de dollars (2). La dette extérieure pour sa part atteint 44 milliards de dollars. Les créanciers ont pendant des années versé de l'argent sans tenir vraiment compte des risques encourus, aujourd'hui les craquements inquiétants qui se font entendre dans le système bancaire américain les obligent à se tourner vers les « gendarmes financiers », style Fonds monétaire international.

Pour prêter, ces banquiers ne s'embarrassèrent pas de considérations politiques, mais pour se faire rembourser, ils seront bien obligés de tenir compte des situations politiques des pays débiteurs. Il y a quelques années un ministre brésilien répondait à une question concernant la dette par une boutade qui retrouve en 1984 tout son sens. Ce ministre, dans un pays qui doit aujourd'hui 100 milliards de dollars, disait naguère : « Si vous devez à votre banquier 10 millions de dollars, vous avez sans doute là un grave problème. Mais si vous lui en devez 50 milliards, c'est lui qui a un problème. »

Les grands pays d'Amérique latine sont aussi ceux qui ont commencé à renâcler devant les injonctions du F.m.i. Le coût social et politique des mesures d'austérité recommandées par les Etats-Unis et le F.m.i. ne peut pas être payé par le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Face au « monde occidental » les présidents de ces pays ont signé, le samedi 19 mai, un document où l'on peut lire : « Les aspirations de nos peuples en développement, le progrès des tendances démocratiques dans la région et la sécurité économique de notre continent sont sérieusement affectés par des faits extérieurs et hors de contrôle de nos gouvernements. » Plus loin le document ajoute : « ... Nous n'accepterons pas d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée. »

C'est que, après la hausse récente des taux d'intérêt aux Etats-Unis, les dirigeants du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie et du Brésil commencent à avoir la certitude que, malgré les sacrifices déjà demandés aux populations, il sera très difficile de payer dans les délais exigés. Dans chaque pays, d'ailleurs, la pression économique sur les secteurs les plus pauvres ou les plus démunis est déjà très forte et les événements du mois d'avril en République dominicaine ne sont pas passés inaperçus à Rio de Janeiro, à Bogota ou à Buenos Aires (3).

Lors de sa visite, fin avril, à Washington, le président du Mexique a alerté l'administration Reagan des risques majeurs d'explosion sociale dans les pays les plus exposés à la crise économique. Pour l'instant Reagan ne veut pas entendre parler d'un changement dans les calendriers de rééchelonnement de la dette et la proposition d'un plafonnement des intérêts à verser n'a pas non plus trouvé grâce à ses yeux. A la veille du Sommet de Londres (du 7 au 9 juin), les présidents de ces quatre pays ont adressé une lettre demandant aux chefs d'Etat des pays industrialisés l'ouverture de négociations et la prise en compte de la situation critique de leurs économies. Le gouvernement bolivien a déjà annoncé la « suspension provisoire » du remboursement des dettes contractées auprès des banques privées étrangères. Les autres pays suivront-ils cette voie ? Sans doute après le Sommet de Londres les choses vont-elles se précipiter et il est possible d'envisager le passage de simples déclarations à un véritable front des pays débiteurs, décidés à ne pas payer.

Après les paroles les actes. La France aussi aura son mot à dire, à Williamsbourgh déjà elle avait essayé d'amorcer les négociations sur un nouvel ordre monétaire international. On se souvient de l'intransigeance américaine et du refus d'aborder sérieusement et d'une façon concrète ce problème. A Londres, ce thème, sous l'éclairage alarmant des éventuelles explosions sociales en Amérique Latine ou en Afrique, sera à nouveau à l'ordre du jour.

Pour émouvoir « les gouvernements occidentaux », le président argentin Raul Alfonsin qui a pris la tête du mouvement de contestation au F.m.i. en Amérique latine, aime souligner que du résultat de l'affrontement actuel entre pays débiteurs et créanciers dépend le sort de la démocratie dans son pays. Après la dictature, l'avènement de la démocratie a ouvert les portes à toute une série de revendications longtemps tues. Le gouvernement s'est trouvé tout de suite confronté aux besoins des travailleurs qui, après des années de baisse du pouvoir d'achat, entendaient remonter la situation.

Entre péronistes et radicaux le problème du remboursement de la dette est passé par deux phases successives. Dans un premier temps le parti au pouvoir (L'Union civique et radicale, U.c.r.) dut faire face aux critiques du parti péroniste et de la gauche qui accusaient le gouvernement de « céder aux pressions du F.m.i. ».

Certains négociateurs argentins, envoyés aux Etats-Unis, étaient aussi la cible de l'opposition. Cible facile à atteindre vu le passé de certains d'entre eux, anciens hauts fonctionnaires de la dictature. Plus complexe est le cas de Raul Prebisch, ce vieux routier de la politique argentine, depuis longtemps installé à Washington, et grand connaisseur des milieux financiers américains. Et pour cause puisque dans les années cinquante Prebisch fut le mentor du gouvernement de la revanche de l'oligarchie après la chute du gouvernement péroniste. Comble d'ironie, c'est Prebisch lui-même qui recommanda dès 1956 l'adhésion de l'Argentine au Fonds monétaire international (4).

Bête noire des péronistes, Prebisch représente en quelque sorte la face édulcorée de la stratégie radicale ; selon les conseillers du président, ce gant de velours pourrait cacher une main de fer.

Après ce premier round d'affrontement la majorité (radicale) et l'opposition (surtout les péronistes) se sont retrouvés autour d'un même langage, très durs, et avec des positions assez rapprochées. Face aux exigences du F.m.i. et devant le refus des Etats-Unis de tenir compte de la situation locale, Alfonsin durcit son discours et essaie de trouver un terrain de compromis avec l'opposition. L'axe de la « deuda » devient un thème susceptible de cimenter une unité nationale et nationaliste. Nationale, puisque le péronisme divisé et gangréné par ses luttes internes semble devoir accepter l'appel du président, les autres partis ne pouvant que suivre les courants majeurs de la vie politique argentine. Et nationaliste parce que, après l'humiliation consécutive à la défaite des « Malvinas » en 1982, les Argentins cherchent un sujet plus honorable pour exprimer « l'honneur national ». La dette extérieure apparaît donc comme un sujet en or, et un grand nombre d'hommes politiques se sont engouffrés déjà dans cette brèche ; l'unité latino-américaine, l'anti-impérialisme sont à nouveau des thèmes mobilisateurs.

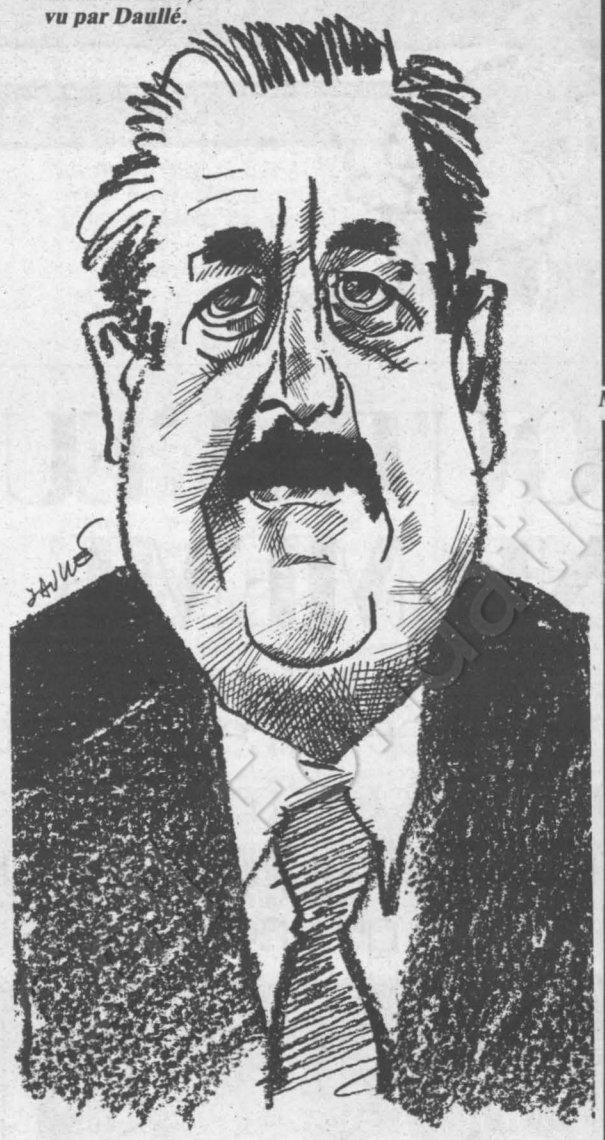
En ouvrant le « dialogue politique » avec l'ancien président Isabel Peron le gouvernement radical entendait profiter des dissensions internes du péronisme. Le but semble avoir été atteint et la confusion et le désordre paralysant les multiples courants et clans qui se disputent la direction du mouvement.

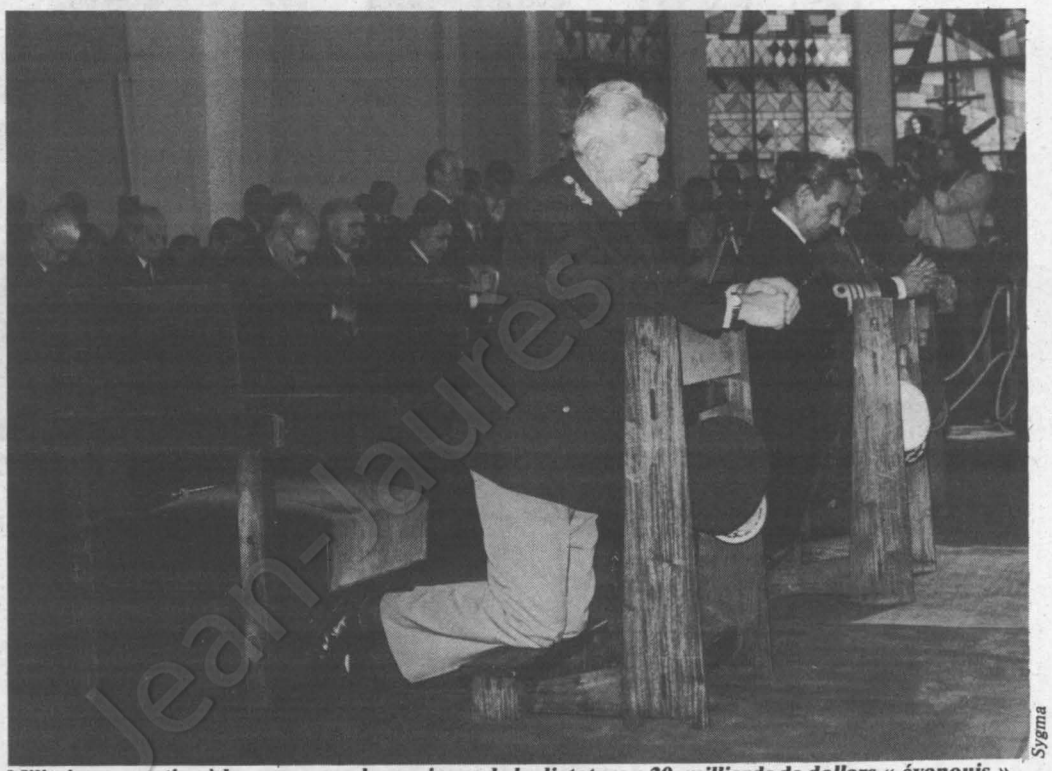
En acceptant de soumettre au Parlement la position que les négociateurs argentins présenteront fin juin à la considération du F.m.i., Alfonsin coupe court aux critiques de l'opposition et utilise ainsi ses récents accords avec Isabel Peron pour mieux ligoter les parlementaires du péronisme. Si ces derniers critiquent trop, ou prennent leurs distances par rapport à la démarche gouvernementale ils courent le risque de désavouer publiquement la présidente du mouvement « Justicialiste », la crise du péronisme atteindrait ainsi son zénith.

En présentant ainsi une façade politique unitaire, Alfonsin peut montrer aux Etat-Unis et aux pays industrialisés la puissance d'une opinion publique mobilisée et qui semble s'aligner sur les positions dures et nationalistes.

Pour les Argentins, le problème de la dette est inséparable de la défense de la démocratie. Les appels successifs adressés depuis quelques semaines par l'ensemble des forces politiques argentines à la France et aux pays européens visent justement à permettre le développement de cette fragile démocratie. ●

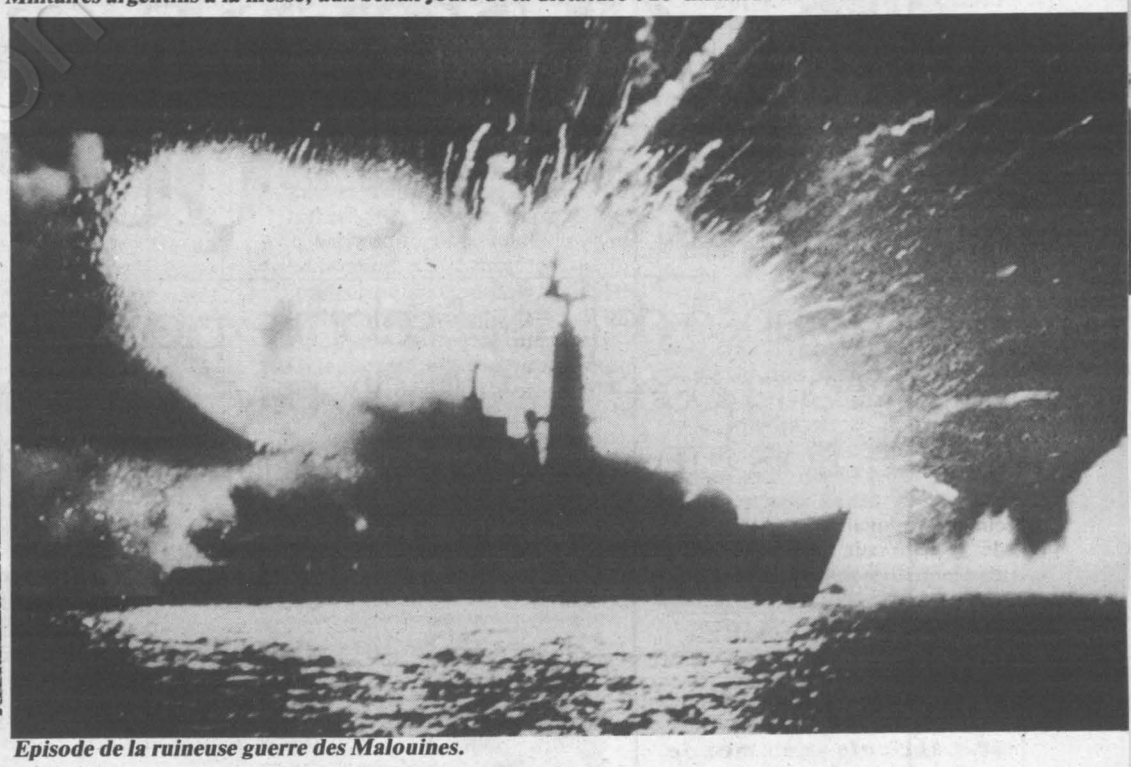
Raul Alfonsin, vu par Daullé.





Militaires argentins à la messe, aux beaux jours de la dictature : 20 milliards de dollars « évanouis ».

Sygma



Episode de la ruineuse guerre des Malouines.

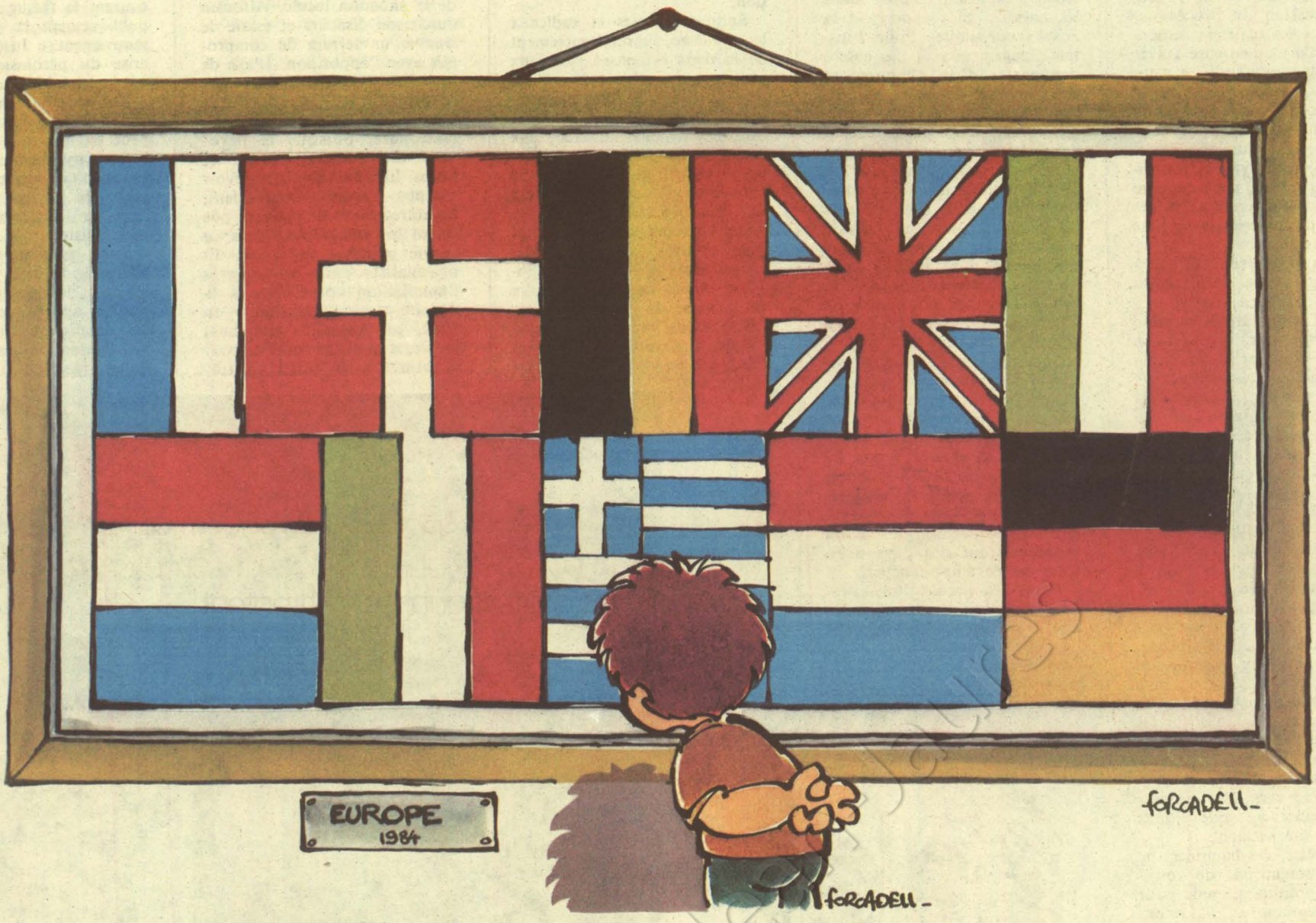
(1) Principales places financières d'Argentine.

(2) Cette estimation est sous-évaluée mais selon les services de la présidence il est impossible actuellement d'apprécier avec précision le montant exact des « dollars en fuite ».

(3) Selon le journal « l'Expansion » (24 mai 1984) : « La hausse des taux d'intérêt et du dollar a alourdi la charge de la dette des pays pauvres au point qu'ils doivent exporter du capital : une absurdité pour des pays en voie de développement. »

(4) Dans son livre « Pouvoir militaire et Société politique en Argentine », Alain Rouquié analyse en profondeur cette phase de l'économie argentine p. 444, 445 et 446.

Fondation Jean-Jaurès



SPECIAL 17 JUIN

CULTURE: TOUTE L'EUROPE QUAND MEME

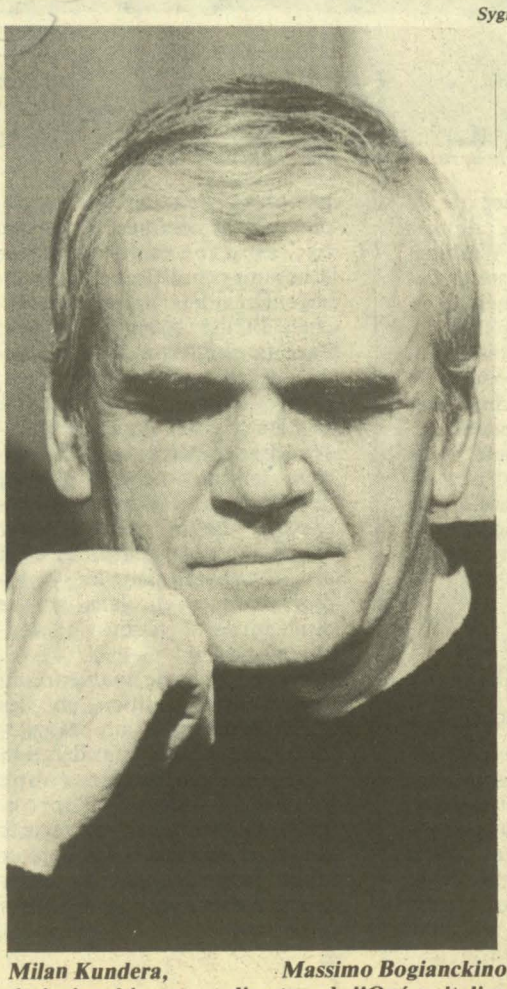
"Cap avancé de l'Asie" selon l'expression consacrée du Petit Robert, l'Europe n'est pas composée que de dix pays, ni même de douze, mais d'une mosaïque de trente-trois Etats. Séparée par la triple barrière idéologique, politique et éthique, la culture européenne n'est-elle donc qu'une chimère ?

PAR LUCIEN CURZI

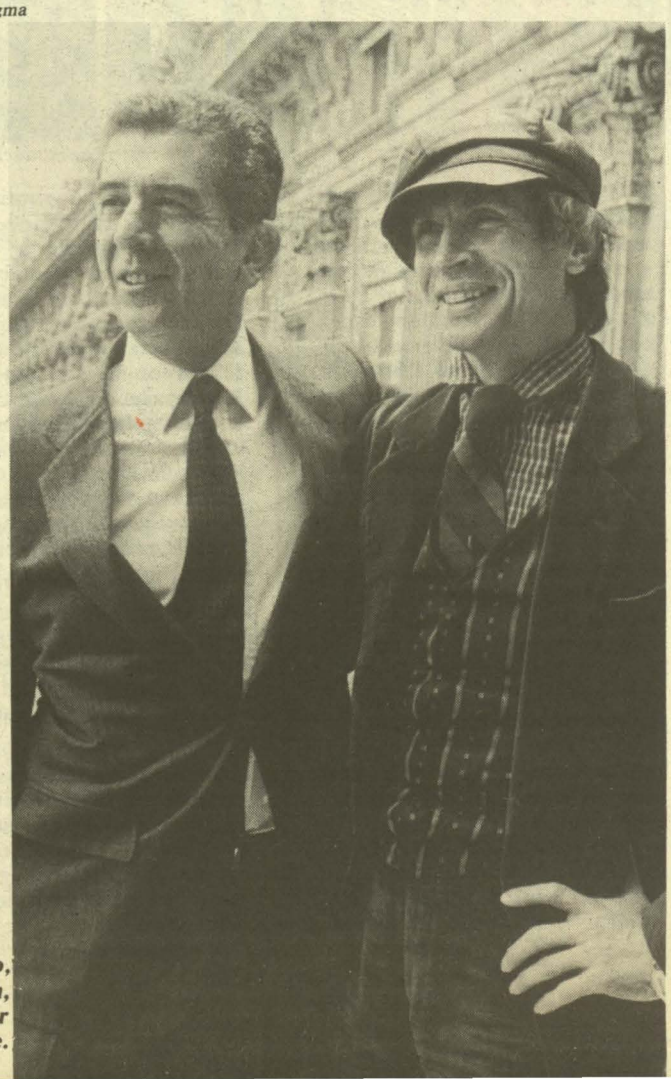
TERRE des premières révolutions industrielle et agricole du monde moderne, carrefour et creuset exceptionnels pendant vingt-cinq siècles, l'Europe évolue, surtout depuis la victoire alliée sur l'Allemagne nazie, selon une double perspective : côté mers, la Communauté européenne (C.e.e.), créée en 1957 par le traité de Rome, qui réunit les Dix pour le meilleur, aussi pour le moins bon ; côté socle continental, le C.o.m.e.c.o.n., alliant un groupe d'Etats soudés à l'U.r.s.s. comme les doigts la main, en une sorte de communauté d'intérêts.

Ainsi partagées, ainsi réputées avoir d'intangibles frontières, les deux Europe vivent, se développent, coexistent sur des bases fondamentalement différentes. Le mouvement général des idées, la libre circulation des hommes et des biens pour l'une, pour l'autre, la Slave surtout, des règles corsetant partout la culture, c'est-à-dire le savoir, l'interrogation, la responsabilité. Cela au moment d'un inexorable essor des moyens de communication. On peut donc estimer qu'il existe une Europe en mutation, inquiète et remuante, et une Europe rétive et confinée. Mais en cet immense territoire, à tort supposé immobile, structures et ukases inadaptés se révéleront, à long terme, insupportables pour une majorité de gens. Pour absurde qu'elle soit, la décision des caciques soviétiques, privant leurs athlètes des médailles olympiques de Los Angeles pour mieux « punir » Reagan, a des effets inverses à ceux recherchés. Ces Jeux, pourtant, ne restent-ils pas la seule initiative culturelle à l'échelle mondiale (137 pays ont annoncé leur participation) qui puisse faciliter la détente générale, sinon concourir à l'esprit de mutualité des jeunesses des deux Europe ?

Sygma



Milan Kundera, écrivain tchèque



Massimo Bogianckino, directeur de l'Opéra, italien, et Rudolf Noureev, directeur de la danse, soviétique.

Confiance, tout bouge

En fait, si l'Europe est scindée en pôles géopolitiques divergants, il ne saurait y avoir de ligne de démarcation infranchissable dans la sphère de la pensée active, pour peu que l'on entende par ce mot un patrimoine universel, nécessaire à

l'ouverture sur soi et sur les autres, tout autant que l'affirmation d'un individu libre, c'est-à-dire agissant. Ni Tolstoï, Herzen et Gogol, ni Stendhal Nerval et Balzac, pas plus Liszt, Chopin et Prokofiev, Janacek, Bela Bartok et Ravel, ou Dutilleux, Boulez et Penderecki ne sont la propriété d'une ethnie, d'un peuple, d'une région ou même d'un régime. Et si les librairies, à l'Est, présentent un choix de romans, d'essais et de poésies beaucoup moins fourni qu'en nos pays, la fringale de lecture reste énorme.

Elle est même inversement proportionnelle aux restrictions, variables d'un pays à l'autre, de ce que nous considérons (à juste titre) comme un acquis : les droits démocratiques. C'est suggérer un grave décalage entre l'Est, où la vie politique relève presque partout du domaine réservé d'institutions incontrôlables, et l'Ouest, où l'abondance d'informations n'empêche pas une certaine inculture de persister dans les couches les moins favorisées de la population.

Par voie de manque, en U.r.s.s. le phénomène s'inverse. Alors que le monde occidental est présenté comme un univers de perdition, d'échec et potentiellement agressif à l'encontre d'Etats a priori pacifiques, la demande de connaissance demeure colossable, quand l'exigeance d'ouverture est comprimée. Une attention s'apprécie toujours là-bas, sous forme élémentaire de chocolat, café, jeans, collants, mais mieux encore en livres de poche, catalogues d'art contemporain ou disques, qui se revendent au marché parallèle, voire se troquent contre des denrées déficitaires de première nécessité. En Europe orientale, où le sentiment démocratique est si mal compris dès lors qu'il risque de faire apparaître les contradictions, et même de perturber l'harmonie officielle de sociétés peu mobiles, surtout les thèses saintes des Partis-Etats, la singularité n'en est pas moins recherchée et cultivée ; il est vrai, le plus souvent, dans des couches sociales économiquement satisfaites et même garanties d'un superflu certain. « L'exportation » fatidique de brillantes personnalités, qu'une ambiance morose, souvent asphyxiante et répressive, décourage et finit par écœurer, va donc se poursuivre. Citoyens européens, et du monde, sont devenus le violencelliste Rostropovitch et la cantatrice Vichnevskaïa, le danseur Noureïev et le poète Brodski, le sculpteur Neizvestny, les écrivains Siniavski, Youli Daniel, Paul Goma, etc.

Chaque culture est unique

A l'Est, l'aspiration à la liberté d'expression et de mouvement ne pourra aller qu'en se dilatant. En ce sens, au lieu d'aviver les tensions entre les deux Europe, un climat susceptible d'apaiser les complexes et de modifer graduellement les comportements culturels est des plus souhaitables. Il ne s'agit pas, bien sûr, de gommer les différences de mentalités, mais de les admettre. Les voyages, quoique étroitement patronnés à l'Est, tendent à assouplir les appréhensions s'ils n'approfondissent ce qu'il est convenu d'appeler l'espace culturel européen. En son genre, le prêt récent de toiles rares d'artistes russes et soviétiques au Salon des artistes français, à Paris, contribue au maintien d'un minimum de relations, c'est-à-dire d'un dialogue, même si, dans le même temps, Skaharov, honneur et conscience d'un grand peuple, est calomnié, brimé, exilé.

Pour desserrer, si peu soit-il, l'étreinte farouche dont les petits pays sont l'objet de la part de la puissance suzeraine, une relance de coopérations intelligentes ferait mieux que les invectives et les suspicions. En conséquence, la France a un créneau important à mieux occuper, si tant est qu'une politique de défense vigilante commune, si possible, à l'Europe occidentale, est compatible avec un programme d'échanges culturels sérieux, et d'abord en faveur de la si belle, et si peu parlée chez nous, langue de Pouchkine, Pasternak, Akhmatova.

Il était agréable, en début de printemps, de pouvoir écouter au Théâtre musical de Paris, « Khovanchtchina », de Moussorski, et « le Coq d'or », de Rimski-Korsakov, chantés notamment par l'admirable chœur d'hommes de Sofia. Ce fut un événement. Nous en espérons d'autres.

Il serait fâcheux que l'Europe encore nantie, quoique frappée de plein fouet par le chômage, évalue comme quantité négligeable l'autre partie. S'il est une souple énergie et une imagination sur le qui-vive d'Ouest, il existe aussi des identités et une vitalité inventive d'Est. N'était-ce que hasard si, à l'automne 1983, un fort beau roman nous soit venu de Moscou via Lausanne avec « Vie et Destin », de Vassili Grossman ? Que cela ait coïncidé avec la parution de « l'Insoutenable légèreté de l'être », chef-d'œuvre de Milan Kundera, tchèque devenu français ?

Des peuples, par force maternés et tenus en suspicion (on le voit avec la Pologne et la Tchécoslovaquie), gardent intact la conscience de leur Histoire et de leur nature profonde. Tout ce qui est national — et la langue en est le corps central — trouve en eux une résonance particulière sur quoi daubent, au reste, les pouvoirs en place. S'il est donc une mission pour l'Europe de l'abondance, c'est de marquer son écoute, usant de patience, de sensibilité et de confiance envers les patrimoines culturels de l'autre Europe, patrimoines vivaces bien qu'en partie occultés. Encourager les rencontres et l'édition des œuvres, aider à lancer des coproductions cinématographiques et audiovisuelles, n'est-ce pas, en une certaine mesure, se donner l'avantage de s'éprouver européens comme jamais et, qui le sait, conforter parmi les peuples amis à l'est de l'Europe, mais en particulier ceux d'Europe centrale, l'ambition d'être eux-mêmes, et rien qu'eux-mêmes ? ●

QUE SONT LES ECOLOS DEVENUS ?

La mouvance écologique bouge tellement qu'il est souvent difficile d'en cerner les bords. Les Européennes arrivent, la compétition est lancée. Même chez les verts où "pastèques", "concombres" et autres petits légumes s'affrontent

PAR DENIS DANGAIX



Gamma

François Doubin, Brice Lalonde et Olivier Stirn de la liste Ere.

« UN vert, ça va... deux verts, ça se bat... trois verts, bonjour les ayatollahs. » Elle a la dent dure, cette responsable écologiste, militante de longue date, incognito le temps d'une rencontre car, refusant, dans les circonstances présentes, de jeter de l'huile « sur le brasier ». Ça chauffe chez les écolos. Et si, à l'aube du scrutin européen, le ton public reste dans les limites d'une certaine convivialité, la parole écologiste, en privé, prend souvent la couleur de l'invective.

Querelles de chefs, bagarres de stratégie, perte du sens de la situation politique, recherche de la dominante idéologique, frousse de la récupération et de l'infiltration... le militant ne sait plus à quel saint se vouer. Le vert n'est plus synonyme d'espoir, il indique la crainte. Il est parfois difficile de constater ce genre de situation, surtout quand on est persuadé que l'écologie n'est pas seulement une nécessité mais aussi une règle. Mais force est à la lucidité ; dix ans après la candidature de René Dumont, en 1974, c'est fou comme le mouvement écologiste a perdu la fraîcheur qui l'a longtemps caractérisé.

On m'avait prévenu. « Une enquête chez les écologistes ? tu vas te faire des amis ! » J'en accepte l'augure. Le mouvement écologiste, dès sa naissance « organisationnelle », c'est-à-dire au début des années 70, n'est pas le produit d'une génération spontanée. Il n'a jamais été un cartel de joyeux babas, adeptes de la marguerite et du pâté végétal, même si l'imagerie d'Epinal a eu trop souvent tendance à se laisser envahir par une certaine facilité. Le mouvement écologiste est né grâce à la rencontre d'une part d'un vaste désir de sauvegarde (les espèces, la nature, le patrimoine...) et, d'autre part, d'une envie de vivre autrement. Ce fut la fusion du protecteur de la nature, plaçant la terre au-dessus de tous les soupçons, et de l'optimiste post-« soixante-huitard » reconnaissant en l'utopie une vertu mobilisatrice.

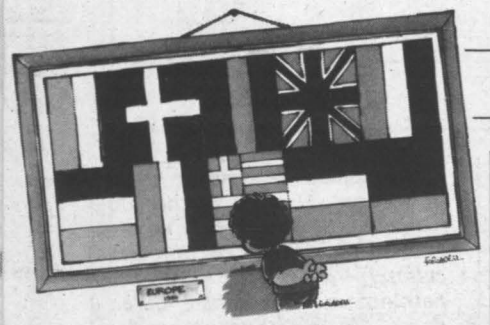


Pourquoi rappeler cela ? Simplement parce que le « libéralo-libertarisme (ouf !) qu'incarne Brice Lalonde en ce moment en conflit avec « l'écologisme protecteur » que les verts représentent à elles deux ne sont que les étiquettes bios de ces deux tendances. Et encore ! Cela pouvait être valable jusqu'en 1981, date de la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles. L'écologie portait bien son nom. C'était une nébuleuse, une mouvance inscrite dans les fronts secondaires, ceux que la politique avec un grand « P » avait trop tendance à ignorer. Le militant écologiste n'adhérait pas à une idéologie, il existait par son action sur le terrain. On a raconté beaucoup de choses. Où classer ce syndicaliste du cadre de vie ? Comment pouvait-on accepter sa mobilité, un coup ici, un coup là-bas ? Par qui était-il financé ?

Rappelons, parmi les anecdotes les plus célèbres, ce que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Michel Poniatowski, affirmait : ils sont payés par les compagnies pétrolières et la C.i.a. L'ennemi intérieur était né, et le complot déstabilisateur bien circonstancié. Ces années-là étaient fleurissantes (c'est le cas de le dire) pour l'écologie démonstrative. Des scores importants aux élections, une présence active sur le terrain, une puissance catalytique forçant toutes les forces politiques à se déterminer sur cette question. Le Réseau des amis de la terre (R.a.t.), dont le leader « contesté » était Brice Lalonde, tissait sa toile de groupes locaux, responsable de leurs luttes et de leurs alliances. Une presse écolo jouait le rôle relationnel. C'était « la Gueule ouverte », journal « qui annonçait la fin du monde », créé en 1972 par Fournier, Isabelle Cabu et une partie de la bande « Charli Hebdo ». C'était « le Sauvage » du groupe du « Nouvel Observateur » (1976) dirigé par Alain Hervé ; « Ecologie » fabriqué à Montargis par le militant Jean-Luc Burgander, « Combat-Nature » revue des protecteurs associatifs qui existe toujours comme « Ecologie », « La Baleine » et bien d'autres titres... Les tendances étaient précises, le débat n'empêchait nullement la convivialité.

« Ni gauche ni droite... je suis écologiste. » Voici pour l'étiquette publique. C'est simple dans la devise, mais plus « tordu » dans la pratique. « Le premier environnement de l'homme, affirmaient bon nombre de militants des Amis de la terre, c'est l'homme. » Au grand dam des adhérents du mouvement écologiste qui ne voulaient voir en l'environnement qu'un biotope composé de végétal et d'animal. Le clivage idéologique se situait là. Le jeu des alliances fonctionnait pour les uns, était châtré pour les autres. L'écologie était composante d'un socialisme plutôt autogestionnaire pour cer-

(suite en page 16)



(suite de la page 15)

tains (voire la suite logique du socialisme), était ailleurs pour d'autres. Jusqu'en 1981, le débat idéologique a porté essentiellement sur cette question. On appelait les premiers la tendance « pastèque ». Vert à l'extérieur, rouge à l'intérieur. Plutôt proche des comités de citoyens allemands, même si les analogies entre la situation française et celle développée outre-Rhin ne sont pas à favoriser, les pastèques avaient choisi leur famille. A l'inverse, les « concombres », les autres, choisissait la troisième dimension.

En 1979, premier éclatement public. Le R.a.t. refusait la participation des écologistes aux élections européennes. Le Mouvement écologique, quant à lui, se présentait sous l'étiquette « Europe écologie », et échouait de peu sur la barre des 5 000. Les deux années suivantes furent le théâtre de tentatives de rapprochement qui provoquèrent une situation de « statut quo » quand Brice Lalonde, candidat du R.a.t., fut désigné comme porteur de l'écologie aux élections présidentielles. Où est passé la tendance pastèque ? Elle participe, pour la plupart de ses membres, au changement. Elle travaille avec l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.f.m.e.), elle participe aux campagnes du secrétariat d'Etat à l'Environnement, elle a des élus, anime des commissions ou des radios locales. Bref, elle existe toujours mais autrement.

C'est vert mais juste

« Il y a des écologistes partout même chez les verts. » Cette « perfidie » a été déclarée par Brice Lalonde le 23 mai dernier. Le candidat, porte-parole de l'Entente radicale écologiste européenne (E.r.e.), répondait ainsi aux déclarations de Didier Anger, tête de liste « d'Europe Ecologie-les-Verts ». Ce dernier avait affirmé que seuls ceux-là pouvaient représenter l'écologie.

La situation « organisationnelle » actuelle de la nébuleuse écologique est simple. Le R.a.t. a choisi, voilà un an, le recentrage associatif. Il porte des dossiers (pluies acides, essence sans plomb...), le militant A.t. n'est aucunement empêché de participer à l'action politique (même chez les verts) mais ne peut utiliser le label de son association. Le parti vert est le résultat de l'alliance structurelle de l'ex-Mouvement d'écologie politique (M.e.p.) fondé à Dijon par les adhérents du M.e., dès l'automne 1979, et de la confédération écologiste, animée par des militants de diverses structures associatives, mais basant l'organisation sur le régional. Yves Cochet, n° 2 des verts, fut le principal artisan de ce rapprochement. Le R.a.t., ce sont actuellement 2 000 personnes environ. Les verts, 800. Sans oublier la puissante Fédération française des sociétés de protection de la nature, à peu près 40 000 membres. Mais, comme l'affirmait le journaliste Claude-Marie Vadrot dans son livre « l'Ecologie, histoire d'une subversion » paru en 1977 : « En fait, les écologistes sont les successeurs des protecteurs de la nature, lesquels ne sont pas tous devenus écologistes. »

Il existe aussi un regroupement associatif, « l'Alliance écologique », animée par Jean-Claude Delarue, ex-candidat écologiste aux municipales et aux européennes, et ex-président de l'association SOS Environnement. Lui aussi a délibérément choisi son camp car, constatant que l'écologie ne peut apporter toutes les réponses, et que le bilan écologique du gouvernement est globalement positif, il soutient la liste Jospin. Il ne faut pas oublier non plus quelques syndicalistes du cadre de vie, écologistes patentés, qui se retrouvent derrière la liste du P.s.u.

L'Europe, pour tous ces écologistes, est une dimension importante. Les clivages sont ailleurs. Et surtout stratégiques. « En vert et contre tous », pourrait être la définition qui colle le plus au parti vert. « Nous ne sommes pas verts mais ouverts », précise Lalonde. La suite dira qui peut espérer l'emporter. ●

Verts de tous les pays, unissez-vous ?

Pacifisme, international écologisme, voire mondialisme... Le terme « vert » recoupe des sensibilités, convergentes sans doute, mais différentes. Depuis le mois de mars de cette année, huit formations politiques sont membres des « verts européens » : agalev (Belge flamand), écolo (Belge francophone), les verts (France), écology party (Grande-Bretagne), the green alliance (Eire), de groenen (Pays-Bas), miljöpartiet (Suède) et alternative liste (Autriche). Ce regroupement représente l'internationale écologiste. Leur programme est simple : élaborer une politique de conciliation entre économie et écologie. Cette coordination est, pour l'instant, fragile. Parce que les verts ont mis de l'ordre dans la maison.

Exit les partis dits radicaux, comme le Partito radical italien ou le P.p.r. hollandais. Terminé, le Réseau international des amis de la terre. Celui-là pourtant actif dans vingt-trois pays est soupçonné de trop privilégier l'associatif au profit du politique. La coordination a aussi pour but de constituer une force regroupant les élus des pays. Rappelons tout de même que les Belges sont au Sénat et à la Chambre des Représentants, vingt-huit « Grünen » sont au Bundestag, et quelque deux cents écolos de tout poil participent à des conseils municipaux en France.

Une aide politico-financière a été organisée pour les élections européennes. Prêt d'argent des verts allemands et belges aux Français (250 millions de centimes), et aide structurelle pour l'organisation de la campagne. La C.e.e remboursera 0,70 F par voix à toute liste obtenant 5 000 dans son pays, ou qui sera associée à deux autres listes de même tendance ayant obtenu chacune un minimum de 1 000 dans leur pays respectif. Cela veut dire que les Français sont assurés d'une rentrée de 100 millions de centimes, quel que soit le résultat.

Il faut également signaler sur la scène internationale l'association Greenpeace. Très connue pour ses campagnes en faveur des baleines et autres cétacés, le militant greenpeace ne fait pas de l'action politique son terrain de prédilection.

DENIS DANGAIX

A noter deux hors-séries de la revue « Combat-Nature », l'un sur les verts, l'autre sur le programme de l'Entente radicale écologiste européenne (E.r.e.).

Combat-Nature, BP 80, 24003 Périgueux.

LA RUCHE, TERRE PROMISE, TERRE D'ACCUEIL

Peinte de feuillage, la Ruche fait écho au Bateau-Lavoir montmartrois. Mais passage Dantzig (XVe), Paris est encore Paris, un bout d'Europe actif où travaillent et vivent des artistes d'une quinzaine de nationalités, liés vaille que vaille par un idiome : la langue française

PAR LUCIEN CURZI

UNE pépinière, que rien ne signale, sur une « populeuse » hauteur du XVe arrondissement : là se trouvent des arbres pleins d'oiseaux, des artistes, aussi, plein les maisons avec, pour arrière-cuisines, les ateliers. L'« ancien » des lieux est un peintre, Paul Maïk, installé là depuis 1913 avec le premier essaim de la Ruche, « inventée », elle, par un statuaire aux mains habiles, Edouard Boucher, aux alentours de l'année 1902. Page d'Histoire émouvante et cocasse, tressée de légendes tristes, heureuses et sans fin avec Archipenko et Chagall, Kisling et Zadkine, Csaky et Survage, Kikoïne et Krémègne, escouade de l'avant-garde, ou du moins pionnière qui se payait guère de mots pour constituer ce que, après coup, on appela l'Ecole de Paris ; pages à l'apogée de ce siècle avec, aussi, Modigliani, Laurens, Couturier, Mélano, Blaise Cendrars. Tous chassaient de race. Un haut métissage avec des alliances artistiques d'Est et d'Ouest, où juifs, chrétiens et laïques composaient le plus étrange amalgame d'individualités mi-ouvrières, mi-intellectuelles du Sud parisien.

Maintenant, quatre-vingts ateliers, au reste pas tous dévolus à l'art, abritent une génération d'après-guerre, complétée par une toute nouvelle génération qui, plus impatiente, moissonne sa récolte avant d'avoir laissé mûrir le grain. Autour de la belle rotonde à étages, ancien pavillon des vins imaginé par l'équipe Eiffel pour l'Exposition universelle de 1900, se carrent, au milieu des massifs de fleurs, des bâtiments oblongs et vitrés où, à l'occasion, s'accroche une coursive. Convoitée par d'affamés promoteurs, la Ruche fut sauvée in extremis, voilà quinze ans, grâce à ses résidents, à un groupe d'avocats dont Gisèle Halimi, et aux familles Seydoux et Dujarric de la Rivière. Celles-ci cautionnèrent son rachat, mesure indispensable avant la classification et la réhabilitation nécessaires, celle-ci conduite à son terme, ou presque, par la Ville de Paris.

La fraternité quelque peu disparate — la misère donnait, paraît-il, de violentes odeurs et couleurs à cette place — a longtemps survécu. Personne, alors, faute de moyens, acquittait son loyer, et les rats étaient, à tout prendre, mieux nourris que les illuminés de la Ruche. Soutine pouvait, entre deux cuites désespérées, se faire livrer un quartier de viande par les « tueurs » des abattoirs afin de brosser son fameux, et déjà classique, « Bœuf écorché ». Ainsi, les souvenirs se serrent dans la pierre des bâtisses et seules, dirait-on, les cariatides de l'entrée ont l'air de croire encore à la « grande époque » lorsque, au jour la journée, l'on avait provision de fraîche curiosité pour s'instruire du travail des voisins. Là, prenons garde à ce que le passé ne reluise trop, sous peine d'estomper les réali-

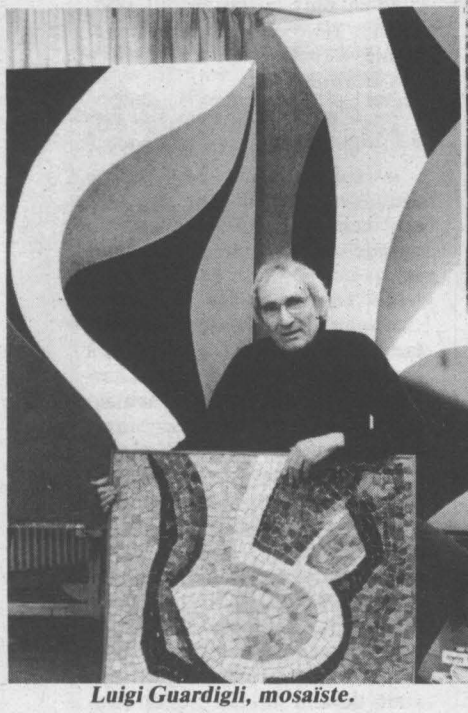


Pascal Lebrun

tés du présent. Car, le présent aussi est, à sa façon, et sans y toucher, unique.

Autre époque, autres mœurs, réussites aléatoires. Aux heures de la « Nef des fous », personne n'ignorait personne. Maintenant, on se retrouve, mais par affinités ou familles d'esprit. On prête la main, ici pour déplacer une pierre ou s'approvisionner en sel ou légumes, là comme ces derniers jours, pour acheter, brouetter et pelleter en petit comité, une fin de semaine, huit mètres cubes de terre. On sait où chacun crèche, on se sait entouré, sinon observé comme dans un vrai village. On en a pris son parti, même on se plaît à cancaner, pour le plaisir. Songe creux à succès lustrés « fashionable », et anachorètes « encagnardés », aussi silencieux que leurs chats, tribuns de café du Commerce et ouvriers de la toile ou du marbre besogneux, virtuoses, presque toujours sceptiques, formant, sur quelques milliers de mètres carrés, une sorte de contre-phalanstère, où les deux bouts sont joints, parfois, on ne sait comme. D'autres s'en sortent, quelques-uns sont aisés. Par vocation, la Ruche a sauvegardé ses franchises d'indépendance et de singularité comme, de reste, ses homologues, la cité Fleurie Falguière, ou la lilliputienne cité Verte.





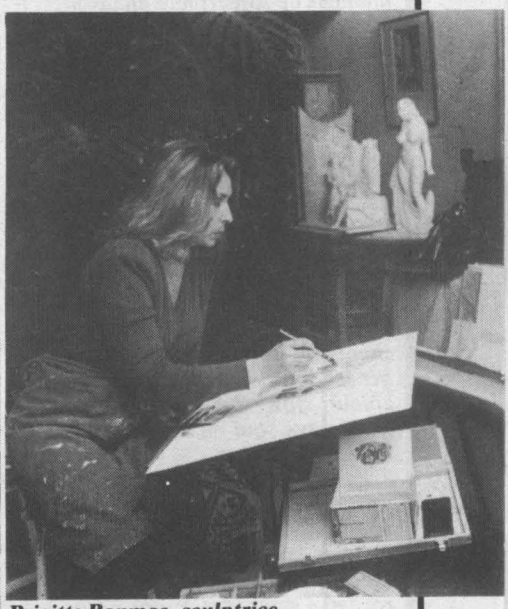
Luigi Guardigli, mosaïste.



Tarabella, sculpteur.



Pascal Lebrun



Brigitte Baumas, sculptrice.

A la Ruche s'assemblent, sans décorum, des gens venus de lointaines provinces de la Terre : par leurs origines, Iba N'Diaye est sénégalais, Antal Biro est hongrois, Anne Ben Dov est israélienne, Michel Hertz allemand, Reynaldo argentin, Titina Maselli italienne, André Barrelier parisien, Ernest Pignon « niçard ». Le gardien de la Ruche est espagnol, Juan Gonzales Rio, qui a laissé de ses années dans les geôles franquistes. D'ailleurs, après la valeureuse Italie antifasciste des années vingt et trente, celles des exilés politiques, c'est l'Italie toujours qui, au moins par son nombre, perdue à travers sept ou huit artistes. Ils s'en réclament par le sang, sinon par les mentalités.

« Je suis né à la Ruche et ne l'ai jamais quittée ; mon fils de quinze ans aussi, raconte Léonard Léoni, cinquante et un ans, mosaïste, dont la femme est bourguignonne. Mon père, Mattia Léoni, était venu ici en 1924, de Carrare, capitale mondiale du marbre, où il avait milité. C'était un sculpteur-médailler. Une vie de rang, il a taillé des effigies en médailles, de Louise Michel à Bakounine, et de Jules Vallès à l'ataman Makhno. Il avait fondé un journal anarchiste, Germinal, qui préconisait, en Italie, la lutte d'émancipation par le truchement d'actions abstinentes du boire et du fumer. Presque soixante ans de Ruche. Nous l'avons enterré l'an passé, enveloppé dans les plis du drapeau noir. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans ».

Léonard Léoni, qui vit en prolétaire, a ses pénates au fond du jardin. Empli de mosaïques, esquisses et tableaux, son habitat-atelier est juste au-dessous de celui du peintre Francis Biras, mémoire à malices du cercle d'artistes local.

Il dit encore combien sont à présent menacés leurs beaux espaces. Un immeuble à plusieurs étages est en effet prévu du côté de la rue Montauban. Un lot de garages seraient à détruire. Dès lors, une déplaisante masse de béton les remplacerait, bornant le périmètre immédiat. Les ateliers des sculpteurs Tarabella et Brigitte Baumas recevant justement leur lumière de ce libre espace s'assombriraient irrémédiablement. Or, ils souhaitent, eux, travailler au clair du jour. On s'inquiète donc et l'on aimerait qu'une consultation puisse s'instaurer dès maintenant avec les responsables de ce projet.

Citoyens bien tranquilles

Benjamine (avec Eric Ménétrier) des artistes de la Ruche, Sophie Bernard, trente-cinq ans, qui était massière de l'atelier Yankel, à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, occupe une blanche alvéole au second plan de la rotonde. Elle est là depuis quinze ans et se félicite d'une cohabitation somme toute enrichissante. Boursière d'une galerie japonaise, elle n'a pas encore su profiter d'une bourse l'autorisant à séjourner pendant un trimestre dans la réplique jumelle de la Ruche implantée à Kiyoharu, près de Tokyo, par le marchand Yoshii. Lauréat comme elle, Marc Brusse, un Hollandais du rez-de-chaussée, y a séjourné, semble-t-il, en toute satisfaction.

Sophie Bernard dessine et peint, d'insolite façon, des anamorphoses, mais, le plus souvent, des visages vus à travers le prisme d'un verre. Elle abreuve feuilles et toiles de déformations linéaires fortement colorées, qu'elle stimule de « citations » empruntées aux anciens Flamands. Jusqu'à présent, et quoiqu'elle l'ait tenté, elle n'a pas eu encore droit à une exposition personnelle de ses œuvres. Des fois qu'alertée, la Délégation aux arts plastiques puisse, en cette matière l'aider...

Autre cas, autre nature. Arrivé en France il y a près de trente ans, Luigi Guardigli, natif de Ravenne où il suivit les cours de Renato Signorini au Liceo Artistico, a d'abord été assistant, vers 1955-1957, à l'école fondée par Sévérini, rue des Marguettes, dans le XIIe.

« Le maître mosaïste Lino Mélano, aujourd'hui disparu, avait alors son atelier à la Ruche, confie Luigi. C'est à lui que je dois d'avoir pu gagner mon pain chez Sévérini avec lequel il s'était brouillé. J'eus cette double chance. Avec Lino, nous avons réalisé quatre-vingts mosaïques, notamment le fronton du musée Fernand-Léger à Le Biot, les panneaux de l'Hôpital de Saint-Lô et, d'après des maquettes de Braque, ceux de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence.

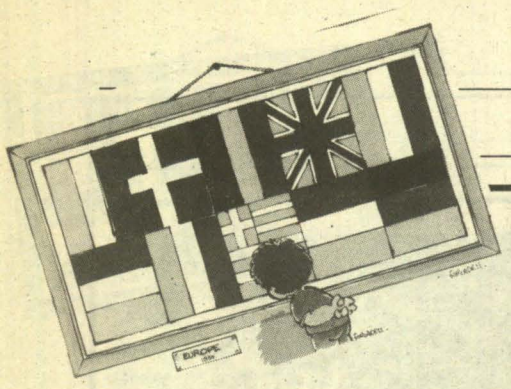
Sophie Bernard, peintre.

« Imaginez qu'avant la restauration des lieux, je payais 70 F mensuels pour 17 m². Cela en 1961. Depuis, avec une surface double, j'acquitte 1 683 F charges comprises, par termes trimestriels. »

En fait, second très talentueux de Mélano, Luigi Guardigli a conçu et inscrit dans leurs sites, principalement dans notre pays, une vingtaine de mosaïques, qui lui sont propres. La dernière en date, d'après une maquette de Folon et déclinée en cent vingt-six nuances, orne le local de la Télévision belge à Bruxelles. Six mois d'un labeur acharné à « se crever les yeux ». La prochaine, commandée par l'architecte Chémétov, décorera la piscine d'enfants en forme de cul-de-four de la Bourse Saint-Eustache. Une envoûtante voûte bleu de nuit, en dégradés, de quatre-cents mètres carrés. Cette fois, ce sont des carreleurs spécialisés, qui interpréteront sa maquette à même le chantier.

Pudique et chaleureux, Luigi est sans nul doute, quoique cela s'ignore, un des grands artistes incontestés de la mosaïque. Entre sa chatte Negrita et ses « pizzas » en pâte de verre, que lui fournit la firme Donà, de Murano, lui qui se dit « comme un oiseau sur la branche », peint en nombre, comme s'il avait encore tout à attendre de la vie, dans une palette de ciel et d'outremer rendue éclatante par des lunes vibrantes de blanc.

Vieil épicentre de la modernité (il en est d'autres), la Ruche s'accommode, en somme, d'un passé fondateur et tonique, significatif aussi de ce qu'apportent le mélange de cultures aux antipodes les unes des autres. Hier, essentiellement, des Européens sans hiérarchie, habitués aux plus pesantes contraintes sociales, et mal intégrés ; de nos jours, des femmes et des hommes, tous artistes, mais non considérés égaux, en une société agrandie de mondes, au mitan de ce siècle, encore séparés. Eux sont en voie d'intégration, ou leurs enfants. A eux tous, ils illustrent le bouleversement des modes de création, sinon la psychologie des relations. La rubrique des événements courants pourrait s'enrichir de ce que la confrontation, parfois non pacifique, des visions, a fait place à la coexistence un rien agressive des expériences plastiques. En ce sens, la Ruche se renouvelle sans modifier vraiment son sens. En elle se côtoient des réussites et des états latents, de brillants phénomènes et de patients randonneurs. Avec moins de mystère qu'auparavant, la Ruche génère encore, en une Europe aux aspirations élargies, un intense et durable pouvoir d'attraction.





Pascal Lebrun

BRENDA WOOTTON: "EN EUROPE, TOUTES LES CULTURES, MÊME MINORITAIRES, DOIVENT POUVOIR VIVRE"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

GOSPELS, blues, jazz, country : Brenda Wootton est capable de tout chanter. Sa voix fait penser à celles de Bessie Smith, de Billie Holliday ou d'Ella Fitzgerald : ample et souple, elle module tout « du mezzo-soprano à la basse ». Et dire qu'il n'y a pas quinze ans « Mama Brenda » ne chantait que pour le petit cercle de sa famille et de ses amis ! En France, quand elle est venue à Rennes puis à Paris pour la première fois (1979), nous n'étions pas foule à lui promettre une immense carrière. Elle-même en riait : ne venait-elle pas d'être grand-mère ? N'avait-elle pas d'autres chats à fouetter que ceux du show-biz ?

Brenda Wootton, désormais « artiste internationale », vient de faire un triomphe à Bobino. Le soir de la première, au moment de sa dernière chanson, Davy (six ans) et John (quatre ans), ses petits-fils, sont montés sur scène pour entonner avec elle l'hymne des Cornouailles. Derrière ce trio, le « Twon Band of Camborne », une fanfare de trente musiciens, retentissait de tous ses cuivres. Brenda Wootton est tout entière résumée dans ce moment époustouflant : une voix capable de couvrir la plus tonitruante des formations musicales, une joie chantante capable de contaminer les foules les plus tièdes, un amour fou des Cornouailles « ce pays qui n'en est plus un ».

Pas un de ses disques (1), pas un de ses concerts où les Cornouailles ne soient présentes : « Haies en flammes d'ajoncs / Petite ferme blanche au pied du rocher / Vous êtes à moi / Cornouailles, pays que j'aime / La parenté est forte, c'est ici que je suis chez moi. » C'est plus qu'une évocation nostalgique : derrière elle, il y a, physiquement, un « band » ou une énorme chorale, des vrais Cornouaillais ; surtout, il y a cette langue, le kernewek, que plus personne n'utilisait depuis des siècles, cette langue morte dont en quelques années « Mama Brenda » a su refaire une langue vivante.

Brenda Wootton vaut plus que le cliché dont on l'a affublée : la « mamie qui swingue ». Brenda Wootton est une « multi-preuve » étonnante : la preuve qu'aucun combat culturel n'est jamais perdu d'avance, la preuve que, dans une vraie démocratie, les différences finissent toujours par être acceptées, la preuve qu'en Europe, les minorités linguistiques sont un enrichissement. Brenda Wootton vit depuis toujours à Penzance, petit port de pêche des Cornouailles, au sud-ouest de la Grande-Bretagne. « Je suis, dit-elle, une fille de la mer et de la campagne. » Pourtant, elle aime « Paris, Prévert, les profiterolles et les sorbets aux fruits de la passion ». Pourtant, elle a un passeport britannique. Pourtant, elle parle un français revu et corrigé par la syntaxe anglaise ! Mais, tout cela ne l'empêche pas de se sentir « d'abord Cornouaillaise ».

« L'UNITE » : Ça existe, les Cornouailles ?

BRENDA WOOTTON : En France, personne ne se demande si la Bretagne existe ! Et vous ne me demandez pas si l'Ecosse, l'Irlande ou le Pays de Galles existent. Mais, le seul fait que vous me posiez cette question prouve qu'il y a un problème cornouaillais : l'ignorance ! On ne peut en faire reproche à personne à l'extérieur : à force d'être oubliés, les Cornouaillais eux-mêmes avaient fini par oublier qu'ils existaient ! Et, aujourd'hui encore, alors que la « conscience cornouaillaise » renaît, il faut être honnête : les Cornouaillais ont parfois tendance à se préoccuper de leur situation économique avant de défendre leur particularisme. Ce qui ne me choque pas : il faut d'abord vivre si l'on veut ensuite défendre une culture. Mais ce n'est pas évident : économiquement, les Cornouailles sont menacées, mon pays est mourant. Si l'on ne trouve pas de solution, la renaissance culturelle actuelle des Cornouailles n'aura été qu'un chant du cygne.

— La crise a plus frappé les Cornouailles que le reste de la Grande-Bretagne ?

— Nous sommes encore trois cent soixante mille Cornouaillais en Cornouailles. Combien serons-nous dans dix ans, dans vingt ans ? Il y a de moins en moins de travail chez nous. Les jeunes s'en vont et ne reviennent que pour les fêtes familiales ou les vacances. Les Cornouailles, à l'origine, c'est un peuple de paysans, de mineurs et de pêcheurs. Aujourd'hui, nos paysans connaissent les mêmes difficultés que tous les paysans européens : pour eux, l'agriculture n'est pas l'avenir, il n'y a rien à attendre de ce côté. Hier, les mines d'étain et de cuivre faisaient la richesse des Cornouailles. Hier, les mineurs cornouaillais constituaient les plus belles chorales du monde. Aujourd'hui les minerais d'étain et de cuivre de chez nous ne sont plus rentables : le granit les rend difficiles et coûteux à extraire. Alors, nos ingénieurs s'exilent et s'en vont conseiller les mineurs d'Asie, d'Australie et du Canada ; nos mines sont abandonnées, nos carreaux effondrés. Et, dans ce paysage délabré, les cheminées des mines sont les derniers châteaux des Cornouailles.

Quand j'étais petite fille, en Cornouailles, le poisson était la base de notre alimentation, le produit le moins cher. Aujourd'hui, quand on ouvre un journal cornouaillais, il y a des rubriques entières consacrées aux « bateaux de pêche à vendre ». Le pêcheur cornouaillais avait ses méthodes ancestrales : des petits bateaux, des filets à mailles moyennes qui laissaient s'échapper les petits poissons. Maintenant, la reproduction ne se fait plus, des espèces ont disparu complètement, le maquereau est menacé : les pêcheurs bulgares, français, écossais viennent sur nos côtes et ramassent tout, petits et gros poissons, comme avec un énorme aspirateur. Quand ce ne sont pas les Européens, ce sont les Soviétiques qui viennent piller nos eaux avec leurs bateaux-usines : c'est bon, monsieur Tchernenko, les conserves des Cornouailles ?

Si l'on ajoute à cela le goût du Cornouaillais pour le travail solidaire, son esprit d'indépendance, son individualisme forcené, son refus quasi viscéral de toute entreprise collective, de toute activité en coopérative, on comprend que les Cornouailles ne peuvent pas vivre ; elles survivent. De plus en plus mal.

— Comment cette situation se traduit-elle politiquement ?

— Comme dans le reste de la Grande-Bretagne, nous avons à faire aux partis traditionnels. Le centre des Cornouailles est dominé par le parti libéral. La partie la plus industrielle vote majoritairement pour le parti travailliste. Chez moi, dans la région de Penzance, ce sont les conservateurs qui sont le plus souvent élus. Mais, ce qui me frappe c'est que seul un député libéral s'affirme clairement et fièrement Cornouaillais. Tous les autres donnent l'impression d'avoir honte de leur origine. Comme si être Cornouaillais ça faisait un peu « plouc » !

Bizarrement, cette indifférence des partis politiques traditionnels à l'égard de l'identité cornouaillaise n'a pas fait naître des flambées extrémistes. Il existe bien un groupuscule nationaliste, mais il ne joue aucun rôle et n'a aucune efficacité. En fait, le « droit à la différence » des Cornouaillais n'a eu vraiment, jusqu'à maintenant, qu'une traduction culturelle. Et celle-là a un impact de plus en plus important. Il faut, même si c'est récent, parler d'une « renaissance culturelle » des Cornouailles.

— C'est un peu vous qui êtes à l'origine de cette renaissance ?

— Un peu, oui... Mais, il me faut rester modeste. Il faut replacer mon petit rôle dans la grande histoire des Cornouailles.

Le kernewek, la langue des Cornouailles, est devenue une langue morte au XVIIIe siècle, à cause des nobles et des bourgeois cornouaillais qui avaient envie de ressembler aux Anglais, qui ont appris l'anglais pour être les égaux des Anglais dans les relations commerciales, qui sont devenus plus anglais que les Anglais. Le peuple, lui (les paysans et les mineurs surtout), ne savait ni lire ni écrire : il n'a pu défendre la langue qu'oralement, puis il a fini par se plier à la loi de l'anglais qui était devenu la langue du travail.

La dernière Cornouaillaise qui ne parlait que le cornouaillais est morte en 1770. Depuis, l'anglais régnait en Cornouailles, même si nous le parlions avec un accent très fort. En fait, il n'y avait guère que les pêcheurs qui continuaient à se servir encore de quelques mots ou expressions du vieux kernewek ; par exemple, ils continuaient, et ils continuent à la fin du XXe siècle, à compter les poissons, à les peser en kernewek. C'est ce détail qui frappa, au début du XXe siècle, un professeur de chez nous. Il s'appelait Henry Jenner. Il s'associa avec un de ses amis gallois, Morton Narce, et ils se mirent à rechercher le maximum de mots de kernewek. En 1928, ils publièrent le premier dictionnaire de kernewek. Mais, depuis cette date, le kernewek n'était resté qu'une langue morte, un sujet d'étude pour universitaires, un luxe que quelques privilégiés se gardaient comme un trésor. Pas question de rendre le kernewek au peuple de Cornouailles !

— Et, finalement, c'est vous qui avez rendu le kernewek aux Cornouailles...

— Il faut comprendre le point de départ de mon attitude : le kernewek est une des six langues celtes dont il nous reste des traces ; il y a, d'un côté, l'écossais, l'irlandais et la langue de l'Ilde de Man qui sont des langages celtes sous influence scandinave ; il y a, de l'autre côté, le gallois, le breton et le kernewek qui sont sous influence latine. A un moment, j'ai fait un constat : cinq de ces six langues continuaient à être au moins transmises voire souvent enseignées ; seul le kernewek était devenu une langue morte. J'ai trouvé cela très injuste et très injustifié.

En 1971, j'ai été invitée à un

festival celte en Irlande. J'ai travaillé trois semaines et j'ai réussi à aller chanter là-bas plusieurs chansons que j'avais fait traduire en kernewek. A mon retour, je suis allée voir les mandarins du « Comité de la langue », ces chers professeurs qui se gardaient le kernewek bien au chaud. Je leur ai raconté qu'en Irlande, je m'étais sentie bien petite à côté de tous ces Celtes qui parlaient couramment leur langue. Ils étaient étonnés de ma réaction. Ils se sont concertés en anglais. Ils se sont embrouillés dans leurs arguments en voulant m'expliquer, en anglais, que le kernewek était bien mort et que rien ne pourrait le ressusciter. Je les ai quittés en leur demandant pourquoi ils ne m'avaient même pas, eux les gardiens de la langue, dit « bonjour » en kernewek. En leur demandant si c'était vraiment au-dessus de leurs forces ! Et, ce jour-même, j'ai décidé que je ne me contenterais plus de chanter deux ou trois chansons en kernewek, j'ai décidé d'apprendre la langue des Cornouailles, ma langue. Il était temps ! J'avais déjà quarante-trois ans !

Et là, je me suis aperçue que beaucoup d'histoires, de « bons mots », de dictons que j'avais appris en anglais avaient en fait été directement volés au kernewek... Et tout cela, au fur et à mesure que j'aggrandissais mon public, tout en devenant une professionnelle de la chanson, je le racontais : je parlais de notre histoire, j'expliquais notre langue, je chantais dans notre langue. Et, plus je devenais populaire, notamment chez les jeunes, plus cela faisait des adeptes, plus les gens décidaient d'apprendre le kernewek. En dix ans, la majorité des Cornouaillais sont redevenus fiers de leur identité et de leur langue. En dix ans, nous avons rattrapé deux siècles de silence. Il n'y a que les mauvais politiciens pour ne pas s'en être aperçus !

— Cette « révolution tranquille » (2), comment s'est-elle manifestée, comment se traduit-elle ?

— Il y a quinze ans, chez nous, la seule littérature consacrée aux Cornouailles était uniquement touristique. Aujourd'hui, un libraire spécialisé dans les parutions cornouaillaises peut vivre aisément ; Il paraît chaque année des dizaines de livres cornouaillais : des ouvrages de linguistique, d'histoire, d'ethnologie, des livres de contes, des recueils de chansons, des traités de numismatique, des études religieuses ou philosophiques, etc.

Officiellement, le kernewek est toujours interdit dans les écoles. En réalité, nombre de directeurs ont institué hors programme des cours de cornouaillais qui sont très suivis. La B.b.c. a fini par accepter un programme cornouaillais. J'ai obtenu de plusieurs directeurs de journaux que les fêtes soient désormais annoncées dans leurs colonnes en anglais et en cornouaillais. Dans ces fêtes, les vêtements traditionnels sont à nouveau à l'honneur.

La chanson et la danse ont repris une place considérable dans la vie cornouaillaise. Je ne suis déjà plus la seule à chanter en kernewek. Des jeunes sont allés rechercher les vieilles danses auprès des plus vieux Cornouaillais : c'est ainsi qu'une dizaine de troupes ont surgi à travers toutes les Cornouailles en quelques années. Et, ô révolution, on fête les grands Cornouaillais ; c'est le cas de l'inventeur de la première locomotive à vapeur britannique, qui était cornouaillais ; il était enterré anonymement, comme un pauvre, dans un petit coin de cimetière ; maintenant, il a sa « journée » annuelle, fêtée à travers tout le pays...

— Vous avez disposé de moyens financiers, de subventions de Londres pour « relancer » tout cela ?

— Pas du tout. Pas un penny. Mes seuls moyens ont été mon entêtement, ma patience et mon sourire. Vous savez, on obtient beaucoup par la séduction. Un proverbe cornouaillais dit : « Tu peux conduire le cheval à la rivière pour qu'il boive, tu ne peux pas le forcer à boire. » La coercition n'est jamais gagnante, la conviction oui. La persuasion peut passer par l'humour, par la drôlerie. Moi, je suis toujours arrivée plus facilement à mes fins en riant qu'en usant de violence, fût-elle seulement verbale. Je détesterais être dans une situation « à l'irlandaise ».

— Le but commun à tous les Irlandais, au-delà de toutes les déchirures et de toutes les violences actuelles, c'est la réunification de l'Irlande, la proclamation d'un Etat irlandais dont pas un morceau ne dépendrait de Londres. La renaissance culturelle des Cornouailles mène-t-elle au séparatisme ? Le rêve de chaque Cornouaillais est-il d'avoir un jour un passeport cornouaillais en lieu et place de leur actuel passeport britannique ?

— Honnêtement, je n'y crois pas. Je ne pense pas que des Cornouailles indépendantes seraient viables. Il faut voir les choses en face : économiquement, nos débouchés sont à l'échelle du Royaume-Uni ; statistiquement, c'est en Grande-Bretagne mais hors des Cornouailles que nos jeunes ont des chances de trouver du travail. Notre dernière ressource, je dirais même notre dernière chance, c'est le tourisme : or, la plupart des propriétaires de nos hôtels viennent de Londres ou de Birmingham, ils ne sont pas cornouaillais. Pas plus que ne sont cornouaillais les retraités de toute la Grande-Bretagne qui choisissent de finir leur vie chez nous. Je ne nous vois pas mettre une frontière, des douanes et des passeports entre ces gens qui nous permettent de survivre et nous...

Evidemment, je ne parle qu'en mon nom personnel. D'autres Cornouaillais sont peut-être plus radicaux que moi. Mais, franchement, je n'en ai pas rencontré beaucoup... Non, je crois que l'essentiel a été sauvé : nous étions morts, nous n'existions plus, nous avons récupéré notre histoire, notre langue, nos légendes, nos chants, bref notre identité et notre dignité. C'est déjà beaucoup. Je souhaite cette résurrection à toutes les cultures, à tous les peuples. Notre aventure devrait donner espoir à tous et convaincre les hommes politiques : en Europe, dès maintenant, toutes les cultures, même minoritaires, doivent pouvoir vivre. Et ailleurs aussi, ensuite. C'est en ne respectant pas les cultures devenues minoritaires que l'on provoque des guerres d'Irlande.

— Que sera l'avenir des Cornouaillais, même sans passeport rédigé en kernewek ?

— Comme la mer, nous continuerons à battre les rochers...

---

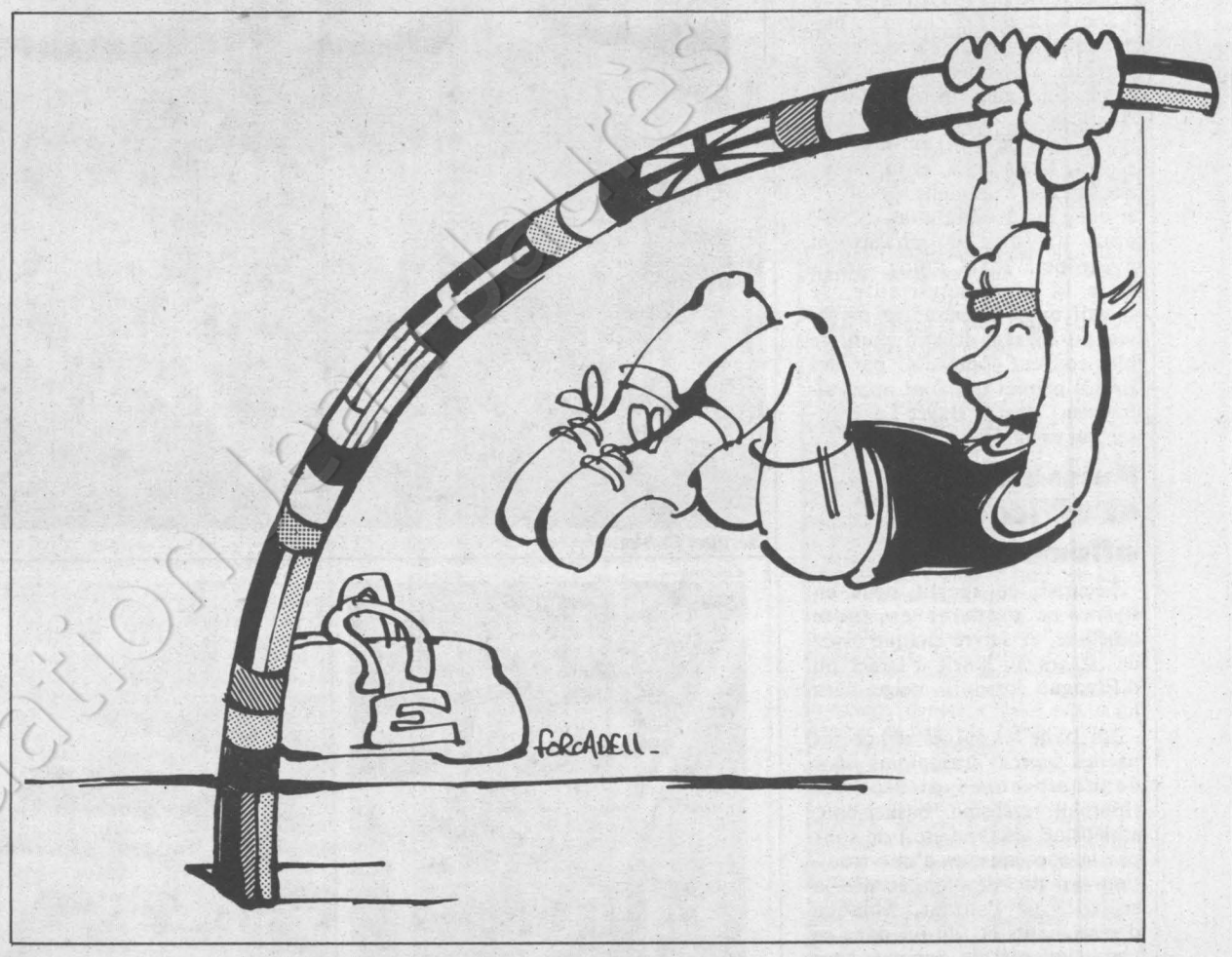
(1) Discographie française de Brenda Wootton : « Lyonesse » (R.c.a. PL 37656) ; « Deux Noëls cornouaillais » (R.c.a. PL 61264) ; « My land » (R.c.a. PL 70234).

(2) Expression désignant la période historique, où, pacifiquement, démocratiquement, le « Canada français » est devenu le Québec.

LE SPORT EN EUROPE

LA TETE, LES JAMBES ET L'ARGENT

Sport scolaire intense en R.f.a. et en Grande-Bretagne, concours de pronostics et sponsors en Italie, les pratiques sportives diffèrent d'un pays à l'autre. Handicapée par un lourd héritage de laxisme, la France peut désormais repartir d'un bon pied grâce à la loi Avice. Il était temps ...



PAR PHILIPPE MAQUAT

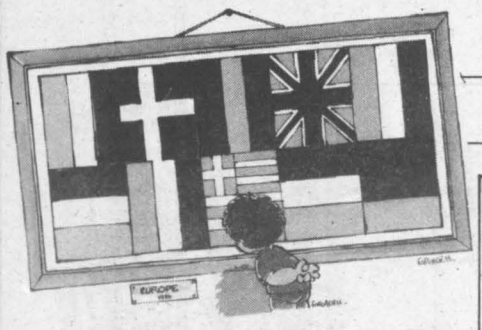
ET l'Europe du sport direz-vous ? On en parle peu c'est un fait ; elle reste à faire, c'est certain. Car si, à des titres divers, le sport fait désormais la « une » régulière de l'actualité, il n'existe pas encore de politique européenne de l'éducation physique et du sport digne de ce nom. En dépit de la constitution d'une équipe d'Europe, de temps à autre, et notamment à l'occasion de la Coupe du monde d'athlétisme organisée tous les quatre ans ; en dépit d'échanges plus ou moins réguliers d'idées et de compétences techniques entre entraîneurs, dirigeants, sportifs voire ministres du Vieux continent, l'Europe du sport n'existe pas encore. La meilleure preuve nous est fournie par l'incohérence régnant au niveau des systèmes européens d'enseignement de l'éducation physique à l'école. Soit la base de la pyramide.

Souvent cité en exemple le système britannique repose sur un principe très simple : pas d'éducation complète si le corps en est exclu. Si bien que jusqu'à l'université les professeurs britanniques enseignent sans complexe et le plus naturellement du monde à leurs élèves une activité intellectuelle et une activité physique à l'occasion d'une journée qui commence par les études, se poursuit par l'éducation physique et libère tout son monde vers 15 heures. Cela laisse aux plus sportifs des élèves britanniques la possibilité de rejoindre leurs clubs afin de se consacrer à la spécialité de leur choix et, qui sait, courir sur les traces de Sébastien Coe ou Steve Ovett. Alors pourront-ils recevoir l'aide de mécènes privés, car le sport britannique est très indépendant de ses gouvernants.

Mais, qu'on se le dise, le principe de la journée continue est aussi en vigueur en Allemagne fédérale, où un système complet et original d'enseignement des activités physiques a, par ailleurs, été mis en place. Système qu'une délégation de dirigeants ouest-allemands, récemment invités par la Fédération française d'athlétisme, a fait découvrir à leurs homologues français. Car si journée continue jusqu'à 15 heures et bivalence des enseignants existent également outre-Rhin, l'originalité apparaît au niveau du secondaire. A ce stade le jeune enseignant, alors en pleine possession de ses moyens physiques consacrera 75 % de son temps à l'enseignement de l'éducation physique et le reste à l'enseignement d'une matière intellectuelle. Puis l'âge aidant, le pourcentage s'équilibrera pour s'inverser complètement en fin de carrière du professeur. Précaire avant guerre et même jusqu'au début des années soixante, l'éducation physique fait désormais partie intégrante des programmes scolaires ouest-allemands, y compris au niveau des notes sur les bulletins scolaires et à celui des examens terminaux. Il est, en outre, obligatoire, à raison de deux heures par semaine dans les écoles professionnelles. Mais l'Allemagne fédérale veut aller plus loin encore et va créer, de la 7e à la 13e année, en plus des cours obligatoires, des groupes spécialisés en fonction des préférences sportives de l'élève. Après cela, étonnez-vous si la R.f.a. est championne d'Europe et vice-championne du monde en football. Et si elle brille dans la plupart des grandes disciplines olympiques (athlétisme, natation, escrime etc.), soutenue en cela par un N.o.k. (comité olympique) puissant et ne regroupant que les fédérations olympiques, à la différence du C.n.o.s.f. français.

Pourtant, il n'existe pas de ministre des Sports en Allemagne fédérale. Mais ce pays de 60 millions d'habitants, très décentralisé, est divisé en 11 Länder qui bénéficient d'une grande autonomie et de pouvoirs très étendu en matière de finances, et d'éducation notamment. En conséquence chaque Land, qui constitue un Etat dans l'Etat, peut décider de la

(suite en page 20)



(suite de la page 19)

création d'un ministère des Sports ad hoc. C'est aussi de cette décentralisation très poussée que le sport ouest-allemand tire sa puissance et son efficacité.

Avec 53 000 clubs, comptant 17 millions de membres, la R.f.a. en outre est un pays où la vie associative est intense. Du reste pour pratiquer un sport, même au plus haut niveau, une simple carte d'adhérent au club suffit car la licence française n'existe pas outre-Rhin. Véritable institution, le club favorise l'épanouissement, la carrière, voire la reconversion comme cadre technique, du sportif ouest-allemand qui reçoit deux sortes d'aides. D'abord celle provenant d'une fondation alimentée par des dons privés, « Sporthilfe », l'équivalent du « Sports and Fondation » britannique dont le rôle est comparable. Le « Sporthilfe » dispense une aide médicale (très rigoureuse), sociale, pratique (matériel, déplacement) au sportif, le conseille, et lui alloue une bourse mensuelle de 700 F et des primes de résultats (7 000 pour un titre de champion d'Europe). Mais l'aide financière la plus importante, le sportif ouest-allemand la percevra au niveau de son club, le plus souvent sponsorisé par des firmes privées qui font apparaître leur nom : Bayer-Leverkusen par exemple.

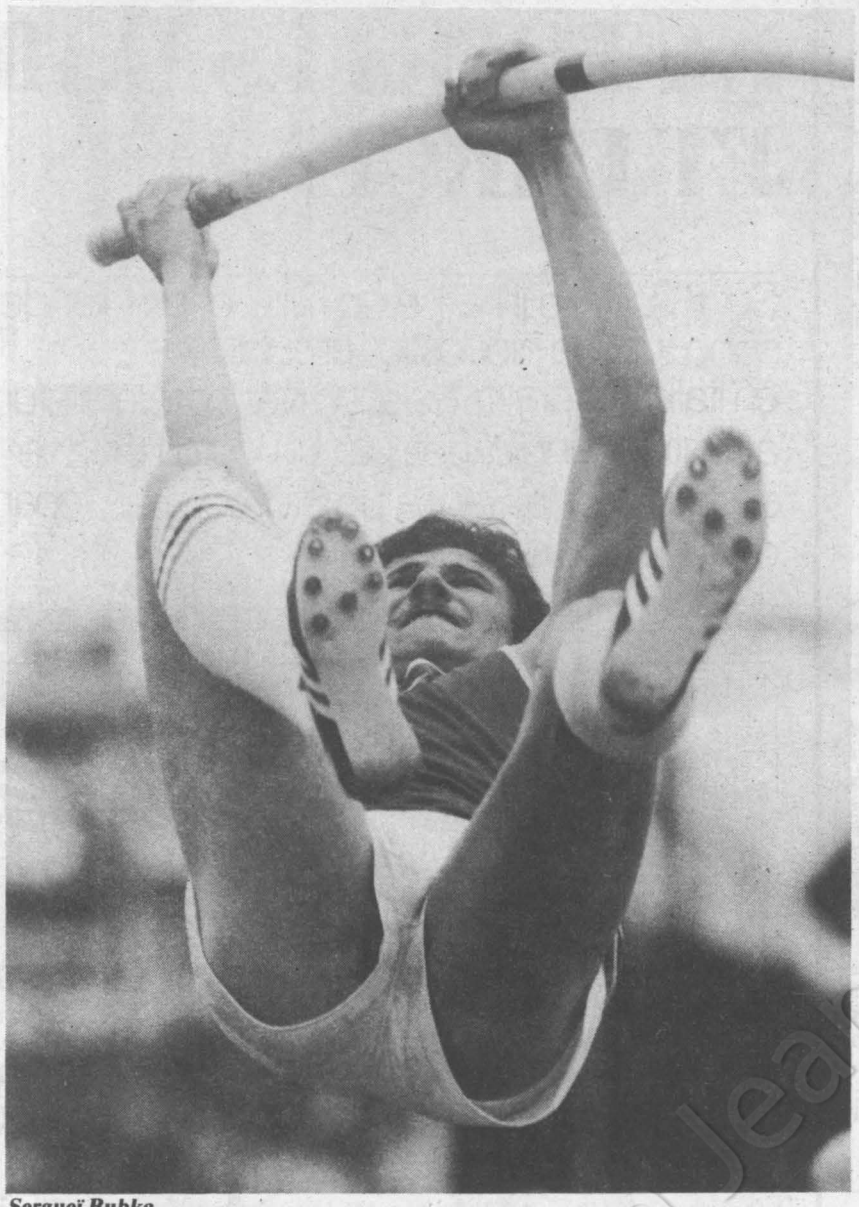
Puissance et efficacité allemande

Sécurisé, le sportif peut en R.f.a. se préparer en toute quiétude, et suivre chaque hiver des stages au soleil d'Israël ou d'Espagne lorsqu'il neige chez lui.

En Italie les succès remportés par les sportifs transalpins dans de nombreuses disciplines (football, cyclisme, basket-ball, athlétisme, escrime etc.) ne sont pas la conséquence d'une tradition sportive développée dès la scolarité de l'enfant. Manque d'enseignants et, dit-on dans ce pays, volonté de rompre avec une politique peu glorieuse d'encadrement de la jeunesse dès l'école, que connut l'Italie des années sombres. Guère plus de deux à trois heures hebdomadaires d'éducation physique à l'école donc, mais, en revanche, organisation en dehors de l'école d'une manifestation annuelle imposante : les Jeux de la Jeunesse. Chaque année ces

EST : UN SYSTEME SANS FAILLE

Gamma



Sergueï Bubka.

***AVANT 1952** les titres et médailles remportés par les athlètes du monde occidental suscitaient une admiration tout à fait légitime. Et méritée. Puis, à partir de 1952 — année du retour de l'Union soviétique sur la scène olympique — commença l'ère de la suspicion envers les lauriers glanés par les sportifs des pays de l'Est. Jolie dauphine américaine contre géante moustachue de R.d.a. ! Ou quelque chose dans le genre.*

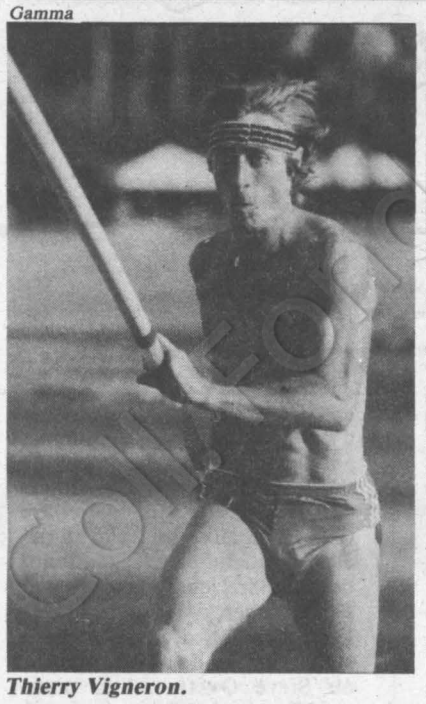
Plus gênant d'expliquer, dans la presse de droite notamment, que la pratique sportive figure dans la Constitution soviétique (article 41) et dans celle de la R.d.a. (article 18) et qu'elle est présente dans ces deux pays à tous les niveaux d'âge et à toutes les strates de la population, selon les possibilités de chacun. A l'Est cette pratique est même préscolaire, puisqu'elle débute dès le jardin d'enfants sous la responsabilité d'éducateurs spécialisés. A raison de deux séances par semaine, elle se poursuit au niveau du primaire et prend, ensuite, pour les plus doués détectés, au cours des Spartakiades (épreuves de masse régionales puis nationales), le chemin des écoles de sport créées au niveau du secondaire. Ecoles (où officient des professeurs spécialisés) que l'on retrouve à l'université sous le nom d'Instituts. Au stade universitaire le champion ou la championne harmonise alors son programme d'études avec la longueur présumée de sa carrière sportive. Une facilité dont profite largement Marita Koch, la célèbre sprinteuse est-allemande, qui accomplit une prodigieuse carrière d'athlète, tout en suivant à Rostock des études de médecine apparemment aussi brillantes.

Le cas de cette athlète est-allemande est mis en avant d'autant plus souvent qu'à 12 ans Marita Koch, fragile et frêle, se trouvait à la merci du moindre excès de fatigue. Handicap qu'un entraînement musculaire adapté doublé d'un suivi médical efficace a vite éliminé. En Union soviétique, il existe 23 Instituts des sports répartis sur tout le territoire. Sergueï Bubka (20 ans) qui a battu le record du monde du saut à la perche (5,88 m), pour la deuxième fois en huit jours, samedi dernier à Saint-Denis dans la banlieue parisienne, est étudiant en 1re année à l'Institut de Kiev en Ukraine. Quant à son compatriote Vladimir Poliakof (24 ans), ancien recordman du monde, et présent, lui aussi, à Saint-Denis, il est en 4e année à l'Institut des sports de Moscou, le plus important de tout le pays avec ses 500 élèves répartis en sept facultés.

Un système sans faille qui n'abandonne pas le sportif à la fin de ses études. Les clubs corporatifs — Lokomotiv pour tout ce qui touche aux transports ; Dynamo pour ce qui englobe l'énergie etc. — prennent alors le relai.

Un système qui privilégie autant les muscles que le cerveau, qui autorise la promotion sociale du sportif de haut niveau et élimine en conséquence tout retard intellectuel ou physique chez le champion. Mais, hélas, un système dont l'efficacité ne pourra, une fois de plus, être vérifiée, à l'occasion des prochains jeux Olympiques.

Gamma



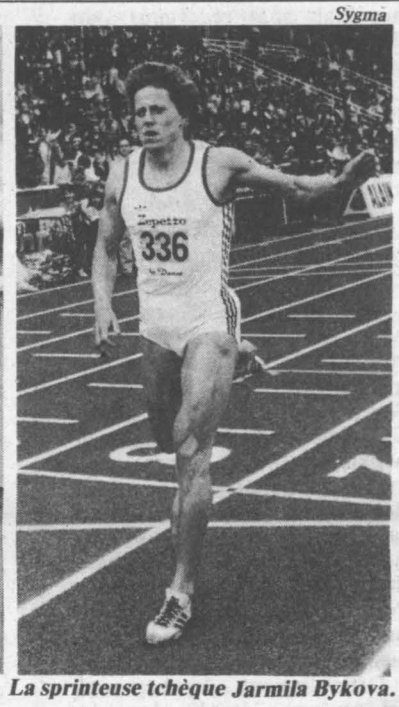
Thierry Vigneron.

A.f.p.



Maryse Ewange-Epée

Sygma



La sprinteuse tchèque Jarmila Bykova.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

jeux passent en revue 3 millions de jeunes transalpins et permettent de détecter les meilleurs espoirs dans chaque discipline.

A défaut de posséder un système éducatif exemplaire au niveau de l'éducation physique, l'Italie du sport possède un autre atout de premier ordre : l'aisance financière. Celle que procure au sport transalpin les recettes des concours de pronostics sur les matchs de football, le fameux « Toto-Calcio ». Alimenté par des recettes propres, et par le « Toto-Calcio » (à raison d'environ 30 p. 100 des mises totales), le surpuissant C.o.n.i. (Comité olympique italien) répartit ensuite cet argent entre les fédérations olympiques et alloue des subventions spéciales et des aides personnalisées aux athlètes au moment de la préparation des grands rendez-vous.

En outre, comme en Allemagne fédérale, les grands clubs italiens sont étroitement dépendants de firmes privées qui les subventionnent et établissent en faveur des athlètes de véritables plan de carrière avec aide financière, bien sûr, et possibilités de reconversion.

Un immense progrès

Ainsi le célèbre sprinter Pietro Mennea, champion olympique sur 200 m en 1980 et recordman du monde de la distance fut-il, durant une bonne partie de sa carrière, sous contrat avec Fiat. Aussi courir avec le dossard Iveco sur la poitrine n'altéra-t-il en rien sa pointe de vitesse et lui rapporta au contraire des sommes très, très coquettes.

Avec une assise scolaire qui fait figure de parente pauvre par rapport à l'Allemagne ou l'Angleterre, sans concours de pronostics sur les matches de football, comme en Italie ; peu soutenu par le secteur privé, le sport français supporte donc un triple handicap. Dans ces conditions il ne sera pas aisé de rattraper le retard accumulé par les gouvernements précédents. L'héritage est lourd. Quant à l'espoir il vient de la loi sur le sport proposée par Edwige Avice et votée successivement par le Sénat puis l'Assemblée nationale voici peu.

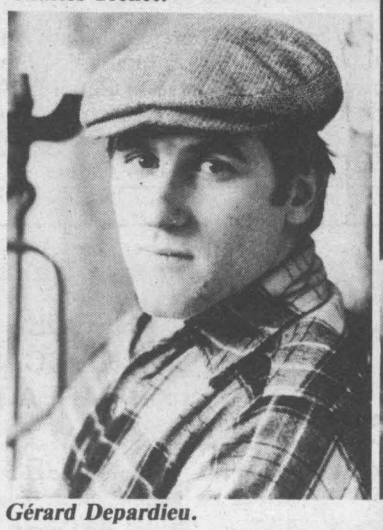
Rappelons en effet que six articles de cette loi sont consacrés au cas des sportifs de haut niveau dont le nom figurera sur une liste proposée au ministère par une commission spéciale. Cela vaudra à ces jeunes sportifs d'obtenir de leur établissement scolaire ou universitaire un étalement des études, et, dans certains cas un accès facilité à l'université afin d'y suivre un enseignement de formation ou de perfectionnement. Un immense progrès ! Reste donc à trouver le milliard qui, selon le Comité olympique français (C.n.o.s.f.), manque à notre pays pour pratiquer une politique sportive ambitieuse et pour doubler les aides personnalisées aux 1 250 athlètes français qui perçoivent actuellement une bourse de l'Etat.

Loto-sportif ? Concours de pronostics sur les matches de football ? Augmentation des prélèvements sur le Loto et le P.m.u. ? Le C.n.o.s.f. est favorable à toutes ces solutions que la perspective de l'organisation des jeux Olympiques de 1992 — officiellement réaffirmée par François Mitterrand vendredi dernier à la Sorbonne — pourraient hâter. Reste encore à attendre une aide plus dynamique d'un secteur privé bien timoré. Quant aux cinq heures hebdomadaires pour tous à l'école, voire l'instauration de la journée continue... c'est un autre problème !

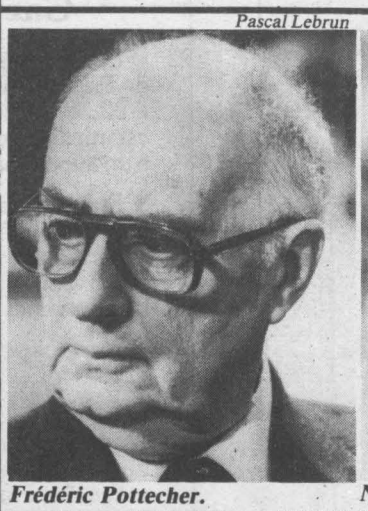


A.f.p.

Charles Trénet.

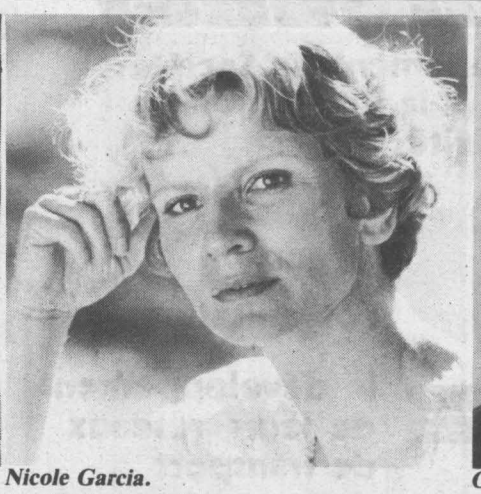


Gérard Depardieu.

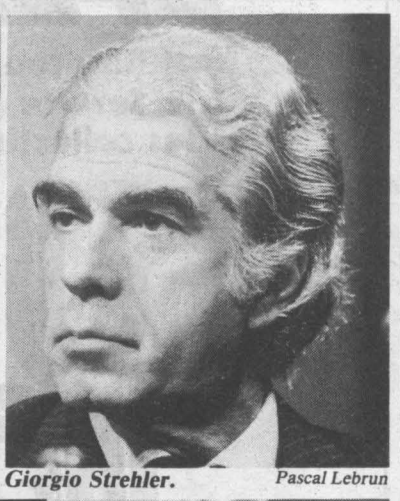


Pascal Lebrun

Frédéric Pottecher.



Nicole Garcia.



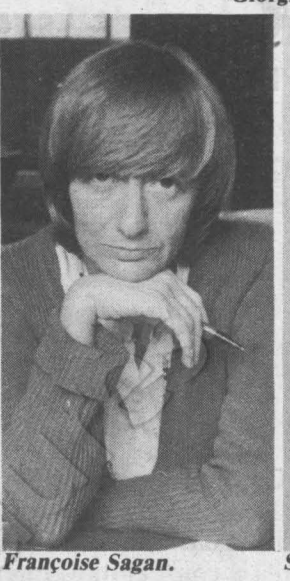
Giorgio Strehler. Pascal Lebrun



Richard Bohringer.



Bernand *Brigitte Fossey.*



Gamma *Françoise Sagan.*



Simone de Beauvoir. Gamma

LE 17 JUIN POUR L'EUROPE AVEC JOSPIN

Sophie AGACINSKY, comédienne • Claude ALLEGRE, universitaire • René ALLIO, cinéaste • Jean-Marie AMARTIN, secrétaire général de théâtre • Bernadette AMBERT, agricultrice syndicaliste • Charles ANCIER, avocat • Max ANDREIS, agriculteur syndicaliste • Jean-Paul ARON, écrivain • Roger ASCOT, écrivain • Stéphane AUDRAN, comédienne • Colette AUDRY, écrivain • Philippe AVRON, comédien • Claude BABIN, universitaire • Elisabeth BADINTER, écrivain • Rachid BARI, chanteur • Georges BALANDIER, sociologue • Daniel BANCEL, universitaire • Henri BARON, membre du conseil économique et social pays de Loire • Claude BARBEROUSSE, responsable associatif • Igor BARRERE, réalisateur de télévision • Jean-Louis BARTH, éducation surveillée • Denis BARTHELEMY, magistrat • Dominique BARTHELEMY • Hervé BAZIN, écrivain • Simone de BEAUVOIR, écrivain • M.J. BEGASSAT, président d'association • Henri BEHAR, universitaire • Guy BELFOND, producteur cinéma • Robert BELLET, réalisateur de télévision • André BENCHETRIT, avocat • Robert BENOIT, comédien • Michel BERNARD, champion d'athlétisme • Robert BERNARD, militant associatif • Michel BEROFF, pianiste • Yves BERTRAND, syndicaliste • Nella BIELSKI, écrivain • Marcel BILL, dessinateur de bandes dessinées • Colette BISMUTH, magistrat • Michel BLUM, avocat • Daniel BODIOT, universitaire • Faraone BOGAZZI, architecte urbaniste • Yves BOISSET, cinéaste • Hervé BONASSE, administrateur de théâtre • René BONETTI, syndicaliste membre du comité économique et social européen • Philippe BORDIER, réalisateur de télévision • Richard BORHINGER comédien • Jacques BORZEIX, universitaire • Paul BOUCHET, avocat • Patrick BOURGEOIS, directeur de théâtre • Jean-Jacques BOUSSENART, champion de France d'athlétisme • Elie BOUSSEYROL, agriculteur syndicaliste • Charles BRABANT, réalisateur de télévision • Pierre BRAUNBERGER, producteur cinéma • Jean-Michel BRAUNCHWEIG, avocat • Robert BRECHON, écrivain • Breyten BREYTENVACH, poète • Serge BRINDEAU, écrivain • Françoise BRION, comédienne • Gilberte PIERRE BROSSOLETTE • André BURGUIERE, sociologue • Renaud CAMUS, écrivain • Ange CASTA, réalisateur de télévision • Roland CASTRO, architecte • José CECARELLI, syndicaliste • Claude CHABROL, cinéaste • Jean-Pierre CHANGEUX, scientifique • Jean-Michel CHARBONNEL, marathonien • François CHARDEAUX, cinéaste • E. CHARDONNET • Edmonde CHARLES-ROUX, écrivain • Pierre CHARLOT, écrivain • Jacques CHASSIGNEUX, plasticien • François CHATELET, philosophe • Marcel CHAUVENET, graveur • Maurice CHAVARDES, écrivain • Jean CHERASSE, cinéaste • Guy CHEYNOL, universitaire • Marie-José CHOMBART DE LAUWE, maître de recherches au CNRS • Pierre-Henry CHOMBART DE LAUWE, écrivain sociologue • Henry CLAIR, écrivain • Serge COCHE, avocat • François COLCOMBET, magistrat • Jean-Marie GOLDEFY, réalisateur de télévision • Pia COLOMBO, chanteuse • François COLSON, chercheur INRA • Claude CONFORTES, cinéaste • Jean CORNEC, avocat • Costa GAVRAS, cinéaste • COSTANZA, artiste plasticien • François COURSIN, responsable associatif • Léonardo CREMONINI, artiste plasticien • Henri CUECO, plasticien • Antoine CULIOLI, universitaire • Claude DAMERY, architecte • Jean DANET, metteur en scène • Evelyne DASSAS, comédienne • Georges DAUPHIN, syndicaliste agricole • Jean-Claude DAUPHIN, comédien • Gerges DAVEZAC, militant associatif • Régine DEFORGES, auteur éditeur • France DELAHALLE, comédienne • Jean-Claude DELARUE, secrétaire général Alliance écologique, conseiller économique et social • Rémy DELL'VALLE, peintre • Marc DELOCQUE FOURCAUD, scénariste • Danielle DELORME, comédienne • André DELUCHAT, syndicaliste • Michel DEMAZURE, professeur de polytechnique • Jacques DEMY, cinéaste • Gérard DEPARDIEU, comédien • Catherine DERAIN, auteur • Michel DER ANDREASSIAN, plasticien • Pierre DESVALLOIS, syndicaliste • Albert DETRAZ, ancien responsable syndical national • Philippe DEVISME, président Alliance écologique • François DONZEL, syndicaliste • Jacques DOUCET, peintre • Yves DOUCHIN, éducation surveillée • Mard DREYFUS, magistrat • Philippe DRUILLET, dessinateur de bandes dessinées • Marie DUBOIS, comédienne • Antoine DUHAMEL, compositeur • Pierre DUMAYET, réalisateur de télévision • Jean DUMINU, architecte • Geneviève DUMONT, artiste plasticien • Jean-Michel DUPLAA, responsable associatif • Claude DUPUY, universitaire • Jocelyne DURBAN, responsable associatif • Professeur Jean DURUP, directeur d'UER • Maurice DUVERGER, universitaire • Jean DUVIGNAUD, écrivain • Jean ELLEINSTEIN, historien • Gilbert ESTEVE, magistrat • Miguel ANGEL ESTRELLA, pianiste, prix novel de la Paix • Claire ETCHERELLI, écrivain • Danièle EVENOU, comédienne • Claude EVRARD, comédien • Bernard FAIVRE D'ARCIER, directeur du festival d'Avignon • Jean-Paul FARE, comédien • Jean-Pierre FAYE, écrivain • Jean GERIGNAC, ancien international de hand-ball • Michel FERIGNAC, conseiller de Paris • Anouk FERJAC, comédienne • Dominique FERNANDEZ, écrivain • Jean-Paul FERRAND, responsable associatif • Luc FERRARI, compositeur • Martine FERRIERE, comédienne • Jean FERT, agriculteur syndicaliste • Jean-Jacques FOL, universitaire • Jacques FONTAINE, universitaire • Richard FONTANA, comédien • Elizabeth DE FONTENAY, écrivain • Michèle FORGEOIS, plasticienne • Brigitte FOSSEY, comédienne • Jean-Claude FOUQUE, magistrat • Cécile FRAENKEL, administratrice opéra Bastille • Dominique FRANÇOIS, professeur école centrale • Jocelyne FRANÇOIS, écrivain • Henri GAILLAC, magistrat • Jack GAJOS, directeur de cinéma • Nicole GARCIA , comédienne • Gérard GAUME, syndicaliste • Daniel GELIN, comédien • Roger EDGAR GILLET, peintre • Thérèse GILLET, décoratrice • Maurice GODELIER, directeur scientifique CNRS • Annie GOETZINGUER, dessinatrice de bandes dessinées • Michel GOND, syndicaliste • Esther GORBATO, peintre • GOTLIEB, dessinateur de bandes dessinées • Christine GOUZE-REYNAL, productrice de cinéma • Alain GOZE, responsable associatif • François GROS, professeur collège de France, membre de l'académie des sciences • Benoite GROULT, écrivain • Félix GUATTARI, écrivain • Jean GUEFFIER, militant associatif • Jacques GUENEE, militant associatif • Olivier GUERIN, magistrat • Anthon GUIBE, plasticien • Jean GUIDONI, chanteur • Etienne GUYON, universitaire • Jean-Yves HALIMI, avocat • Roger HANIN, comédien • Henri HEINEMANN, écrivain • Pierre JAKEZ-ELIAS, écrivain • Claude HELLFER, pianiste • Georges HERBERT, directeur de théâtre • Laurent HEYNEMANN, cinéaste • André HODEIR, compositeur • Jules HOREAU, agriculteur syndicaliste • Paco IBANEZ, chanteur • Roger IBANEZ, comédien • Roger IKOR, écrivain • Christian IVALDI, pianiste • Pierre JAISSON, universitaire • André JEANSON, syndicaliste • Louis JOINET, magistrat • Betsy JOLAS, musicienne • Pierre JOLIOT, professeur au collège de France, membre de l'Académie des sciences • Charles-André JULIEN, historien • Robert JUVIN, plasticien • Pierre KAST, cinéaste • Jean KEHAYAN, écrivain • Nina KEHAYAN, écrivain • Jean KERCHBRON, réalisateur de télévision • Roland KESSOU, magistrat • Henri KORN, directeur de recherche à l'INSERN • François KOURILSKY, directeur de recherche à l'INSERN • Dominique LABBE, avocat • LABERTHONNIERE, architecte • Henri LABORIT, chercheur • Gilles LACAN, magistrat • Jean LACOUTURE, écrivain • J. LADSOUS • Jeanne LAFITTE, éditeur • Valérie LAGRANGE, chanteuse • Jean-Yves LAMOUCHE, architecte • Claude LANZMANN, écrivain • Catherine LARA, chanteuse • Michel LASSERRE, militant syndicaliste, associatif • M. LAZIC, responsable d'association de défense de l'environnement • Jean-Jacques LEBEL, écrivain • Félix LEBRETON, syndicaliste agricole • Michel LECUREUIL, universitaire • Jacques LE GOFF, historien • Gérard LEGRAND, écrivain • Pierre LEHMAN, directeur scientifique CNRS • Francis LEMARQUE, chanteur • LEPOSC, sculpteur • James LEQUEUX, astronome • Didier LEVALLET, musicien • Gilbert LEVY, avocat • Jean-Paul LEVY, avocat • Bernard LOCCA, dessinateur • Claude LONGEON, universitaire • LOS MACHUCAMBOS, chanteurs chiliens • Philippe LUCAS, universitaire • Antonietta Maria MACCIOCHI, écrivain philosophe • Colette MAGNY, chanteuse • Joël MAHE, universitaire • Françoise MALLET-JORIS, écrivain • George MAMY, journaliste • Etienne MANACH • Michèle MANCEAUX, écrivaine • Claude MANCERON, écrivain • James MARANGE, syndicaliste • Herbert MARCOVITCH, universitaire • Mario MARCOZ, militante associative • Bruno MARCUS, avocat • Michel MARCUS, magistrat • Jean-Pierre MARTINEZ, directeur à l'administration pénitenciaire • Jean-Louis MAUBANT, directeur de musée • Marie MAURON, écrivain • Albert MEMMI, écrivain • Marthe MERCADIER, comédienne • Armand MESTRAL, chanteur • Fernand MEURISSE, syndicaliste • Michel MITRANI, cinéaste • Frédéric MITTERRAND, cinéaste • Pierre MOINOT, membre de l'académie française • Claude MOLLET, agriculteur • Edgard MORIN, philosophe • Bernard MOROT-GAUDRY, plasticien • Marchel MOUSSY, auteur • Yves NAVARRE, écrivain • Maurice NIVAT, universitaire • Henri NOGUERES, avocat • Hubert NYSSEN, éditeur • Bulle OGIER, comédienne • Yves OLIVIER, agriculteur • Marcel OPHULS, cinéaste • Eric ORSENNA, écrivain • Pascal ORY, écrivain • Roger PARIS, universitaire • Hélène PARMELIN, écrivain • Dominique PARRENIN, agriculteur syndicaliste • Jean-Claude PATRICE, producteur • Jean-Claude PECKER, professeur au collège de France, membre de l'académie des sciences • Jérôme PEIGNOT, écrivain • René PELLAT, directeur de recherche CNRS • Béniro PELLEGRIN, écrivain • Michel PERENNES, syndicaliste • Francis PERRIN, scientifique • Yannick PHILOUSE, réalisatrice de télévision • Anne PHILIPE, écrivain • Michel PICCOLI, comédien • Yvonne PIERRE-ROCHEZ, écrivain • Edouard PIGNON, peintre • Dr Jacques PILLOT, chef de laboratoire • Jean-Paul POIRIER, physicien • Frédéric POTTECHER, journaliste • Suzanne PROU, écrivain • Anna PRUCNAL, chanteuse • Claude PUYLAGARDE, avocat • Guy RAFFI, responsable associatif • Alain RAILLARD, responsable associatif • Michel RATTE, agriculteur syndicaliste • Yves RAYNOUARD, responsable associatif • Chantal RAYSOLER, plasticienne • Guy REIBEL, compositeur • Jean-Marie RELANGE, plasticien • Denise RENE, directrice de galerie • François RETOURNE, avocat • Catherine RIBEIRO, chanteuse • Jean RIBOUD, chef d'entreprise • Serge RICHARD, journaliste • Jean RIGAUX, chansonnier • Martin ROBAIN, architecte • Yves ROBERT, cinéaste • Philippe ROBRIEUX, historien• Christian ROSTOKER, avocat • Jacques ROUGEMONT, peintre • Serge ROUSSEAU, agent d'artiste • France ROUSSELLE, comédienne • Catherine ROUVEL, comédienne • Claudine ROYER, magistrat • Michel ROYER, universitaire • François RUYVIDAL, concepteur d'édition • Françoise SAGAN, écrivain • SAINT-GENIER, entraîneur sportif • Catherine SAUVAGE, chanteuse • Evry SCHATZMAN, directeur de recherche CNRS • Laurent SCHWARTZ, membre de l'académie des sciences • Jorge SEMPRUN, écrivain • Théo SIEGLER, syndicaliste, conseil économique et social Alsace • Jacques SOPPELSA, universitaire • isabelle SORDES, avocat • Giorgio STREHLER, metteur en scène • Anne SYLVESTRE, chanteuse • Bernard TAVERNIER, cinéaste • jean-Marc THIBAULT, comédien • Michel THIERCELIN, coopérateur • Yves THOMAS, directeur de galerie d'art • Gérard TRAINOIR, responsable associatif • Charles TRENET, chanteur • Etienne TROCME, universitaire • Roger VALETTE, agriculteur syndicaliste • Anne VALENTINI, magistrat • Agnès VARDA, cinéaste • Robert VERDIER, ancien député • Pierre VINCENT, vulcanologue • Paul VIGNAUD, directeur d'étude de l'école pratique des hautes études • Juliette VINCENT, agricultrice syndicaliste • Henri VION, syndicaliste agricole • Henri VIRLOJEUX, comédien • Pierre VITOUX, universitaire • Lionel VUILLEMIN, architecte • Michel WEISZ, ingénieur commissariat à l'énergie atomique • Max WELZER, responsable associatif.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

BANQUE HERVET

PLACEMENT ASSOCIATIF

Pour aider les Organismes bénéficiant du régime fiscal des Associations sans but lucratif à gérer leur trésorerie, la BANQUE HERVET propose PLACEMENT ASSOCIATIF, un Fonds Commun de Placement de court et moyen terme.

PLACEMENT ASSOCIATIF permettra aux Associations de bénéficier des meilleurs taux de rémunération offerts par le marché des obligations françaises et d'une gestion de portefeuille adaptée aux caractères spécifiques de leur fiscalité.

Pour tout renseignement complémentaire appeler au 758.94.00
M. Olivier DOIGNON - Direction Financière
BANQUE HERVET, 127, av. Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly

Caisse Nationale de l'Energie

Gaz de France - Obligations 6,25 % 1967

Les intérêts courus du 10 juin 1983 au 9 juin 1984 sur les obligations Gaz de France 6,25 % 1967 seront payables, à partir du 10 juin 1984, à raison de F 22,50 par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon N° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 2,50 (montant global : F 25,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 3,74 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984, soit F 0,25 faisant ressortir un net de F 18,51. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « C », « B » et « D » sont respectivement remboursables depuis les 10 juin 1971, 1976 et 1981.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux Caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perception) à la Caisse Nationale de l'Energie à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

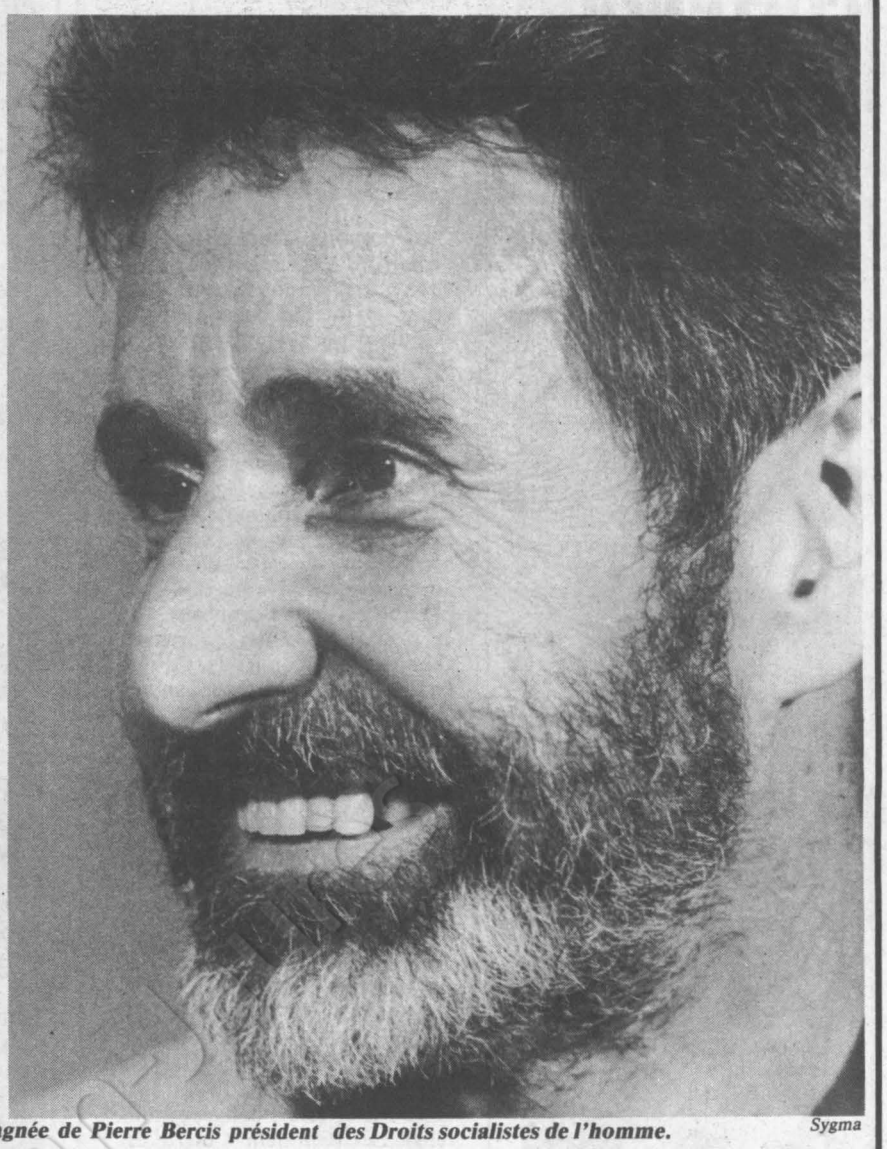
Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39

UN INEDIT DE BREYTEN BREYTENBACH

A.f.p.





Breyten Breytenbach recevant le prix des Droits de l'homme des mains de Danielle Mitterrand accompagnée de Pierre Bercis président des Droits socialistes de l'homme. Sygma

Note sur la relation entre le détenu et l'interrogateur

LE grand poète sud-africain auteur de « Mouroir » et de « Confession d'un terroriste albinos » (Stock), récemment couronné du prix des Droits de l'homme décerné par les Droits socialistes de l'homme et signataire de la liste de soutien à Lionel Jospin, nous a fait parvenir un texte inédit. Au moment où Pietr Botha, Premier ministre de l'apartheid, tente de se fabriquer une légitimité et une honorabilité en Europe, il était bon qu'une victime de la violence de l'Etat sud-africain rappelle avec le talent de l'artiste, ce qu'est la réalité du totalitarisme.

LE détenu et l'interrogateur savent tous deux obscurément qu'il existe dans leur relation une part de rituel, un rituel qui est aussi ancien que l'histoire des rapports humains. Peut-être parce que, dans une forme spécifique de pouvoir, les gens se conduisent de la même façon. Il y a des réactions prévisibles aux conditions objectives. Les besoins, les gestes et les effets de la relation semblent être permanents : il y a la lutte pour la domination — obliger l'autre à faire ce que vous voulez qu'il fasse (pour l'interrogateur cela est justifié par son travail même) ; il y a la volonté de détruire — parce que les forces qui s'opposent sont irréconciliables, ou à cause de la curiosité pathologique de l'homme pour le meurtre, pour changer définitivement, ou juste « pour voir », ou parce que le démantèlement a révélé un *vis-à-vis*, un alter ego, l'image d'un miroir, ou simplement la misérable condition humaine d'un tas de chair et de merde qui est insupportable et dont on doit se débarrasser ; ainsi, il y a déjà la tendance à s'identifier avec l'autre (et les rôles peuvent s'inverser) et le désir aveugle de trouver à tout prix une solution aux contradictions irréductibles — précisément parce que vous ne pouvez accepter l'image qui se révèle à vous, ni la certitude que jamais les deux ne se rencontreront.

Et pourtant cette zone crépusculaire dans laquelle on secoue ou dans laquelle on est secoué, en fonction des rôles distribués à l'avance, cette danse macabre, ce jeu mortel (parce qu'il y a des éléments de jeu) ne doit pas dissimuler le fait que la situation, la démarche et les règles sont toujours personnalisées et localisées et, qu'en aucune façon les joueurs ne peuvent être dégagés de leurs responsabilités. Savoir que toute rencontre humaine a toujours été entachée de ce face-à-face destructeur et autodestructeur n'en retire absolument pas l'horreur.

Il faut répéter que le phénomène n'est pas spécifique à certains pays, à certaines cultures ou certains systèmes politiques — l'Afrique le connaît, mais vous le trouverez aussi au Chili, au Viêt-nam, en Italie, en Russie et en Irlande du Nord : partout où il y a des dissidents politiques et des « terroristes ». Le procédé — employé au nom de la « sécurité » — qui implique la destruction mutuelle de la dignité humaine, semble faire partie intégrante des méthodes de la plupart des polices et des organismes spécialisés. Ceux qui sont vraiment puissants ne rejettent cette éthique des bas-fonds que du bout des lèvres : les compromis et la corruption conduisent *de facto* à l'indulgence. C'est comme s'ils voulaient dire : « De quel droit faites-vous appel à la pureté quand *nous* avons été obligés de nous salir les mains ! La vie n'est pas une rose ! » En outre, il semblerait qu'aucune religion, aucune morale publique ne soit assez forte pour déraciner ou simplement contenir l'habitude. Sa virulence n'a rien à voir avec l'arriération ou l'ignorance ; les technologies les plus avancées ont simplement apporté une plus grande complexité aux méthodes utilisées.

L'interrogateur sera quelqu'un qui aura l'air et qui se conduira comme une personne normale. Il mimera une vie familiale tout à fait ordinaire. Si c'est un médecin ou un psychologue, il aura aussi une activité publique. Il sera monsieur Tout le monde. Ces gens ne sont pas des monstres : ils n'ont aucune raison de se sentir mal à l'aise en société, au contraire, ils savent qu'ils sont tolérés et acceptés par le pouvoir. Ils peuvent même croire qu'ils sont implicitement soutenus par la prétendue majorité silencieuse. Au pire, ils considèrent leur travail comme « sale mais nécessaire ». Ils doivent faire croire qu'ils sont normaux. Ce qui se passe dans des pièces vides où le temps s'est arrêté n'est pas seulement un sale travail, c'est l'épanouissement déchirant du mal qui modifie profondément tous les acteurs.

Tout cela, vous, les détenus, vous le savez à l'avance : que l'interrogateur dispose d'une panoplie de pouvoirs qui comprend le « droit » et la volonté de vous tuer (c'est très clair : pas moins de soixante-dix Sud-Africains sont morts dans les cellules de la police de sécurité depuis dix ans) ; le « droit » et le désir de vous mutiler, parce que vous devez être détruits : le « droit » de manipuler et de limiter votre environnement — physique et moral — en termes d'espace, de nourriture, d'isolement et de contacts avec le monde, de pressions sur la famille, de privilèges offerts et retirés ; le « droit » de modifier le temps, parce qu'il le règle, joue avec, parce qu'il en a une quantité illimitée à sa disposition. Le pouvoir de l'interrogateur est absolu et le faire savoir au détenu est son arme la plus efficace, mais à la fin il le pourrit jusqu'à la racine.

Le prisonnier finit inévitablement par se confesser. Il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. Sa seule issue ne peut être que de se raccrocher désespérément au temps. Il peut décider jusqu'où aller, pendant combien de temps il peut tenir, combien il peut faire de fausses confessions avant de craquer, comment rester conscient (sinon sain d'esprit) dans les replis de ses inventions, de ses mensonges et de ses hallucinations. Il sera violenté. Son problème c'est de s'en rendre compte, de s'en servir et de savoir que c'est l'humanité qu'il partage avec l'agresseur qui est violenté. Il doit aussi comprendre que les dégâts commis sont permanents.

Le dégoût que le prisonnier a de lui-même vient de son enfermement. Ce à quoi il a participé (parce que la mortification réside dans le fait qu'il est obligé de participer à sa propre défaite) ravagera l'idée qu'il a de lui-même vient de son enfer-toujours ses contacts avec les autres. Il saura qu'il a été utilisé comme un outil, qu'il a été manipulé froidement et de main de maître, qu'il a été confronté à sa propre faiblesse. Pire, bien pire — qu'il a fini par considérer son tortionnaire comme un confesseur, comme un ami même. Cela est si contre-nature qu'il en est malade de lui-même.

Tous les deux, le tortionnaire et la victime, vous êtes liés, peut-être pour toujours, par l'obscénité de ce qui vous a été révélé, par la triste découverte de quoi les gens sont capables. Nous sommes tous coupables.

La tromperie qui découle de cela est destructrice dans la mesure où l'on est prisonnier des illusions sur le comportement humain. Réduire une personne à la faiblesse du bavardage, la troubler en privé et étaler cette humiliation en public constitue un spectacle écœurant qui porte atteinte à toute la société. C'est un abaissement qu'on ne pourra jamais réparer. Les hommes sont fragiles. Ce n'est pas difficile de faire sortir ce qu'il y a de pire chez eux. Le respect et la dignité n'existent que si on fait aussi semblant. Nous avons besoin de maintenir l'illusion si nous voulons cohabiter comme des êtres civilisés.

L'horreur c'est que cette relation morbide n'a aucun sens, elle peut en fin de compte ne pas avoir d'autre but que d'être une catharsis pour l'interrogateur. Vous ne pouvez jamais détruire l'image parce que vous ne pouvez pas effacer la conscience.

Il n'y a pas la plus petite chance pour que ceux qui sont au pouvoir veuillent établir des règles pour garantir la dignité du détenu et de l'interrogateur et donc pour assainir la vie publique. Il n'est pas sûr qu'ils pourraient rappeler leurs chiens même s'ils le voulaient. Et ils ne le veulent pas. Il nous incombe donc, à nous qui sommes concernés, de provoquer un débat public afin d'arriver à un code de conduite auquel adhérer quand on est face à la police et aux agents secrets. Ce sera un autre moyen de renforcer la conscience politique et la conscience de classe dont nous manquons encore. Une erreur souvent commise par nos militants sud-africains c'est de croire que nous sommes plus malins que la police, que nous pouvons déjouer les plans des « dospoilus » et des « araignées », qu'il n'est pas nécessaire de rendre compte entièrement de *tous* les contacts que nous pouvons avoir eus avec les maîtres. Notre faiblesse a toujours été (en dehors des gens inflitrés parmi nous) l'arrogance qui nous empêche de voir la résolution fanatique, la détermination et l'intelligence de la minorité au pouvoir et de ses exécutants.

(Traduit de l'anglais par Jean Guiloineau)

La chronique littéraire de Claude Glayman



LA PREMIERE

Entrant dans le Panthéon de la Pléiade, Colette obtiendra-t-elle enfin la reconnaissance toujours refusée jusqu'alors à son génie ?

• Colette : « Œuvres I », bibliothèque de la Pléiade N.r.f. sous la direction de Claude Pichois.

• Album Colette, un volume La Pléiade - N.r.f. et 508 illustrations.

• Michèle Sarde : « Colette libre et entravée », Seuil, col. Points - biographie - Poche.

COLETTE fut la première femme à obtenir des funérailles nationales. Ne l'enterrons cependant pas trop vite, notre grande Colette, devenue un mythe de son vivant et qui, depuis, trône immense, méconnue, par-delà la biographie enthousiaste de Michèle Sarde que le Seuil réédite en poche, ou de réédition comme la série des « Claudine », parue chez Albin Michel en 1977, dans un beau volume cartonné. Le mérite premier de la Pléiade n'est-il pas, en effet, de rendre non seulement vivante l'une des plus belles proses françaises de ce siècle mais aussi de renseigner sur le témoignage d'une femme formidablement ancrée dans son époque et dans ce que l'on nommerait de nos jours des problèmes de société. La longue préface de Claude Pichois (spécialiste de Baudelaire et de Nerval pour la même prestigieuse collection) complète et résume, avec un luxe de précisions, ce que nous savions plus ou moins partiellement, notamment grâce au portrait subjectif de Michèle Sarde.

L'époque où Colette fourbit ses premières armes est celle de l'Exposition universelle, de l'affaire Dreyfus, du conflit entre l'Etat et les congrégations religieuses (Gabrielle Colette est née en 1873). La Belle Epoque en somme ! Un instant d'équilibre pour une société que symbolise la femme. Paul Morand écrit : « Jamais il n'a été autant question du corps : idolâtrie du sexe, de la peau, des cheveux ; fétichisme des dessous, des bottines, des fourrures. » La femme reine, mais quelle femme ? Celle que dépeint toute une littérature, de Gyp à Marcel Prévost dont nous avons perdu la trace. C'est-à-dire triomphe d'une femme dont triomphe l'homme. Républicain à moustaches, soigné et lettré, colonial et guerrier, dont la foi religieuse s'est noyée dans les affaires terrestres, telle est, en substance, la silhouette du triomphateur. Une forme de machisme sans aucun doute. On notera que le préfacier du volume de la Pléiade va jusqu'à dire que le saphisme, très répandu en ce moment-là, pourrait être une conséquence de la violence sexuelle de l'homme. Ce contexte introduit bien le personnage de Willy, le premier mari de Colette, que l'album de photos montre physiquement assez enveloppé. Nous ignorons les circonstances exactes de la rencontre entre Willy et Colette. Mais nous savons que cette dernière fut décisive, non seulement parce que la rupture entre les époux devait jeter Colette dans une vie tumultueuse et plutôt bien remplie qui la révéla à elle-même, mais surtout parce que Willy, curieux individu, mêlant le talent du romancier mondain, du critique littéraire et du mélomane, à celui de l'homme d'affaires à la tête d'une formidable « machine littéraire » (la fabrication actuelle de best-sellers semble bien artisanale par comparaison) déclara un jour, en s'adressant à l'épouse esseulée et désœuvrée : « Vous devriez jeter sur le papier des souvenirs de l'école primaire ! »

Cela donnera les « Claudine » (« A l'école », « A Paris », « En ménage », « Claudine s'en va » ; « la Maison de Claudine » étant ultérieure et écrit dans des conditions bien différentes), le plus grand succès commercial de Willy, qui signa seul les livres dont il devait plus tard, par précaution, détruire les manuscrits originaux.



Gabrielle Colette à quinze ans.

Colette avait reçu une bonne éducation auprès de Sido, une mère vive et intelligente, tentée par le bovarysme, et qui avait eu cette fille d'un second mari, le capitaine Jules Colette. Elle avait beaucoup lu Taine et le théâtre de Labiche. Elle était très belle, si l'on en juge d'après les documents, mais plutôt pauvre. Willy, pygmalion, lui fit prendre conscience de son talent et lui ouvrit les portes des milieux mondains et littéraires : l'actrice Marguerite Moreno (dont elle fut très proche toute sa vie), les écrivains Marcel Schwob, Anatole France, Marcel Proust, etc. Claude Pichois montre cependant fort à propos que c'était là le monde officiel, le plus en vue, mais sans doute pas le plus raffiné, ni le plus moderne, comme en témoigne la distance que prend à son égard le cercle restreint de la N.r.f.

Alors qu'on n'imagine pas Gide en train de faire du cirque à Barbès, on n'est guère surpris de voir Colette se « commettre », devenir actrice, mime, danseuse (nue parfois) surtout après la séparation avec Willy. La vie d'artiste fit plus que la tenter, elle fut son gagne-pain elle fut sa raison de survivre dans la solitude et ce qu'on appelait le vice. Colette a aimé Willy plus qu'elle n'a bien voulu l'écrire dans « la Vagabonde » notamment : « Cette aveugle, cette innocente exaltation, qu'en a-t-il fait, l'homme qui la suscitait ? » C'est à cette époque que Colette fréquente Nathalie Barney, Renée Vivien, la Duchesse de Morny (Myssi), etc. Amazones dont les mœurs nous apparaissent révélatrices d'une ambition d'autre chose, substrat d'un univers artistique et littéraire qu'on redécouvre aujourd'hui mais qui, sur l'instant, fit surtout scandale.

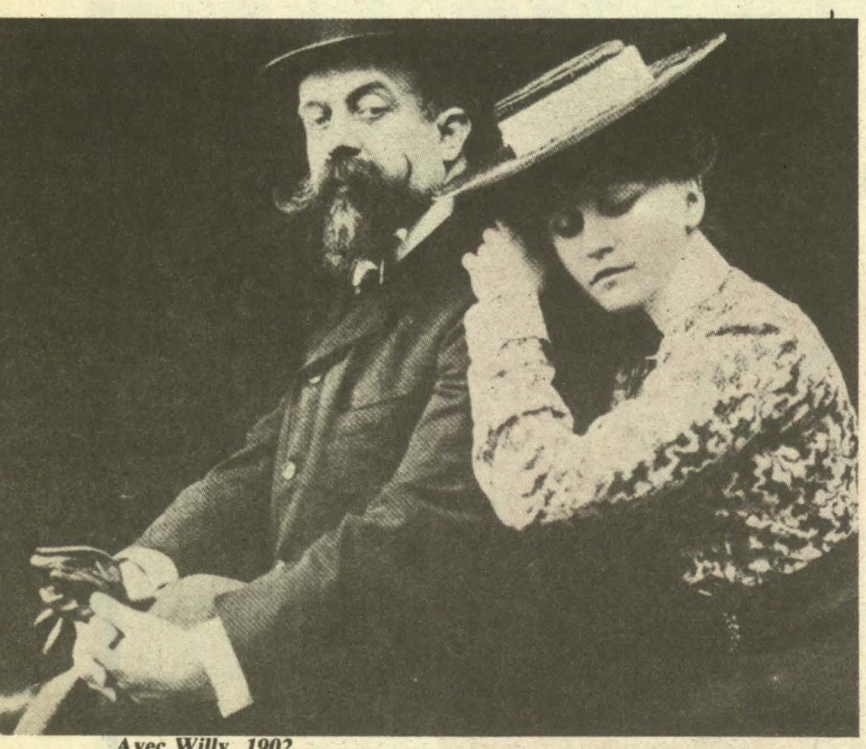
Le premier volume de la Pléiade couvre les débuts littéraires de Colette jusque vers les années 1910, à la veille de la rencontre avec le diplomate Henry de Jouvenel que deviendra son second mari. Colette est alors âgée de quarante ans.

Elle a fait plus que ses gammes, puisqu'elle a déjà publié au moins un chef-d'œuvre « la Vagabonde » que, pour ma part, j'ai relu dans l'émerveillement absolu. Quel chemin parcouru entre le premier « Claudine à l'école » et ce dernier titre du volume. L'écriture atteint une pleine maîtrise, elle exprime d'une manière parfaite le plaisir et la douleur, l'inspiration jaillit sans arrêt. On est passé de la jeune fille espiègle, croqueuse, douée, naïve, à la femme éprouvée, dubitative, indépendante, moraliste malgré elle. L'écrivain n'est plus seulement sensuelle, dans le climat et l'expression, mais elle porte également témoignage, aussi bien sûr l'émancipation de la femme que sur le monde du caf'conc', du music-hall, du Paris début de siècle, de sa misère et de ses délices, monde, qui, ne l'oublions pas, influence également les peintres, les poètes, les musiciens et, une ou deux décennies plus tard, le cinéma. On pourrait dire qu'il y a du boulevard là-dedans mais du boulevard métamorphosé. Observons de plus près cette prose qui fait l'apprentissage de son génie.

Ouvrons les premières pages des « Claudine » et prenons note de la manière dont s'ap-

Les cent ans de Supervielle

« Je fais corps avec la pampa qui ne connaît pas la mythologie », notait dans un de ses premiers vers Jules Supervielle, écrivain franco-uruguayen né il y a un siècle en 1884 et mort en 1960. Plutôt connu par son théâtre « le Voleur d'enfants » (adapté d'un roman disponible en Folio), « Shéhérazade » ; par ses contes « l'Enfant de la haute mer » (Folio) ; par ses romans « le Survivant » (Folio), « l'Homme de la pampa » (« l'Imaginaire »), Supervielle est un poète classique, aux vers souvent brefs, non dénués d'humour, exprimant le goût ludique de l'homme mais aussi son angoisse devant la mort. Il existe chez Supervielle un enchevêtrement de fantasmes qu'explicitent à la fois son bestiaire et sa passion pour la mer. C'est le poète qui fait exister les choses. Bien qu'originaire de la même ville (Montevideo) que Lautréamont, Supervielle n'est pas un surréaliste, mais il évoque une surréalité. On l'a comparé à Michaux et à Borges. Compliment qui n'est pas mince et qui caractérise bien cette voix personnelle et inoubliable (la collection de poche Poésie chez Gallimard compte plusieurs de ses titres : « le Forçat innocent » suivi de « Amis inconnus » ainsi que « Gravitations » précédé de « Débarcadères »).



Avec Willy, 1902.



En costume renaissance, 1895.

Printemps 1954.

privoise la sauvageonne. Certes la construction de la phrase n'est pas encore très assurée mais d'emblée la vie éclate. Elle éclate de partout, en particulier dans les verbes conjugués au présent qui donnent une impression de vivacité débordante. On a le sentiment que déjà Colette empoigne la langue française à bout de bras. La formule est rapide, le trait vif et on entrevoit dès ce moment la grande sagesse des créateurs supérieurs qui dominent tout dans un climat de divine indulgence et de distanciation suprême.

Dans ce milieu de jeunes écolières les vagabondages sont la règle commune et les amitiés sont particulières, ici l'adjointe de l'institutrice, là une camarade à la beauté discrète mais mûre. Espièglerie du cœur suscitées par la fabrique à cancans ; coquetteries de jeunes filles en fleur (il y aura du Proust surtout dans « la Vagabonde » avec ses amours trahies, trompées, échangées), allusions et surveillance, les griffes n'empêchent pas la séduction. On gobe ce charme fou. Toute précaution est prise à l'égard des adultes. La référence aux ascendants est toujours spéciale chez Colette, il y aurait matière à gloser mais on préférera s'en tenir à une remarque de la fille à son père, présenté sous les traits d'un petit savant lettré, au sujet d'un hypothétique réabonnement à une revue que seule lisait Colette : « Renouvelle, papa, pour garder la considération du facteur. »

L'autobiographie à peine dégrossie fait la matière première des autres « Claudine » dont la qualité est parfois inégale (serait-ce les coups de pouce de Willy ?) et réapparaît dans « la Vagabonde » qui clôt un volume où la nature entre en scène avec les prémonitoires « Vrilles de la vigne ». Est-ce l'expérience de la vie qui a trempé la technique, toujours est-il que la manière est époustouflante. Nous voici entraînés par des mots venus en rafale, qui se pressent, irrépressibles, impétueux et cependant toujours mélodieux. Solitude de la femme de trente ans, d'une « femme de lettres qui a mal tourné ». Charge féroce à l'encontre du mari Adolphe Taillandy (alias Willy). Il faut chasser l'humiliation infligée par l'époux idolâtré mais volage. Il s'agit d'être « en femme » comme on est « en acier ».

Devenue mime grâce aux leçons de Georges Wague, Colette plonge dans l'univers du music-hall. Frehel la chanteuse pointe plus que le bout de son nez, tandis que Bouty, le danseur tuberculeux, fait vainement pitié. Sentiment doux-amer et tristesse tellement caractéristiques des enfants de la balle. On songe au « Limelight » de Chaplin. Il y a aussi les apaches, la grivoiserie suggérée, la familiarité du mélo et de la misère. Et, qui sait, climat des « Enfants du paradis » ce monsieur Dufferein-Chantel, ce « grand serin », riche et bien né, amoureux transi, face à une Colette vaccinée et insensible, que ses camarades de loge et son confident infortuné aimeraient voir payé de retour. Mais ici point de langage sentencieux comme cela se produira parfois avec la Colette plus âgée et plus dominatrice.

Si vous m'en croyez, lisez ou relisez ce livre, « la Vagabonde ». C'est, à coup sûr, l'un des plus beaux de l'année écoulée. Je l'ai dégusté page par page, ligne par ligne. Pur régal. Cette littérature sentimentale possède la grandeur et la retenue des vraies tragédies. Avec, en prime, le charme du funambule qui mêle grandes et petites choses. Comme si le temps était déjà celui du Zénith pour cette Colette débutante.

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 8 JUIN

T.f.1 Tennis à Roland-Garros : demi-finales simple messieurs - 11 h 35 et 14 h.

« Les Américains et nous ». Série en trois parties proposée par Claude Fléoutier et Robert Manthoulis. 1) Histoire d'un modèle - 22 h 10.

Depuis 1914 les Américains ne cessent de nous envahir. 1) Ils viennent à notre secours une première fois avec dans leurs bagages Camel et Coca-Cola ; 2) la crise de 1929 s'accompagne de son du jazz et nous découvrons leur cinéma ; 3) redébarquement, le troisième celui dont on a fêté l'anniversaire avec chewing-gum, les bas nylon, le café soluble puis quelques années plus tard le jean, le rock, recoca, le hamburger, etc. L'« Américain way of live » quoi.

F.r.3 « Star 85, ou fille à louer ? » reportage de Renaud Delourme et Dominique Nasplezes, réalisation Patty Villiers - 20 h 35.

Des jeunes femmes veulent réussir en vendant leur image, devenir célèbres à n'importe quel prix.

SAMEDI 9 JUIN

T.f.1 « Les Falaises de la liberté, téléfilm réalisé par JacquesManier - 20 h 35.

Après Léon Duchemin résistant d'opérette malgré lui dans « le Mur de l'Atlantique », voici l'histoire véridique d'un Breton, Marcel Le Menach, et de sa femme, interprétée ici par Armel (Patrick Floersheim) et Florina (Myriam Boyer). Exploits de gens simples que rien n'avait préparés à l'héroïsme.

DIMANCHE 10 JUIN

T.f.1. « Champions ». Tennis à Roland-Garros, finale messieurs 14 h 55.

« L'Arbre de vie », film américain d'Edward Dmytryk avec Montgomery Clift et Elisabeth Taylor - 20 h 35.

Un jeune homme délaisse la jeune fille qu'il aimait et épouse une riche héritière. Histoire classique mais quelles images et quel couple prestigieux !

F.r.3 « Témoins » : Rolf Liebermann, réalisation de Gérard Calderon - 20 h 35.

Cinéma de minuit : cycle Tourneur père et fils. « Justin de Marseille » de Maurice Tourneur (1934). Musique de Vincent Scotto et Jacques Ibert - 22 h 30.

Les aventures d'un trafiquant de drogue néanmoins protecteur des faibles. Déjà Tino Rossi apparaissait.

LUNDI 11 JUIN

T.f.1 Les grandes expositions : le trésor de Saint-Marc à Venise de Jacqueline Plessis -19 h 10.

A noter pour l'heure inhabituelle de diffusion !

« Le Bataillon du ciel », film d'Alexandre Esway (1945) diffusé en deux épisodes. Scénario de Joseph Kessel. Première époque : « Ce ne sont pas des anges » - 20 h 35.

Dans l'attente du débarquement un groupe de parachutistes français rongent leur frein en Angleterre. La discipline se relâche. Avec une distribution prestigieuse : Pierre Blanchar, René Lefèvre, Raymond Bussières, Mouloudji, Pierre Louis, etc.

« Etoiles et toiles » de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando. Les Beurs ou les oubliés du cinéma français -21 h 55.

A. 2 « La Dame de pique » opéra de Petr Ilitch Tchaïkovski d'après la nouvelle d'Alexandre Pouchkine, mise en scène de Baratov. Enregistrement au Bolchoï par la télévision soviétique - 20 h 35.

F.r.3 Cycle Dominique Sanda. « 1900 » (première partie) de Bernado Bertolucci, musique d'Ennio Morricone -20 h 35.

Deux enfants de classe sociale différente sont élevés ensemble. Deux destins à travers la première moitié du XXe siècle. Les tout débuts de deux carrières époustouflantes, celle de Robert de Niro et celle de notre Depardieu national.

MARDI 12 JUIN

T.f.1. Edition spéciale d'Anne Sinclair. « Le choix d'Israël en question » en direct de Jérusalem - 20 h 35.

« Vagabondages » de Monica Soro et Roger Gicquel. Spécial Félix Leclerc à Québec -21 h 55.

Un p'tit bonheur pour les amoureux du Canada.

A.2. Championnat d'Europe de football : France-Danemark en direct du parc des Princes -20 h 25.

MERCREDI 13 JUIN

T.f.1. En eurovision à Lens championnat d'Europe de football. Belgique-Yougoslavie - 20 h 25.

« L'Histoire de la Une » série documentaire de Gilbert Lauzun. Série brune. Cinquantième anniversaire de la « Nuit des longs couteaux » de Paul-Marie de la Gorce, réalisation de Pierre Desfons - 22 h 15.

Trouvant que Röhm lui faisait décidément de l'ombre, Hitler fit assassiner au cours d'une nuit sanglante ses amis de la première heure mettant ignoblement à profit l'homosexualité notoire des chemises brunes. Ou comment les S.S. sont venus à bout des S.A.

A.2 « Les chiens de Jérusalem », téléfilm franco-helvético-italien, réalisé par Fabio Carpi - 20 h 35.

Un récit de croisés « donquichottesque ». Un baron, Jean Rochefort (qui fait sa réapparition sur le petit écran), part pour une croisade bien spéciale avec son valet, Bernard Fresson. Où comment gagner le ciel tout en épongeant ses dettes... sans trop voyager.

JEUDI 14 JUIN

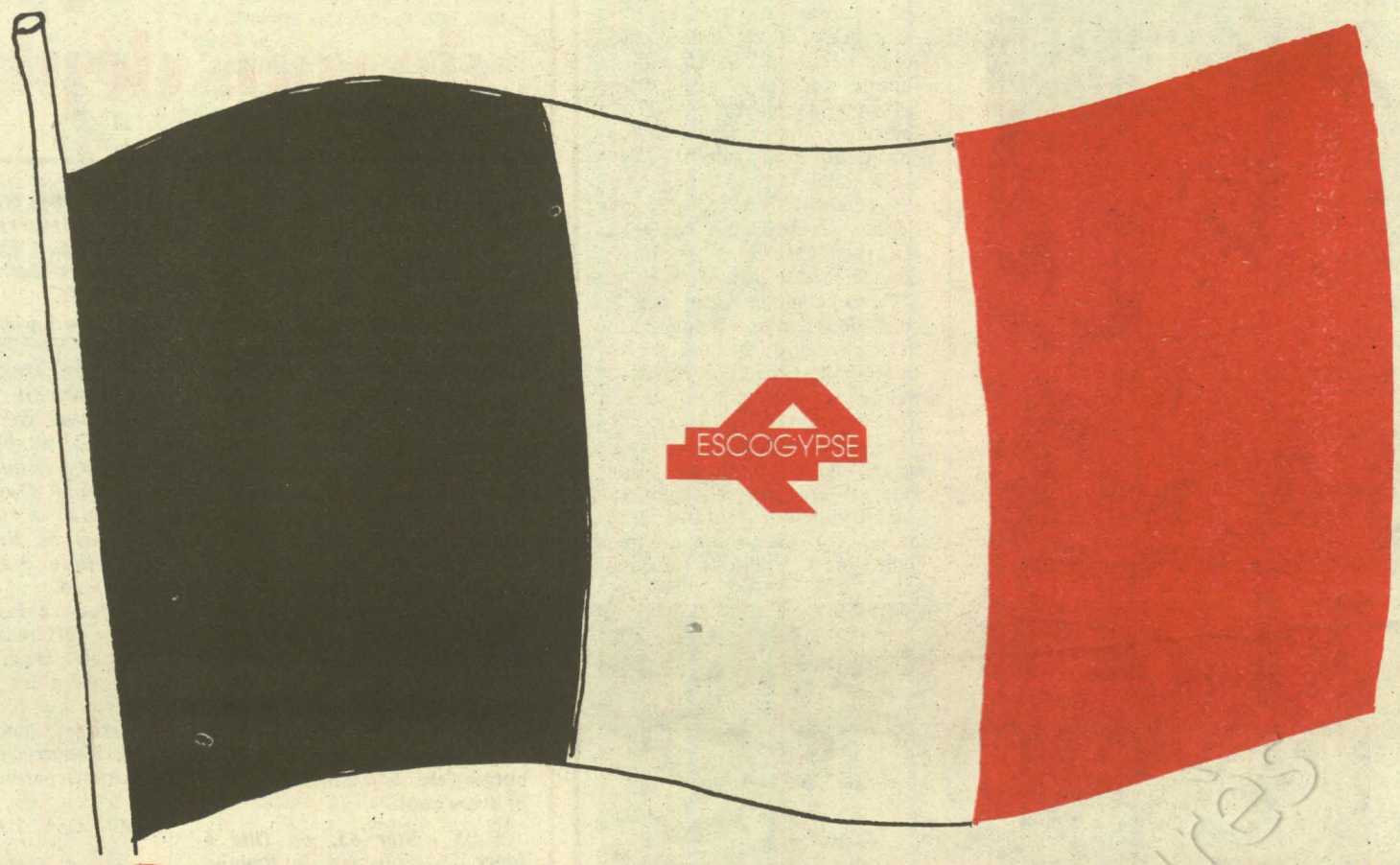
T.f.1. Championnat d'Europe de football en eurovision de Saint-Etienne, Roumanie-Espagne - 20 h 35.

A.2 « L'Histoire en question » d'Alain Decaux. Les taxis de la Marne - 21 h 40.

Ou le coup de génie de Galliéni.

F.r.3 Cinéma sans visa de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud. « La Parentèle » film soviétique de Nikita Mickhalhov (1981) - 20 h 35.

Une comédie « dramatique » sur la tolérance et la compréhension entre une mère vivant à la campagne qui décide de retrouver sa fille mariée à la ville. Jean Kehayan fera partie des invités pour « Témoignages » qui suivra le film à 22 h 15.



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français** dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous

Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

APRÈS LES GRANDS RÉVOLUTIONNAIRES MARTINSART PRÉSENTE LES GRANDS RÉVOLUTIONNAIRES

On prend les mêmes et on recommence ?
MAIS NON, MAIS NON : IL Y A DU NOUVEAU !

Tout le monde se souvient de la magnifique série parue il y a quelques années chez l'éditeur bien connu des lecteurs de gauche : sous un titre conquérant, LES GRANDS RÉVOLUTIONNAIRES, c'est une vaste fresque où défilent les hommes et les femmes qui, depuis la Révolution française, en France et dans le monde, ont lutté pour la liberté et la dignité de l'homme.

Pour compléter ce panorama saisissant de deux cents ans d'élan révolutionnaire, Martinsart propose aujourd'hui la suite indispensable de la première série déjà parue (et toujours disponible) :

4 volumes en complément à la première partie : Le socialisme en Europe *(Willy Brandt, Bruno Kreisky, Olof Palme, Felipe Gonzalez, E. Berlinguer)* - Les révolutionnaires africains *(Nkrumah, Lumumba, Ben Barka, etc.)* - Le syndicalisme français *(Pelloutier, Varlin, Jouhaux, etc.)* - Le socialisme en France, *complémentaire de "La justice dans la liberté" (Jules Guesde, Édouard Vaillant, P. Mendès France et François Mitterrand).*
+ un volume couronnant le tout, Poèmes et Chants révolutionnaires : *un parcours de douleur et d'espoir autour du monde à travers l'art des poètes qui ont exprimé leur révolte, leur douleur et leur appel à un monde digne de l'homme.*



Des signatures prestigieuses émaillent ce pèlerinage historique : Jean Lacouture, Gérard Delfau, Christiane Mora, Pierre Guidoni, Yvette Roudy, Marc Ferro, Jean Rous, Abdel Kader Fall, Carmen Castillo, Gilbert Sans, Jiri Pelikan, Jean Pronteau, Pierre Joxe, Bernard Brigouleix, Marcelle Padovani, Antoine Blanca, Michel Charzat, Jean-Claude Colliard, etc.

Ce très bel ensemble, relié bleu nuit avec motifs originaux dorés au fer, contient de surcroît une iconographie de premier ordre.
C'est une véritable histoire du socialisme en marche, un outil de connaissance et donc de référence pour qui souhaite, par une approche humaine et historique, déchiffrer la signification du combat intérieur que chaque "géant" livre en lui-même entre l'homme du quotidien et le personnage qu'il assume devant l'histoire.

C'est une collection unique à ce jour dans l'édition française.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

_____

Date Signature

A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

DRÔLE DE DROITE

"V" comme Violet, Valéry Giscard d'Estaing, Villegas et Vatican... Interpellé par cette incontournable lettre, Pierre Péan a titré ainsi le livre qu'il consacre aux dessous de l'affaire dite des avions renifleurs ! Vaudeville vermoulu ou vipérine vendetta?

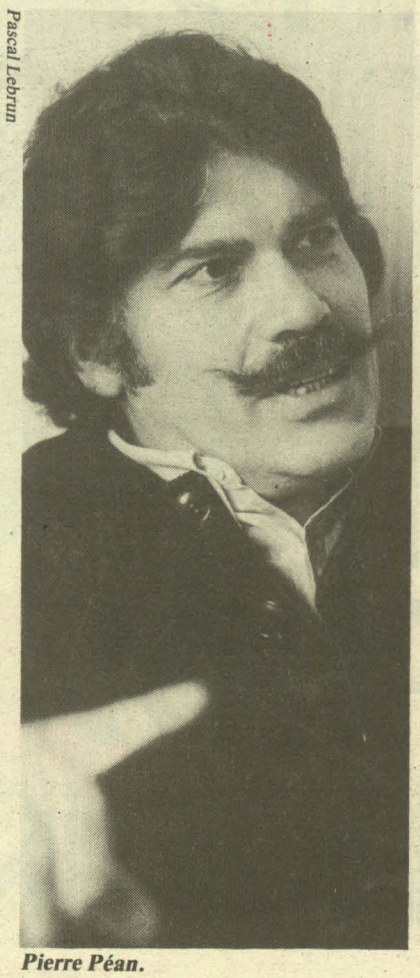
L'AFFAIRE des « avions renifleurs », tragi-comédie ou complot? La question est posée en filigrane de « V », le livre que Pierre Péan vient de publier (1). Cette singulière escroquerie a-t-elle aussi servi à financer des organisations et des opérations politiques ? Il est vrai que les principaux protagonistes de cette affaire sont de purs « politiques ». Ce sont eux — principalement l'entourage du président Pinay — qui ont réussi le tour de force d'intoxiquer Elf-Aquitaine. Au point que cette société nationale a cru à « l'invention du siècle ». Fallait-il que ce lobby soit particulièrement convaincant pour « faire passer » un homme comme l'« inventeur » Bonassoli, au passé bizarre, devant un polytechnicien aussi averti que Pierre Guillaumat, ancien ministre des Armées et « patron » d'Elf ?

Une enquête un peu sérieuse — Pierre Péan l'a effectuée — en aurait appris de belles sur le sieur Bonassoli, « inventeur », entre autres, d'un prétendu « rayon de la mort » que l'armée italienne avait pris au sérieux...

Il est clair que de très hautes protections ont joué dans cette affaire et que, malgré ses dénégations à la télévision, Giscard d'Estaing a usé de tout son poids. Pourquoi ? Parce que les protecteurs des « inventeurs », tous liés à la frange la plus à droite de la démocratie européenne, à l'Opus Dei, en avaient les moyens ? Le mérite du livre de Péan est bien de cerner « un petit noyau de personnalités (qui) tentent dans l'ombre, en dehors des appareils officiels de gouvernement et en faisant fi des frontières, d'influencer la politique des grands pays occidentaux ». Reste enfin l'argent. Selon Péan, plusieurs acteurs de l'affaire « sont persuadés qu'une partie de l'argent serait allé vers les caisses électorales d'un parti alors au pouvoir »...

(1) « V », enquête sur l'affaire des « Avions renifleurs » et ses ramifications proches et lointaines, Fayard - Paris 1984.

Pascal Lebrun



Pierre Péan.

Sygma

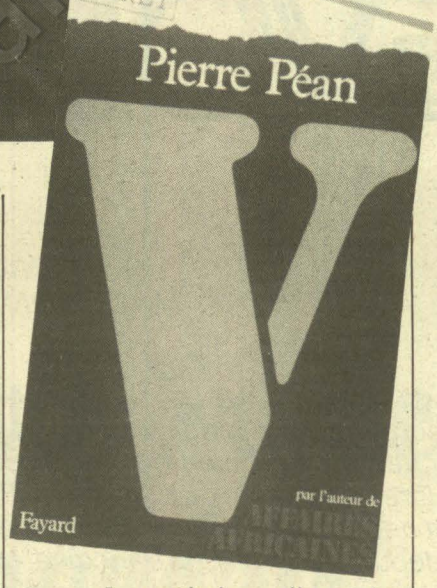


Valéry Giscard d'Estaing à la sortie de la messe en mars 1981.

Keystone



Raymond Barre et Antoine Pinay.



éclairages, partout où je le pouvais.

J'ai essayé de décortiquer les rencontres des protagonistes, les accointances entre les uns et les autres. Essayer, d'après la description de ce petit monde, que chacun se fasse son opinion sur cette affaire. J'hésite encore entre la thèse du complot et les autres versions. Ce qui me paraît probable, c'est que les gens d'un certain monde, ceux du « cercle Pinay », ceux proches de l'Opus Dei ont, eux-mêmes, cru à cette opération. Et, grâce à leur grande capacité de persuasion, ont réussi à la faire passer auprès d'Elf. Ce que je ne sais pas, en revanche, c'est à partir de quel moment ils se sont aperçus — s'ils s'en sont aperçus — qu'il s'agissait d'une escroquerie. Mais il faut bien se replacer dans le contexte : tous ces gens sont obsédés par Moscou... Or les « avions renifleurs » permettaient de renverser un rapport de force, dans leur optique, entre l'Est et l'Ouest. L'avion « renifleur » c'était, à leurs yeux, quasiment l'arme absolue. Ces gens y ont cru, quitte, au passage, à prendre un peu d'argent pour leurs « bonnes œuvres ». La description de « leur » monde permet de comprendre comment une telle affaire a été possible.

« L'UNITE » : Vous venez de publier « V ». C'est un titre un peu insolite à propos de l'affaire des « Avions renifleurs ». « V », c'est quoi ou qui ?

— PIERRE PEAN : « V » comme Violet, « V » comme Valéry Giscard d'Estaing, « V » comme Villegas : c'est surprenant mais tous les grands personnages de cette affaire ont des noms qui commencent par « V ». Et il y a aussi « V » comme Vatican... Dans avion, il y a « V » : on y a vu signe. Cette lettre donne un caractère mystérieux à une affaire encore plus mystérieuse.

— Une affaire mystérieuse : s'agit-il d'une tragi-comédie, d'un vaudeville ou d'un complot ?

— Je devrais être capable de répondre avec précision, ce qui n'est pas le cas dans mon livre. Je ne me suis pas fait une opinion définitive sur cette affaire compliquée. J'ai seulement essayé de donner des

— C'est le monde de Violet, avocat international, celui aussi du « cercle Pinay ». C'est d'ailleurs un peu curieux de voir un ancien président du Conseil, presque nonagénaire, avoir cette activité...

— Vous avez bien compris que l'on se sert du nonagénaire en question. Les gens qui apparaissent dans cette affaire s'abritent derrière lui.

— Le personnage le plus étonnant du livre, le personnage central, le pivot c'est Violet. Violet est-il à la charnière de la droite classique — on retrouve beaucoup de grands noms de la démocratie chrétienne européenne dans cette affaire — et de l'extrême-droite. L'avocat Violet a appartenu, avant guerre, à la « Cagoule », semble-t-il.

— Je crois qu'au travers de la filière belge, notamment, lorsque l'on analyse les dossiers de Florimond Damman, l'on s'aperçoit que tout ce monde est très lié à une certaine droite. Mais Violet est davantage un catalyseur. Sa grande force c'est d'avoir réussi à « capitaliser » un certain nombre de relations. Au travers de ces gens-là, notamment ceux du C.n.i.p. en France, il y a des « ponts » avec l'extrême-droite. J'en suis persuadé.

— Ou est passé l'argent ?

— On l'a retrouvé, pour l'essentiel, dans les dépenses somptuaires de Villegas. Il se pose cependant une question à propos de 16 millions de dollars « censés être allés chez Pesenti », un banquier lombard proche du Vatican. C'est peut-être là que se situe le problème de l'argent. J'écris d'ailleurs dans mon livre : « ces 16 millions de dollars censés être allés chez Pesanti ne seraient jamais parvenus à destination »... Pourquoi, autre question, il y a un mois, M. Pesenti a-t-il fait un chèque de 30 millions de francs à l'avoué de Elf ; il n'y était pas obligé... Ce chèque pose beaucoup plus de questions qu'il n'en résout.

— Il faut bien aussi parler dans cette affaire d'abus de confiance de la responsabilité de l'ancien régime. Les ingénieurs d'Elf se sont aperçus qu'ils étaient abusés par Aldo Bonassoli et par Villegas. On s'est assez vite rendu compte que l'on ne reniflait rien du tout, et surtout pas du pétrole. Comment expliquez-vous que le pouvoir précédent ait laissé faire, pendant des années.

— Je voudrais souligner à quel point l'ancien régime est impliqué dans cette affaire.

L'implication principale réside dans l'histoire de l'expérience de Soudron. Valéry Giscard d'Estaing affirme qu'il n'a eu que deux contacts dans cette affaire. La première fois pour donner le « feu vert » à Albin Chalandon, p.-d.g. d'Elf-Aquitaine, la deuxième fois pour se rendre à Soudron. C'est totalement faux. J'apporte la preuve dans mon livre, notamment par les documents reproduits à la fin, que l'ex-président a été continuellement mis au courant, dans le détail, à chaque forage pétrolier, à chaque avancée. M. Giscard d'Estaing d'abord et M. Barre ensuite ont été intimement liés à cette affaire.

— Mais Giscard d'Estaing a produit avec ostentation une note dégageant sa responsabilité, à la télévision ?

— Justement. Cette note est importante. MM. Chalandon et Guillaumat, les deux patrons d'Elf, ne voulaient pas de cette expérience en présence du président de la République à Soudron. C'est sur la pression de Violet, par l'entremise de Pinay, que cette réunion a pu avoir lieu. Giscard a accepté cette requête, ce qui implique des relations, entre ces trois personnages, beaucoup plus intimes que l'on veut bien dire. Giscard a davantage fait confiance à Violet et à Pinay qu'à Chalandon et à Guillaumat, les principaux intéressés.

— Quelle est votre explication sur une attitude aussi étrange ?

— L'explication la plus simple est souvent la plus plausible. Giscard se sent proche de tous ces gens. Pinay, c'est son « parrain » en politique, son ancien patron au ministère des Finances. C'est ce qui explique qu'il a cru, dur comme fer, à cette opération. La note qu'il est censé avoir écrite le 6 avril 1979 est en totale contradiction avec les autres témoignages que j'ai pu recueillir. Il y a une phrase dans le rapport d'Elf sur cette journée : du 6 avril 1979, à la suite de l'expérience de Soudron. Giscard d'Estaing a dit : « « S'il y a une chance sur mille, il faut la tenter. » C'est tout à l'opposé de la note en question. On lit qu'il fallait tout arrêter et qu'il s'était aperçu de l'erreur scientifique. Giscard a tellement cru à ces « renifleurs » qu'il les rangeait parmi les deux « secrets de la République ».

— Et au niveau des responsabilités...

— Il y a deux grandes responsabilités. Il y a celle de Guillaumat, que je ne tiens pas à charger puisqu'il a tout pris sur lui, dans un geste d'une grande élégance. Mais son parapluie est très large et tout le monde s'y abrite.

Mais la responsabilité de l'ancien régime est totale car le pouvoir a été tenu informé à tout moment.

— Mais Giscard n'a-t-il pas été intoxiqué par une sorte de lobby, par un cocktail fait du S.d.e.c.e., de l'Opus Dei, des services secrets de Sa Sainteté et d'un certain nombre de soutanes...

— L'intoxication évidente n'atténue pas sa responsabilité ! Je me suis surtout attaché, dans ce livre, à décrire ce milieu. La technique de pénétration du groupe Elf par tous ces gens fait que l'on ne peut éliminer totalement la thèse du complot.

— Il est avancé qu'une partie de l'argent a servi à la construction d'une superbe basilique à Châteauneuf-de-Galaure, dans la Drôme, pour les « Foyers de charité » du père Finet ?

— Sans conteste possible. Là, je ne mets pas de conditionnel : la basilique a été érigée grâce à l'argent d'Elf. Coût : près de trois millions de dollars. 15 millions de francs à l'époque.

— Et ces « Foyers de charité » sont très structurés idéologiquement, notamment dans leur action en Afrique...

— L'action du Père Finet est conçue à partir d'une religion catholique musclée, très combattive. Au point de départ, dans l'avant-guerre, cette action était très anti Front populaire, antimaçonnique, antijuive. Toute l'affaire des avions baigne dans ce climat idéologique. Il en ressort une trilogie antisocialiste, antimaçonnique, antijuive.

propos recueillis
par CLAUDE JADOUL

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325